



HÉROUX DEVTEK 
CRÉATION DE VALEUR

RAPPORT ANNUEL 2012-13



PROFIL D'ENTREPRISE

HÉROUX-DEVTEK (TSX: HRX) EST UNE ENTREPRISE CANADIENNE QUI SE SPÉCIALISE DANS LA CONCEPTION, LA MISE AU POINT, LA FABRICATION AINSI QUE LA RÉPARATION ET L'ENTRETIEN DE SYSTÈMES ET DE COMPOSANTS DE TRAINS D'ATERRISSAGE DESTINÉS AU MARCHÉ DE L'AÉROSPATIALE. LA SOCIÉTÉ EST LA TROISIÈME PLUS IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAINS D'ATERRISSAGE À L'ÉCHELLE MONDIALE ET OFFRE AUX SECTEURS COMMERCIAL ET MILITAIRE DE L'AÉROSPATIALE DE NOUVEAUX SYSTÈMES ET COMPOSANTS DE TRAINS D'ATERRISSAGE, DE MÊME QUE DES PIÈCES DE RECHANGE ET DES SERVICES D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION. ENVIRON 70 % DES VENTES DE L'ENTREPRISE SONT RÉALISÉES À L'ÉTRANGER, PRINCIPALEMENT AUX ÉTATS-UNIS. L'ENTREPRISE A SON SIÈGE SOCIAL À LONGUEUIL, AU QUÉBEC, ET POSSÈDE DES INSTALLATIONS DANS LE GRAND MONTRÉAL (LONGUEUIL, LAVAL ET SAINT-HUBERT), À KITCHENER ET À TORONTO EN ONTARIO, AINSI QU'À SPRINGFIELD ET À CLEVELAND DANS L'OHIO.



FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)

2013 **2012** **2011**

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Ventes des activités poursuivies	257,0	253,5	239,0
BAIIA des activités poursuivies ⁽¹⁾	33,0	37,4	32,8
Marge du BAIIA	12,8 %	14,8 %	13,7 %
Résultat net des activités poursuivies	13,8	15,9	11,4
Marge bénéficiaire nette	5,4 %	6,3 %	4,8 %
Résultat net des activités abandonnées	118,2	10,6	7,7
Résultat net	132,0	26,5	19,1
Flux de trésorerie des activités poursuivies	29,0	31,7	30,5

SITUATION FINANCIÈRE

Trésorerie et équivalents de trésorerie	101,3	62,0	32,9
Fonds de roulement	191,2	179,5	155,1
Total de l'actif	389,1	499,1	472,5
Dette à long terme ⁽²⁾	63,0	119,1	105,5
Capitaux propres ⁽³⁾	222,7	244,0	224,5

DONNÉES PAR ACTION

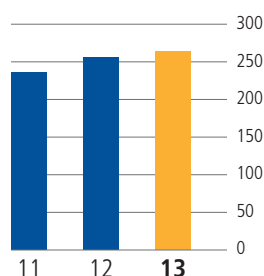
Bénéfice par action des activités poursuivies	– De base	0,45	0,52	0,38
	– Dilué	0,44	0,52	0,38
Bénéfice par action	– De base	4,27	0,87	0,64
	– Dilué	4,24	0,86	0,63
Flux de trésorerie des activités poursuivies		0,94	1,04	1,01
Valeur comptable de l'action ordinaire		7,07	8,01	7,44
Nombre moyen d'actions en circulation (milliers)	– De base	30 939	30 357	30 112
	– Dilué	31 114	30 682	30 220
Actions en circulation à la fin de l'exercice (milliers)		31 511	30 442	30 174

RATIOS FINANCIERS

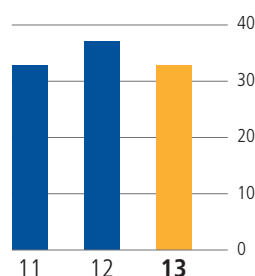
Ratio du fonds de roulement	3,59	2,76	2,52
Dette (trésorerie) nette / capitaux propres ⁽⁴⁾	(0,17)	0,23	0,32
Dette à long terme / capitaux propres	0,27	0,44	0,44

EN MILLIONS DE DOLLARS DÉCOULANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

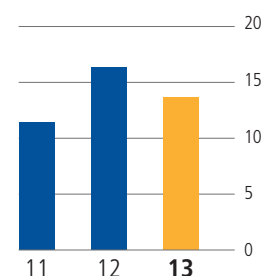
VENTES



BAIIA ⁽¹⁾



RÉSULTAT NET



(1) Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements.

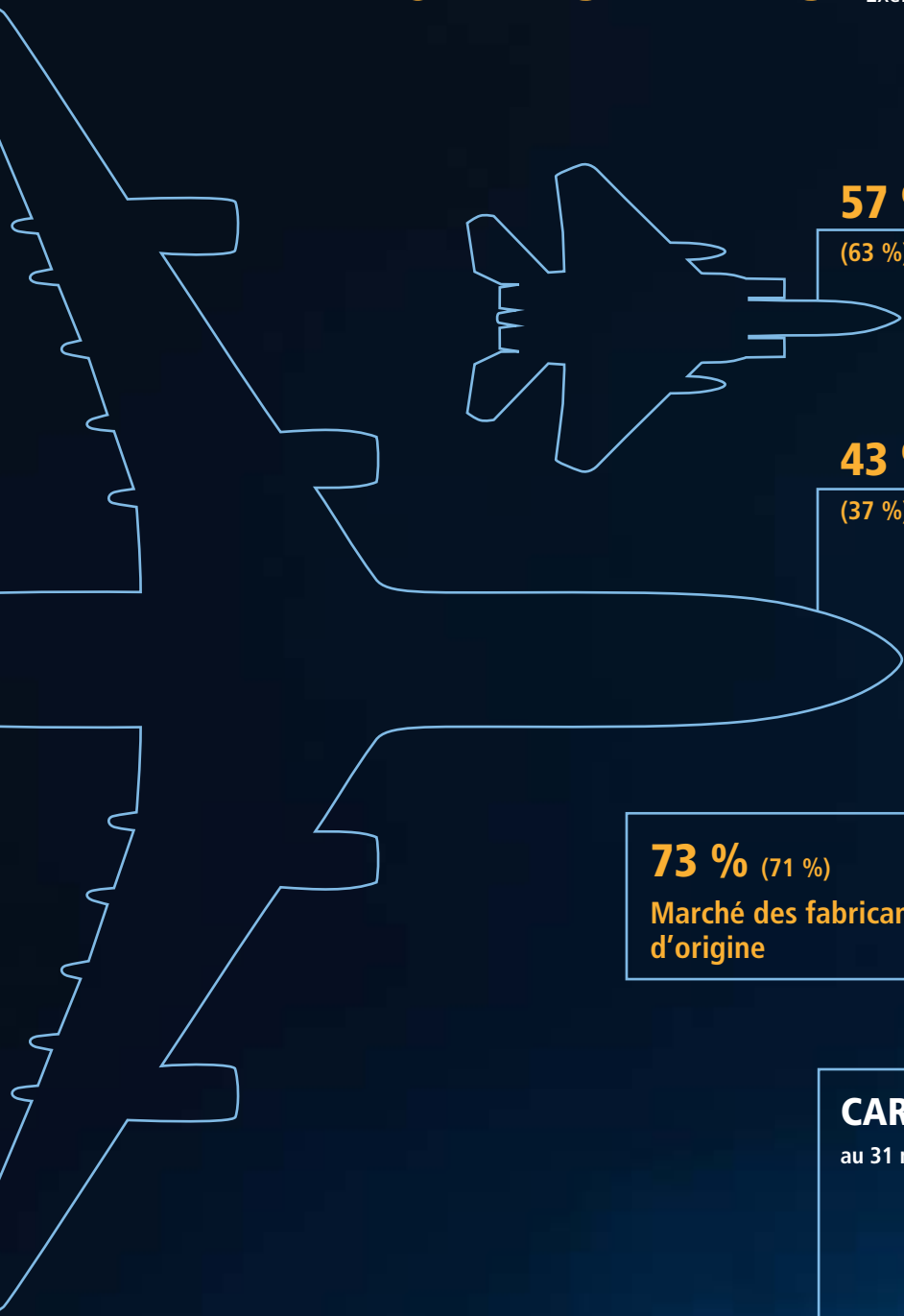
(2) Incluant la tranche à court terme.

(3) Reflétant la distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action effectuée le 19 décembre 2012 et composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action comptabilisé en réduction des résultats non distribués.

(4) Défini comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

RÉPARTITION DES VENTES

Exercice 2013 (exercice 2012)



57 %

(63 %)

AÉROSPATIALE MILITAIRE

Fabrication	41 %	(45 %)
Réparation et entretien	16 %	(18 %)

43 %

(37 %)

AÉROSPATIALE COMMERCIALE

Gros porteurs	26 %	(24 %)
Jets d'affaires	5 %	(5 %)
Jets régionaux	4 %	(2 %)
Hélicoptères	3 %	(2 %)
Autres	5 %	(4 %)

73 % (71 %)

Marché des fabricants d'équipement d'origine

27 % (29 %)

Marché secondaire

CARNET DE COMMANDES FERMES

au 31 mars (en millions de dollars)



Legacy 500 (photo utilisée avec la permission d'Embraer)

RÉALISATIONS MAJEURES

JUILLET 2012

Renouvellement d'un important contrat à long terme de la part de l'Armée de l'air américaine portant sur l'entretien et la réparation des trains d'atterrissage des appareils C-130, E-3 et KC-135R. Héroux-Devtek est également responsable de la fabrication et de la livraison des pièces de remplacement propres à ces appareils. Le contrat est d'une durée ferme de quatre ans, échelonnée jusqu'au mois d'août 2016. Selon les prévisions de la Société, la valeur de ce contrat peut atteindre 90 M\$.

AOÛT 2012

Conclusion de la vente, à Precision Castparts Corp., de la quasi-totalité des activités relatives à la ligne de produits Aérostructure et à la ligne de produits Industriels pour une contrepartie en espèces de 297,8 M\$. En tenant compte des impôts connexes et des frais de transaction, le produit net de la vente s'est chiffré à 234,3 M\$.

SEPTEMBRE 2012

Héroux-Devtek a obtenu une licence de la société The Boeing Company («Boeing») pour fabriquer des pièces de rechange et faire l'entretien et les réparations du train d'atterrissage de l'appareil Chinook H-47 pour près d'une douzaine de pays. La licence permet à Héroux-Devtek d'offrir des services de fabrication de pièces de rechange et d'effectuer des services de réparation et d'entretien pour le train d'atterrissage de toutes les versions de l'appareil Chinook. L'entente prévoit aussi des options de renouvellement après la période initiale de cinq ans.

NOVEMBRE 2012

Ocroti d'un contrat pluriannuel de la société Boeing pour la fabrication du train d'atterrissage pour l'ensemble des hélicoptères de transport moyen et lourd Chinook H-47 destinés à l'armée américaine. Il est prévu que les livraisons de trains d'atterrissage commenceront dans la première moitié de l'année civile 2014 et s'échelonnent sur une période de cinq ans. Les prévisions actuelles à l'égard du programme anticipent la livraison de 155 appareils à l'armée américaine sur la durée du contrat. Le contrat comprend également des options, que Boeing peut exercer à sa discrétion, pour la fabrication du train d'atterrissage d'un maximum de 150 appareils additionnels au cours de cette même période.

DÉCEMBRE 2012

Versement d'une distribution spéciale au comptant de 5,00 \$ par action ordinaire, laquelle se composait d'une réduction et d'un remboursement du capital émis de 2,70 \$ par action ordinaire et d'un dividende spécial au comptant de 2,30 \$ par action ordinaire.

MARS 2013

Industrie Canada octroie à la Société une contribution remboursable d'un montant pouvant atteindre 48,9 M\$. Les fonds serviront à soutenir les efforts d'ingénierie de Héroux-Devtek en matière de recherche et de développement de nouvelles technologies de systèmes complets de train d'atterrissage. L'investissement s'échelonne sur une période de cinq ans et la contribution sera remboursable progressivement un an après la fin de cette période.



C-130



E-3



KC-135R



H-47 Chinook



CONSEIL D'ADMINISTRATION (de gauche à droite)

1. BRIAN A. ROBBINS*

Président et
chef de la direction
Exco Technologies Limited
Toronto (Ontario)

2. JEAN-LOUIS FONTAINE*

Vice-président du conseil
et administrateur
Bombardier Inc.
Montréal (Québec)

3. PAULE DORÉ†

Administratrice de sociétés
Montréal (Québec)

4. GILLES LABBÉ

Président et
chef de la direction
Héroux-Devtek Inc.
Longueuil (Québec)

5. RÉAL RAYMOND†

Administrateur de sociétés
Montréal (Québec)

6. JOHN M. CYBULSKI†

Président du conseil
Héroux-Devtek Inc.
Directeur
Aeroglobe LLC
Bradenton (Floride)

7. CLAUDE BOIVIN†

Consultant et
administrateur de sociétés
Montréal (Québec)

8. LOUIS MORIN*

Président
Busrel Inc.
Montréal (Québec)

† Membre du comité des ressources humaines
et de régie d'entreprise

* Membre du comité d'audit



Chers actionnaires,

L'exercice qui vient de prendre fin a été très fructueux pour les actionnaires de Héroux-Devtek. Le Conseil d'administration ("Conseil") a reconnu la nécessité de dégager de la valeur et a élaboré une stratégie pour y parvenir. La cession des opérations de Héroux-Devtek relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels a été approuvée massivement et fait en sorte que la Société s'est recentrée sur ses activités principales, soit le développement et l'entretien de trains d'atterrissage d'aéronefs.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

Malgré une performance financière soutenue au cours des dernières années, le cours de notre action ne reflétait pas les progrès que nous accomplissions. Après un examen approfondi des différentes options envisageables pour tenter de remédier à cette situation, le Conseil a conclu que la vente de ces opérations serait avantageuse pour l'ensemble des actionnaires et des parties prenantes de la Société. La transaction a donné lieu à une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action en décembre 2012.

Le Conseil a déterminé que ce niveau de distribution permettait aux actionnaires de réaliser une valeur importante ainsi qu'un rendement adéquat sur leur investissement, tout en conservant des capitaux afin que Héroux-Devtek dispose de la souplesse nécessaire à la réalisation d'acquisitions stratégiques et à l'élargissement de la portée de nos activités dans le secteur des trains d'atterrissage.

La Société se trouve ainsi dans une position très avantageuse. Les barrières à l'entrée dans notre secteur d'activité sont déjà élevées. Nous sommes actuellement la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage et de produits connexes à l'échelle mondiale. Nous pouvons maintenant poursuivre notre développement sur cette base solide. Toutefois, cette excellente position concurrentielle ne signifie pas que nous pouvons tenir notre succès pour acquis. Comme toujours, nous ne devons jamais baisser notre garde. Comme l'indique Gilles Labbé dans son message présenté un peu plus loin dans ce rapport annuel, les perspectives sont mitigées. Les marchés des avions commerciaux et des jets d'affaires montrent des signes positifs tandis que dans le secteur militaire, des nuages se dessinent à l'horizon en raison des compressions budgétaires des gouvernements.

Nous devons sans cesse nous surpasser et continuer d'investir aussi bien dans la recherche et le développement que dans nos ressources humaines. Il s'agit d'une priorité de tous les instants chez Héroux-Devtek. Une centaine de nos ingénieurs sont désormais regroupés au centre d'ingénierie de conception de la Société situé sur la Rive-Sud de Montréal. Cette initiative constitue un jalon important et s'inscrit dans notre objectif de développer des produits propriétaires de classe mondiale.

Le succès de Héroux-Devtek repose sur le professionnalisme des équipes en place. Notre capacité à accroître nos effectifs au fur et à mesure de l'expansion de nos affaires renforcera encore davantage notre position. Je remercie nos employés pour leur dévouement tout au long de ce dernier exercice et je salue les efforts considérables déployés par notre Conseil d'administration qui ont permis de récompenser grandement nos actionnaires cette année.

John Cybulski
Président du Conseil

L'exercice financier clos le 31 mars 2013 fut témoin d'une importante transformation pour Héroux-Devtek. Créatrice de valeur pour nos actionnaires, cette transformation s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à miser sur nos compétences de base, soit la conception et la fabrication de trains d'atterrissage, secteur d'activité où la Société occupe le troisième rang mondial. Dans une perspective plus globale, cette stratégie vise avant tout à faire de Héroux-Devtek une source de création de valeur durable pour l'ensemble de ses actionnaires et de ses parties prenantes.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Le 31 août 2012, Héroux-Devtek a conclu la vente de la quasi-totalité de ses activités relatives aux lignes de produits Aérostructure et Industriels à la société Precision Castparts Corp., pour un montant net de 234,3 millions de dollars, déduction faite des impôts et des frais de transaction connexes. Par conséquent, nous avons conservé l'ensemble de nos activités de trains d'atterrissage, ainsi que l'usine Magtron, située à Toronto.

En décembre 2012, à la suite de cette transaction, Héroux-Devtek a versé à ses actionnaires, une distribution spéciale au comptant de 5,00 \$ par action. Le conseil d'administration de la Société a estimé que cette distribution spéciale représentait une utilisation appropriée des ressources financières de Héroux-Devtek car elle procurait aux actionnaires un rendement adéquat sur leur investissement, tout en permettant à la Société de maintenir une solide situation financière afin de poursuivre sa croissance.

LÉGÈRE HAUSSE DES VENTES ET EXCELLENTE SITUATION FINANCIÈRE

Pour l'exercice 2013, Héroux-Devtek a enregistré des ventes de 257,0 millions de dollars provenant des activités poursuivies, en hausse de 1,4 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net des activités poursuivies a atteint 13,8 millions de dollars, soit 0,45 \$ par action. Compte tenu du gain et des résultats des activités abandonnées, le résultat net s'est élevé à 132,0 millions de dollars, soit 4,27 \$ par action.

Le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 361 millions de dollars au 31 mars 2013 et demeure bien diversifié. Celui-ci est évalué de façon prudente et ne comprend que les commandes pour lesquelles la Société a reçu un bon d'achat.

Notre trésorerie et équivalents de trésorerie totalisaient 101,3 millions de dollars au 31 mars 2013, ou 3,21 \$ par action. La dette à long terme, incluant la tranche à court terme, s'élevait à 63,0 millions de dollars et nous avons recours à seulement 22,4 millions de dollars de notre facilité de crédit autorisée de 150 millions de dollars, laquelle peut être portée à 225 millions de dollars sujet à l'approbation des prêteurs. Disposant ainsi de plus de 300 millions de dollars, Héroux-Devtek est en excellente position financière pour saisir toute occasion de croissance susceptible de se manifester.

PERSPECTIVES DES MARCHÉS : CROISSANCE ET PRUDENCE

Les conditions demeurent attrayantes dans le marché de l'aérospatiale commerciale, à la faveur d'une croissance du trafic aérien de passagers qui devrait se maintenir près des niveaux historiques, soit d'environ 5 % par année. Les fabricants de gros porteurs commerciaux poursuivent l'augmentation des cadences de production de certains de leurs principaux programmes et leurs carnets de commandes affichent l'équivalent d'environ sept années de production aux cadences actuelles.

Le marché des jets d'affaires montre des signes positifs de redressement, notamment une utilisation accrue des appareils et une plus faible proportion d'avions usagés à vendre par rapport à l'ensemble de la flotte. Les livraisons devraient afficher



une croissance soutenue au cours des prochaines années grâce à l'amélioration de l'économie et au lancement de nouveaux appareils, y compris les modèles Legacy 450-500, Learjet 85 et Dassault SMS qui seront équipés de trains d'atterrissage conçus et fabriqués par Héroux-Devtek.

Le marché de l'aviation militaire est plus incertain en raison d'importantes coupures budgétaires que subissent les programmes de défense des pays industrialisés. Malgré la diversification du portefeuille de programmes auxquels nous sommes associés, de même que l'équilibre maintenu entre la fabrication de composantes neuves et les produits et services destinés au marché secondaire, nous devons faire preuve d'une gestion prudente. Quoique l'effet des mesures d'austérité puisse se faire sentir au-delà de l'exercice en cours, notre diversification devrait atténuer cet impact.

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT, FER DE LANCE DE LA CRÉATION DE VALEUR

À la suite du regroupement des activités de recherche et de développement (R-D) à notre centre d'ingénierie de conception de St-Hubert, Héroux-Devtek occupe une position enviable dans l'industrie du train d'atterrissage. Cette installation de pointe réunit le personnel et les ressources requis à la réalisation de chaque étape du cycle de développement de nos produits, y compris la certification et les essais. Ceci nous distingue de la plupart de nos concurrents, puisque nous pouvons offrir à nos clients des solutions intégrées en matière de train d'atterrissage.

Notre expertise de R-D a mené à notre participation au sein de nombreux programmes commerciaux et militaires à titre d'intégrateur de systèmes et a permis à Héroux-Devtek d'établir de solides relations d'affaires avec plusieurs fabricants d'équipement d'origine d'envergure mondiale.

Nous continuerons à soutenir nos efforts de R-D en y consacrant au moins 5 % de notre chiffre d'affaires. À cet égard, Industrie Canada a octroyé à Héroux-Devtek en mars 2013 une contribution remboursable de 48,9 millions de dollars, échelonnée sur cinq ans, afin de soutenir les efforts d'ingénierie de la Société portant sur la R-D de nouvelles technologies de systèmes complets de train d'atterrissage. Cet investissement contribuera à renforcer notre position concurrentielle en mettant à profit nos compétences et notre savoir-faire de classe mondiale grâce au développement de produits et services à valeur ajoutée.

L'OBJECTIF ULTIME : CRÉER DAVANTAGE DE VALEUR À LONG TERME

En raison de programmes dont la durée de vie s'échelonne sur plusieurs décennies, le processus de création de valeur dans l'industrie aérospatiale est de longue haleine. C'est pourquoi notre intégration, alliant conception, développement, essais, fabrication et fourniture de produits et services dans le





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES (suite)

marché secondaire fait de Héroux-Devtek une source de valeur inestimable pour ses clients car nous pouvons les supporter adéquatement tant et aussi longtemps que leurs appareils sont en service.

À l'heure actuelle, environ 10 % de nos revenus sont tirés de produits dont nous possédons la propriété intellectuelle. Par le biais d'acquisitions ciblées et de projets de croissance interne, nous visons à accroître davantage cette proportion ou encore effectuer davantage de fabrication d'assemblages complets, lesquels procurent également une plus grande valeur ajoutée à nos clients. Ceci permettra une meilleure stabilité de nos revenus et de la rentabilité.

Par ailleurs, les grands maîtres d'œuvres mondiaux désirent de plus en plus s'associer à des partenaires prêts à investir à leurs côtés dans des programmes de développement. Héroux-Devtek possède tous les éléments requis pour devenir un partenaire de premier ordre dans cette nouvelle dynamique industrielle.

Nous projetons également d'accroître notre rayonnement dans le marché du train d'atterrissage en misant sur nos forces internes, tout en bénéficiant de notre solide situation financière pour investir en R-D et procéder à des acquisitions stratégiques de produits et services complémentaires, tels les systèmes d'actuation, les systèmes de verrous de porte ou d'équipements hydrauliques.

PERSPECTIVES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014, nous prévoyons que la croissance des ventes sera relativement comparable à celle de l'exercice venant de se terminer. La baisse prévue des ventes de produits militaires et l'entrée en service plus tardive qu'initialement prévu de certains appareils pour lesquels nous avons conçu le train d'atterrissage feront contrepois à une solide croissance de nos activités dans le marché de l'aviation commerciale.

En conclusion, la solide réputation dont jouit Héroux-Devtek en tant qu'entreprise de classe mondiale et fournisseur intégré de produits et services à valeur ajoutée, nous place en excellente position pour saisir les occasions d'affaires qui se présenteront, et pour lesquels nous avons la capacité financière et organisationnelle afin d'en assurer la réussite.

Nous avons une équipe de classe mondiale et je remercie sincèrement nos employés pour leur dévouement et leur profond respect à l'égard des valeurs de notre entreprise. Je suis reconnaissant envers les membres du conseil d'administration qui ont guidé Héroux-Devtek dans cette période de transformation et qui continueront de considérer attentivement toute source de création de valeur pour les actionnaires. Merci également à nos partenaires d'affaires, clients et fournisseurs, pour leur soutien constant et à nos actionnaires, pour la confiance qu'ils nous ont toujours témoignée.

Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



1. LONGUEUIL

Usine totalement intégrée qui offre des services de fabrication ainsi que de réparation et d'entretien aux plus importants joueurs de l'industrie des trains d'atterrissage. Cette installation est le centre d'excellence pour le traitement des surfaces et l'assemblage des systèmes de trains d'atterrissage de moyenne et grande taille.

2. ST-HUBERT

Centre d'ingénierie qui héberge toute l'équipe de conception et réalisation ainsi qu'un laboratoire destiné aux essais de chute d'une capacité allant jusqu'à 100 000 livres, des trains d'atterrissage. Ce site sert également à effectuer des tests de systèmes complets ainsi que de résistance à la fatigue et de vérification de charge statique limite.

3. LAVAL

Centre d'excellence des systèmes de trains d'atterrissage et composants de petite et moyenne taille ainsi que des actionneurs pour commandes de vol.

4. KITCHENER

Centre d'excellence pour l'usinage de composants de trains d'atterrissage de moyenne et grande taille.

5. SPRINGFIELD

Spécialisé dans la fabrication des composants de trains d'atterrissage pour les fabricants d'équipement d'origine et le marché secondaire, destinés principalement à l'industrie de l'aérospatiale militaire, de même que pour certains programmes commerciaux.

6. CLEVELAND

Spécialisé dans la fabrication et l'assemblage de trains d'atterrissage de petite et moyenne dimension ainsi que de composants connexes.

7. TORONTO

Fabrique des boîtiers électroniques, des échangeurs thermiques et des caissons pour les fournisseurs de radars de bord, de systèmes électro-optiques et de commandes d'aéronefs.

CENTRES D'EXCELLENCE



Au cours de l'exercice financier 2013, Héroux-Devtek a renforcé sa position de chef de file dans le marché du train d'atterrissage en remportant de nouveaux contrats et en continuant de franchir avec succès, et selon les échéanciers fixés par ses clients, les étapes critiques se rapportant aux programmes pour la durée de vie des appareils.

REVUE DES ACTIVITÉS



Les ventes de produits commerciaux se sont accrues de 17,5 % reflétant la vigueur du marché des gros porteurs commerciaux ainsi que notre capacité à réagir rapidement à l'augmentation des cadences de production pour certains programmes clés. Par ailleurs, une plus forte demande pour nos produits dans le marché des jets d'affaires illustre l'amorce de la reprise dans ce secteur. En revanche, les ventes de produits militaires ont accusé un recul de 8,2 %, alors que les mesures d'austérité budgétaire aux États-Unis, ont entraîné le report, voire l'annulation de certaines commandes. Ce recul est également attribuable à des ventes moins élevées à l'usine Magtron.

OCTROI DE NOUVEAUX CONTRATS ET RENOUVELLEMENT D'ENTENTES EXISTANTES

Au cours de l'exercice 2013, Héroux-Devtek a décroché plusieurs contrats d'envergure dans ses différents marchés. Elle a tout d'abord obtenu le renouvellement pour quatre ans d'un important contrat avec l'Armée de l'air américaine portant sur l'entretien et la réparation des trains d'atterrissage des appareils C-130, E-3 et KC-135R. Nous entretenons une solide relation d'affaires avec ce client depuis plus de 40 ans et selon nos prévisions, la valeur du contrat pourrait atteindre 90 millions de dollars.

Nous avons élargi la portée de notre relation avec The Boeing Company en lien avec l'hélicoptère de transport moyen et lourd Chinook H-47. Dans un premier temps, nous avons obtenu une licence pour supporter l'entretien, les réparations et la fabrication de pièces de rechange du train d'atterrissage du Chinook dans près d'une douzaine de pays. Plus important encore, Héroux-Devtek a obtenu un contrat pluriannuel pour la fabrication du train d'atterrissage de l'ensemble des appareils Chinook destinés à l'armée américaine. Les prévisions à l'égard du programme anticipent la livraison de 155 appareils sur une période de cinq ans débutant en première moitié de l'année civile 2014. Boeing peut également exercer, à sa discrétion, des options pour un maximum de 150 appareils additionnels. Héroux-Devtek détient maintenant trois ententes se rapportant au Chinook et, en quatre ans, nous sommes devenus le fabricant exclusif des trains d'atterrissage pour cet important programme de longue date.

Enfin, la Société a prolongé, pour une durée de trois ans, ses ententes avec Messier-Bugatti-Dowty et UTC Aerospace Systems pour la fabrication d'importants composants de train d'atterrissage destinés à plusieurs vastes programmes de gros porteurs commerciaux.

INVESTISSEMENTS DANS NOS CENTRES D'EXCELLENCE

Les mutations qui touchent notre industrie obligent les entreprises à faire preuve d'une grande flexibilité et à s'adapter rapidement. À cette fin, Héroux-Devtek investit continuellement dans l'ensemble de ses installations afin d'accroître leur efficacité et leur productivité. Ces investissements visent à réduire les coûts et à perfectionner nos façons de faire en rehaussant davantage la qualité et la fiabilité de production tout en diminuant la durée des cycles de fabrication.

À Longueuil, centre d'excellence pour le traitement des surfaces et l'assemblage, nous avons modernisé les équipements d'assemblage et revu la logistique des méthodes de production. De plus, nous avons accéléré l'automatisation à l'usine de Laval, spécialisée dans les petits trains d'atterrissage, et accru le ratio des heures de production automatisée au site de Kitchener, notre centre d'excellence pour l'usinage de composants de plus grande taille.

À l'instar de nos opérations canadiennes, la stratégie d'intégration manufacturière des installations de Landing Gear USA, situées toutes deux en Ohio, vise à créer des centres spécialisés. Ainsi, grâce au transfert d'équipements et de ressources, un centre d'excellence en usinage à Springfield et un autre en finition à Cleveland sont désormais opérationnels. Ce dernier occupe, depuis le mois de juin 2012, un nouvel emplacement moderne de 60 000 pieds carrés.

PERSPECTIVES : MISER SUR LES PRODUITS ET SERVICES À VALEUR AJOUTÉE

La croissance proviendra essentiellement de l'élargissement de notre offre de produits et services à valeur ajoutée, notamment nos services intégrés en matière de conception et de développement, ainsi que nos capacités à fabriquer des produits et assemblages plus complexes. Héroux-Devtek prendra appui sur la réputation d'excellence qu'elle a acquise afin d'exploiter toute opportunité qui accentuera sa position de chef de file et d'entreprise d'envergure mondiale dans le marché du train d'atterrissage.



HÉROUX DEVTEK 

**ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
ET DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012



TABLE DES MATIÈRES

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION	4
Déclarations prospectives	4
Aperçu général	4
Direction des affaires	5
Stratégie commerciale	5
Indicateurs de rendement clés	6
Gestion des risques	7
Tendances du marché	7
Principales réalisations de l'exercice 2013	8
Activités abandonnées	8
Opérations sur devises	9
Mesures non conformes aux IFRS	10
Données financières annuelles choisies	10
Ventes consolidées	11
<i>Répartition géographique des ventes</i>	11
Marge brute	11
Frais de vente et d'administration	12
Résultat opérationnel	12
Frais financiers	12
Charge d'impôt sur le résultat	12
Résultat net	13
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global	13
Flux de trésorerie et situation financière	13
<i>Distribution spéciale aux actionnaires</i>	13
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	14
<i>Activités opérationnelles</i>	14
<i>Activités d'investissement</i>	15
<i>Activités de financement</i>	16
Régimes de retraite	17
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions	18
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	18
Ajustement apporté à certains régimes de rémunération fondée sur des actions	19
Bilans consolidés	20
Aide gouvernementale	23
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels	23
Conjoncture financière et économique	23
Principales estimations comptables	24
<i>Perte de valeur des actifs non financiers</i>	24
<i>Paiement fondé sur des actions</i>	24
<i>Actifs d'impôt différés</i>	25
<i>Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite</i>	25
<i>Coûts de développement capitalisés</i>	25
<i>Provisions</i>	25
<i>Instruments financiers</i>	25
Modifications futures de conventions comptables	25
Contrôles et procédures internes	26
Risques et incertitudes	27
<i>Dépendance envers des clients importants</i>	27
<i>Disponibilité et prix des matières premières</i>	27
<i>Risques opérationnels</i>	27
<i>Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique</i>	27
<i>Conjoncture économique</i>	27

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<i>Dépenses d'ordre militaire</i>	28
<i>Fluctuations des devises</i>	28
<i>Situation de trésorerie et accès à des sources de financement</i>	28
<i>Clauses restrictives</i>	28
<i>Fluctuation des taux d'intérêt</i>	29
<i>Environnement commercial externe</i>	29
<i>Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie</i>	29
<i>Questions d'ordre environnemental</i>	29
<i>Conventions collectives</i>	29
<i>Main-d'œuvre qualifiée</i>	29
<i>Obligations au titre des régimes de retraite</i>	29
Données financières trimestrielles choisies	30
Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2013	31
Perspectives	31
Renseignements supplémentaires et information continue	32
RAPPORT DE LA DIRECTION	33
RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS	34
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	35
BILANS CONSOLIDÉS	35
ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	36
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS	37
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	38
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	39
Note 1. Nature des activités et information sur la Société	40
Note 2. Base d'établissement	40
Note 3. Résumé des principales méthodes comptables	40
Note 4. Principaux jugements, estimations et hypothèses comptables	51
Note 5. Activités abandonnées	53
Note 6. Aide gouvernementale	55
Note 7. Coût des ventes, frais de vente et d'administration	55
Note 8. Bénéfice par action	55
Note 9. Trésorerie et équivalents de trésorerie	55
Note 10. Stocks	56
Note 11. Instruments financiers dérivés	56
Note 12. Autres actifs à court terme	57
Note 13. Immobilisations corporelles	57
Note 14. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	59
Note 15. Goodwill	60
Note 16. Comptes fournisseurs et charges à payer	61
Note 17. Provisions	61
Note 18. Dette à long terme	62
Note 19. Capital émis	64
Note 20. Cumul des autres éléments du résultat global	67
Note 21. Impôt sur le résultat	67
Note 22. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	69
Note 23. Engagements	72
Note 24. Éventualités	73
Note 25. Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	73
Note 26. Information sectorielle	73
Note 27. Rémunération des principaux dirigeants	74
Note 28. Instruments financiers	74
Note 29. Gestion des risques financiers	76
Note 30. Risque lié à la gestion du capital	79
Note 31. Reclassement	80

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2012 et le 31 mars 2013. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2013 à ceux de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société au 31 mars 2013. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur nos états financiers consolidés préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Le 31 août 2012, la Société a finalisé la vente de la quasi-totalité des activités relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels (la « transaction de vente ») (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » ci-après). À la suite de cette transaction, Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires, principalement aux États-Unis. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, ainsi qu'à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions. Cette usine offre des compétences technologiques en matière de brasage sous vide et de brasage par immersion pour l'assemblage des métaux et est devenue la première installation de brasage sous vide de l'aluminium au Canada à obtenir l'accréditation Nadcap.

C'est en 1942 que la Société a été fondée sous la dénomination sociale de Héroux Machine Parts Limited, laquelle est devenue par la suite Héroux inc. La Société a fait son entrée en Bourse en 1986. En 2000, celle-ci a procédé à l'acquisition de Devtek Corporation. Les deux entités ont ensuite fusionné pour former Héroux-Devtek inc., l'un des plus importants fabricants de deuxième niveau (*second tier*) de l'industrie aérospatiale canadienne.

Le 28 avril 2010, la Société a complété l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, All Tool Inc., deux sociétés privées américaines basées dans l'Ohio, qui fabriquent des produits de trains d'atterrissage destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire (désormais appelées l'unité d'exploitation « Landing Gear USA »).

Héroux-Devtek vend ses produits surtout à des fabricants d'équipement d'origine (OEM) comme United Technologies Airways System (UTAS), Messier-Dowty, Bombardier, Lockheed-Martin et Triumph, mais également sur le marché secondaire où elle compte parmi ses principaux clients l'Armée de l'air américaine (USAF). Au cours de l'exercice financier 2013, les ventes réalisées auprès de ces six clients ont représenté environ 69 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, deux des clients de la Société représentent 24 % et 21 % de ses ventes consolidées.

Direction des affaires

La ligne de produits Trains d'atterrissage de la Société et les activités de l'usine Magtron sont gérées de façon décentralisée afin de stimuler l'esprit d'entreprise et l'engagement de tous les employés. Elles disposent des ressources de gestion, d'ingénierie, de fabrication et de commercialisation nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des marchés qu'elles desservent. La croissance et la rentabilité de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de l'usine Magtron sont respectivement du ressort du vice-président-directeur général de la ligne de produits Trains d'atterrissage et du directeur général de Magtron. Ils relèvent directement du président et chef de la direction de la Société. D'autre part, le vice-président, Finances et les contrôleurs relèvent directement du vice-président Contrôle et technologie de l'information et du vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société.

Le siège social de la Société assume les responsabilités liées à la publication des résultats financiers et autres documents de la Société, veille à ce que cette dernière s'acquitte de ses obligations en matière de divulgation d'information et prend la responsabilité des décisions de nature financière et des orientations stratégiques entourant le développement des affaires. Le siège social de la Société fournit aussi son soutien à la ligne de produits Trains d'atterrissage et aux activités de l'usine Magtron quant à la préparation de plans budgétaires et stratégiques, au développement de nouveaux produits et marchés, ainsi qu'en matière de gestion des relations publiques, de contrôles et rapports financiers, de consultations juridiques, de fiscalité, de ressources humaines et de technologies de l'information.

Stratégie commerciale

La stratégie commerciale de Héroux-Devtek consiste à se positionner comme fournisseur clé auprès de sa clientèle. Pour la Société, être un fournisseur clé signifie non seulement fournir des composants fabriqués, mais également offrir d'autres services comme la conception, l'assemblage et la gestion de programmes, et ce, dans le but de devenir un fournisseur de services complets et permettre à ses clients de se concentrer sur leurs activités principales. Pour y parvenir, la Société s'emploie à parfaire son savoir-faire technique et ses compétences en matière de gestion pour être en mesure d'ajouter de la valeur aux produits à un coût concurrentiel. Par ailleurs, la Société cherche à croître en vue d'atteindre une masse critique dans chacun de ses marchés, tout en conservant une situation financière saine et des rendements solides.

Concrètement, cette approche se traduit par :

- une démarche ciblée visant la spécialisation de ses usines dans la fabrication de certains types de composants et l'offre de services spécifiques;
- des systèmes d'information normalisés et compatibles à l'échelle de la Société;
- la migration des connaissances techniques et gestionnelles au sein de ses usines;
- une approche reposant sur l'allègement du processus de fabrication dans l'ensemble de ses usines (*lean manufacturing*);
- la stabilité des revenus par la conclusion d'ententes à long terme avec ses clients, lorsque possible;
- le maintien d'une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre les marchés civils et militaires;
- le maintien et le développement d'une culture entrepreneuriale reposant sur la participation, le dévouement et l'engagement de ses employés.

Héroux-Devtek cherche à croître de façon externe par le biais d'acquisitions d'entreprises susceptibles de s'intégrer facilement à ses activités actuelles ou de lui procurer des technologies complémentaires aux siennes, et ce, dans le but d'accroître la valeur ajoutée qu'elle dégage de ses activités. En ce qui concerne la croissance interne, la Société vise :

- le développement de produits exclusifs à valeur ajoutée par le truchement de ses activités liées à l'ingénierie de conception;
- la pénétration ou le renforcement de sa présence dans certains secteurs d'activité dont ceux du marché secondaire des services de réparation et d'entretien des trains d'atterrissage commerciaux et militaires, de la conception et de la fabrication de trains d'atterrissage de petite à moyenne dimension pour les fabricants d'origine d'aéronefs commerciaux et militaires;
- la diversification de la clientèle ce qui, en règle générale, signifie trouver de nouveaux fabricants d'origine susceptibles d'être intéressés par ses produits et services.

Indicateurs de rendement clés

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- la rentabilité;
- les liquidités;
- la croissance et la position concurrentielle;
- la satisfaction de la clientèle;
- la situation financière et les rendements.

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés (« IRC »). Le tableau qui suit présente un résumé de ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer.

Éléments évalués	Rentabilité	Liquidités	Croissance et position concurrentielle	Satisfaction de la clientèle	Situation financière et rendements
IRC	Marge brute	Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)	Ventes	Livraison en temps opportun	Fonds de roulement
	Résultat opérationnel Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	Flux de trésorerie disponibles	Carnet de commandes (bons de commandes fermes)	Rendement et coûts liés à la non-qualité	Ratio de la dette à long terme/capitaux propres
	Objectifs en matière de réduction des coûts	Rendement sur l'actif net utilisé (RANU)	Part de marché sur les marchés de produits de créneaux dans lesquels la Société évolue	—	Ratio de la dette nette/capitaux propres
	Utilisation de la capacité de production	—	Valeur ajoutée aux produits en tant que pourcentage des ventes	—	Rendement des capitaux propres et RANU
Ce qui est évalué	Évaluation du rendement opérationnel	Évaluation de la génération de liquidités	Évaluation de la croissance, indicateurs des revenus futurs et évaluation de la position concurrentielle	Évaluation des engagements envers la clientèle et de la fiabilité des produits	Évaluation de la solidité de la situation financière à court et long terme et du rendement aux actionnaires

La plupart de ces IRC sont traités ultérieurement dans la présente analyse et sont également inclus dans les faits saillants financiers du rapport annuel de l'exercice financier 2013 de la Société. Certains de ces IRC ne sont pas divulgués au public étant donné qu'ils sont de nature concurrentielle.

Au cours de l'exercice 2013, les tendances du marché ont eu des répercussions manifestes sur l'utilisation de la capacité de production de la Société en raison de la faiblesse du marché militaire qui a exercé une pression supplémentaire sur l'imputation des coûts pour certaines unités d'exploitation de la Société. La livraison en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité sont des indicateurs de la satisfaction de la clientèle que Héroux-Devtek surveille étroitement. La Société a amélioré ces indicateurs au cours des dernières années et continue de porter une attention particulière à la grille d'évaluation de la qualité et aux rapports sur la qualité des produits de ses clients.

En outre, le régime de rémunération incitative de la Société est fondé sur l'atteinte de certains objectifs financiers et d'objectifs personnels particuliers. Les objectifs financiers sont le RANU, le résultat opérationnel, les ventes, le résultat net et le bénéfice par action.

Gestion des risques

Le processus de gestion des risques de la Société porte essentiellement sur la définition et l'évaluation des risques et des occasions d'affaires et sur la mise en place de stratégies et de contrôles permettant de gérer, de surveiller et de communiquer lesdits risques. Pour faciliter l'atteinte de ses objectifs en matière de gestion des risques, la Société a inclus les activités de gestion des risques et de contrôle aux responsabilités opérationnelles de la direction de chacune des unités d'exploitation. Ultiment, c'est au conseil d'administration qu'incombent les responsabilités de définir et d'évaluer les principaux risques d'affaires auxquels la Société est exposée, de passer en revue l'ensemble des risques liés au contexte commercial et de voir à l'implantation de systèmes appropriés de gestion des risques. Composés d'administrateurs indépendants, le comité des ressources humaines et de gouvernance et le comité d'audit assistent le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités administratives en général.

La Société évolue dans des marchés soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Certains de ces risques sont inhérents à la nature même de ses activités. Se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Risques et incertitudes ».

Tendances du marché

L'amélioration de l'économie est demeurée modeste au cours de l'année civile 2012 et les indicateurs clés dans le marché du transport aérien commercial ont été inégaux. La demande dans le marché des passagers a continué de croître et le trafic, exprimé en kilomètres-passagers payants (« KPP »), a augmenté de 5,3 % par rapport à l'année civile 2011, mais le transport de marchandises, exprimé en tonnes-kilomètres de marchandises (« TKM »), a pour sa part reculé de 2,0 %¹. Ces tendances se sont poursuivies durant les trois premiers mois de l'année civile 2013, ce qui s'est traduit par une progression de 4,2 % des KPP et un recul de 1,1 % des TKM².

Les livraisons dans le secteur de gros porteurs commerciaux ont atteint un nouveau record au cours de l'année civile 2012, alors qu'Airbus et Boeing ont livré à eux deux 1 189 appareils, tandis que le nombre net de nouvelles commandes est demeuré élevé pour atteindre un total de 2 036 aéronefs³. Les deux avionneurs procèdent également à des augmentations de cadence de production de plusieurs programmes d'envergure pour les années civiles 2013 et 2014, bien que la production du B-747 sera légèrement réduite au cours de l'année civile 2014⁴. Par ailleurs, leur carnet de commandes respectif continue de représenter environ 7 ans de production aux cadences actuelles.

Dans le marché de l'aviation régionale, Embraer a livré 105 appareils au cours de l'année civile 2012⁵; pour sa part, Bombardier en a livré 50 au cours de la même période⁶, dont des avions à turbopropulseurs. Le carnet de commandes de Bombardier a augmenté durant l'année tandis que celui d'Embraer a enregistré un recul.

Les livraisons de jets d'affaires ont légèrement fléchi durant l'année civile 2012, pour s'établir à 672 appareils. Cependant, certains signes positifs semblent toujours indiquer que les conditions s'améliorent. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé de 0,7 % aux États-Unis et la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre a reculé de 0,4 % par rapport à l'année précédente⁷.

Le marché militaire s'est affaibli durant l'année civile 2012 alors que les gouvernements ont continué de chercher à résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le financement proposé du budget de base de la Défense pour l'exercice financier 2014 est légèrement inférieur au financement adopté pour l'exercice 2013⁸, et comprend une réduction de 1,4 % du financement proposé pour l'équipement, les systèmes, la recherche, le développement technologique et les armes. Comme le financement proposé pour l'exercice 2014 demeure supérieur aux limites budgétaires établies en vertu des réductions de dépenses prévues dans le budget fédéral (*Sequestration*), le financement réel pourrait s'avérer considérablement moindre si ces réductions n'étaient pas renversées.

1 Source : Prévisions financières de l'IATA publiées le 20 mars 2013

2 Source : Communiqués de presse de l'IATA publiés les 30 avril 2013 et 1^{er} mai 2013

3 Sources : Communiqué de presse d'Airbus publié le 17 janvier 2013; Communiqué de presse de Boeing publié le 3 janvier 2013

4 Source : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 4 avril 2013, 18 mai 2011 et 3 février 2011. Communiqués de presse de Boeing publiés les 19 avril 2013, 18 mars 2013, 12 novembre 2012, 23 octobre 2012, 10 janvier 2012, 15 juin 2011

5 Source : Communiqué de presse d'Embraer publié le 14 janvier 2013

6 Source : Communiqué de presse de Bombardier publié le 8 janvier 2013

7 Source : Communiqué de presse de GAMA publié le 12 février 2013; rapport de la FAA sur les jets d'affaires de janvier 2013; rapport de JetNet daté du 30 janvier 2013

8 Rapport du Département de la Défense des États-Unis publié le 10 avril 2013

Principales réalisations de l'exercice 2013

- Héroux-Devtek a finalisé la vente de la quasi-totalité des activités relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels à Precision Castparts Corp. (NYSE : PCP) pour une contrepartie en espèces de 297,8 millions de dollars. En tenant compte des impôts connexes et des frais de transaction se rattachant à l'opération, le produit net de la vente s'est chiffré à 234,3 millions de dollars. Le gain de 163,0 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, déduction faite des impôts connexes de 51,8 millions de dollars, s'élève à 111,2 millions de dollars (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » ci-après).
- En lien avec la transaction de vente, le conseil d'administration de Héroux-Devtek a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action (157,5 millions de dollars) aux actionnaires qui a été versée le 19 décembre 2012. Lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 18 décembre 2012, les actionnaires ont approuvé une résolution spéciale visant à réduire le montant du capital émis de la Société de 2,70 \$ par action. Par conséquent, la distribution était constituée d'une réduction partielle et d'un remboursement du capital émis de la Société de 2,70 \$ par action et d'un dividende de 2,30 \$ par action.
- Héroux-Devtek a généré des ventes de 257,0 millions de dollars de ses activités poursuivies au cours de l'exercice 2013, en hausse de 1,4 % par rapport au précédent exercice. La forte hausse de 17,5 % des ventes réalisées dans le marché de l'aérospatiale commerciale, qui ont atteint 111,0 millions de dollars, a été en partie contrebalancée par une baisse de 8,2 % des ventes effectuées dans le marché de l'aérospatiale militaire, qui se sont établies à 146,0 millions de dollars. Le résultat net découlant des activités poursuivies s'est élevé à 13,8 millions de dollars, soit 0,44 \$ par action diluée.
- Héroux-Devtek a renouvelé un important contrat à long terme avec l'Armée de l'air américaine (« USAF ») pour la fourniture de services d'entretien et de réparation des trains d'atterrissage des appareils C-130, E-3 et KC-135R. Le contrat est d'une durée ferme de quatre ans et s'échelonne jusqu'en août 2016. Selon les prévisions de la Société, la valeur de ce contrat pourrait atteindre 90 millions de dollars. En vertu des termes de l'entente, Héroux-Devtek est également responsable de la fabrication et de la livraison des pièces de remplacement pour ces appareils.
- La Société a obtenu une licence de la société The Boeing Company (NYSE : BA) (« Boeing ») pour fabriquer des pièces de rechange et faire l'entretien et les réparations du train d'atterrissage de l'appareil Chinook H-47 pour près d'une douzaine de pays. La licence permet à Héroux-Devtek d'offrir des services de fabrication de pièces de rechange et d'effectuer des services de réparation et d'entretien pour le train d'atterrissage de toutes les versions de l'appareil Chinook. L'entente prévoit aussi des options de renouvellement après la période initiale de cinq ans. Héroux-Devtek a également livré à Boeing, dans les délais prévus, son premier train d'atterrissage complet destiné au H-47F. En vertu d'un contrat obtenu antérieurement de Boeing, Héroux-Devtek fabrique, assemble, effectue les essais et assure la livraison du train d'atterrissage des appareils H-47F devant être livrés aux clients situés à l'extérieur des États-Unis.
- Héroux-Devtek a obtenu un contrat pluriannuel de la société Boeing pour la fabrication du train d'atterrissage de l'hélicoptère de transport moyen et lourd Chinook H-47. Selon les termes de l'entente, Héroux-Devtek fabriquera le train d'atterrissage pour l'ensemble des appareils Chinook destinés à l'armée américaine. Il est prévu que les livraisons de trains d'atterrissage commenceront dans la première moitié de l'année civile 2014 et s'échelonneront sur une période de cinq ans. Les prévisions actuelles à l'égard du programme anticipent la livraison de 155 appareils à l'armée américaine sur la durée du contrat. Le contrat comprend également des options, que Boeing peut exercer à sa discrétion, pour la fabrication du train d'atterrissage d'un maximum de 150 appareils additionnels au cours de cette même période.
- Industrie Canada a octroyé à la Société une contribution remboursable d'un montant de 48,9 millions de dollars. Les fonds serviront à soutenir les efforts d'ingénierie de Héroux-Devtek en matière de recherche et de développement de nouvelles technologies de systèmes complets de train d'atterrissage. L'investissement s'échelonne sur une période de cinq ans et la contribution sera remboursable progressivement un an après la fin de cette période. L'investissement est effectué par le biais du programme d'initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD) du gouvernement du Canada, qui vise à soutenir des projets de recherche industrielle stratégique et de développement préconcurrentiel dans les industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité.

Activités abandonnées

Le 16 juillet 2012, la Société a signé une entente définitive en vue de la vente de la quasi-totalité des activités relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels à Precision Castparts Corporation (« PCC »), une société publique cotée à la Bourse de New York. Les actifs nets acquis par PCC comprennent les sites de fabrication de la ligne de produits Aérostructure de la Société situés à Dorval (Québec), Querétaro (Mexique) et Arlington (Texas), ainsi que les sites de fabrication de la ligne de produits Industriels situés à Cincinnati (Ohio).

La transaction de vente a été conclue le 31 août 2012. Le produit brut de la vente, incluant les ajustements postérieurs à la clôture, s'est élevé à 297,8 millions de dollars versés en espèces. En tenant compte des impôts connexes et des frais de transaction se rattachant à l'opération de vente, le produit net de la vente s'est chiffré à 234,3 millions de dollars. Le gain de 163,0 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, déduction faite des impôts connexes de 51,8 millions de dollars, s'est élevé à 111,2 millions de dollars. Le gain provenant des activités abandonnées comprend également une reprise de provisions de 1,0 million de dollars, ou 0,8 million de dollars déduction faite des impôts, liée à une entreprise vendue il y a quelques années, en raison de l'expiration du délai de prescription.

Le résultat net découlant des activités abandonnées et découlant de la transaction de vente est constitué des éléments suivants :

(000 \$)	2013	2012
Gain net réalisé sur la transaction de vente	112 046	—
Résultat net découlant des activités vendues ⁽¹⁾	6 180	10 606
Résultat net découlant des activités abandonnées	118 226	10 606

⁽¹⁾ Jusqu'au 31 août 2012.

Au cours de l'exercice, parallèlement à la transaction de vente, la Société a réduit de 16,0 millions de dollars ses obligations au titre de contrats de location-financement et a procédé au remboursement d'un prêt des autorités gouvernementales de 1 million de dollars se rattachant aux activités vendues. La Société a également effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit bancaire consortiale (la « facilité de crédit ») et racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30,0 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction connexes imputés à la transaction de vente.

Les ventes, la marge brute, le résultat opérationnel et le BAIIA des activités poursuivies et abandonnées représentaient les montants suivants pour le précédent exercice clos le 31 mars 2012 :

	Total consolidé (000 \$)	Activités abandonnées (000 \$)	Activités poursuivies (000 \$)
Ventes	380 336	126 815	253 521
Marge brute	67 630	24 923	42 707
Résultat opérationnel	40 669	16 841	23 828
BAIIA	64 722	27 275	37 447

À la suite de la transaction de vente décrite ci-dessus, les revenus et les charges découlant des activités abandonnées avant le 31 août 2012 sont comptabilisés séparément des produits et des charges découlant des activités poursuivies, jusqu'au niveau du résultat net dans l'état des résultats consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2013 et pour l'exercice précédent.

Antérieurement à la transaction de vente, la ligne de produits Aérostructure faisait partie du secteur de l'aérospatiale de la Société, tandis que la ligne de produits Industriels constituait le secteur Industriel. Par conséquent, toutes les activités ayant été vendues sont désormais exclues de l'information sectorielle de la Société. À la suite de cette transaction de vente, la Société œuvre principalement dans le secteur de l'aérospatiale et est constituée de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de l'usine Magtron.

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de l'exercice. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés comme couvertures de flux de trésorerie conformément aux conventions comptables de la Société. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger. Les taux de change de clôture et les taux de change moyens s'établissaient comme suit en date du 31 mars 2013 et du 31 mars 2012, soit les dates de clôture respectives des exercices financiers 2013 et 2012 :

Taux de change Canada / États-Unis	2013	2012
Taux moyen pour l'exercice clos le 31 mars	1,0013	0,9931
Taux de clôture au 31 mars	1,0160	0,9975

Comme il est indiqué ci-dessus, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué de 0,8 % d'un exercice à l'autre, de sorte qu'elle n'a pas eu d'impact significatif sur les résultats de la Société pour le présent exercice. Cependant, la variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2012 a eu un impact favorable minime sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la fin du présent exercice, comparativement à l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 31 mars 2013, la Société était partie à des contrats de change à terme pour la vente de 123,5 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0325. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des trois prochains exercices financiers; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours des deux prochains exercices.

Au 31 mars 2013, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2262. Ces contrats viennent tous à échéance au cours de l'exercice 2014 et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA de la Société pour les activités poursuivies est calculé comme suit :

Exercices clos les 31 mars

(000 \$)	2013	2012	2011
Résultat net	13 819	15 875	11 438
Impôt sur le résultat	3 324	4 207	3 093
Frais financiers	3 344	3 746	3 334
Charge d'amortissement	12 533	13 619	14 248
BAIIA incluant les frais de restructuration	33 020	37 447	32 113
Frais de restructuration	—	—	637
BAIIA	33 020	37 447	32 750

La baisse de 4,4 millions de dollars du BAIIA, de l'exercice 2012 à l'exercice 2013 reflète la diminution du résultat opérationnel réalisé au cours de l'exercice, comme il est expliqué dans les rubriques qui suivent.

Données financières annuelles choisies

Le tableau qui suit présente une sélection de données financières pour les trois derniers exercices.

Exercices terminés les 31 mars

(000 \$, sauf les données par action)	2013	2012	2011
Ventes ⁽¹⁾	257 022	253 521	239 039
BAIIA ⁽¹⁾	33 020	37 447	32 750
Résultat net ⁽¹⁾	13 819	15 875	11 438
Bénéfice par action (\$) – de base ⁽¹⁾	0,45	0,52	0,38
Bénéfice par action (\$) – dilué ⁽¹⁾	0,44	0,52	0,38
Actif total	389 115	499 107	472 540
Passifs à long terme (y compris la tranche à court terme de la dette à long terme)	96 466	164 053	152 663
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101 256	62 007	32 910

⁽¹⁾ Activités poursuivies.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées ont progressé de 3,5 millions, soit 1,4 %, pour s'établir à 257,0 millions de dollars, comparativement à 253,5 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à une augmentation des ventes de 17,5 %, ou 16,5 millions de dollars dans le secteur commercial, attribuable principalement à un accroissement des cadences de production des programmes de gros porteurs commerciaux et une progression des ventes sur le marché secondaire, en partie contrebalancés par une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire. Les fluctuations de change ont eu pour effet de réduire les ventes de 1,4 million de dollars, ou 0,6 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	2013	2012	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Militaire ⁽¹⁾	146 035	159 035	(13 000)	(8,2)
Commercial	110 987	94 486	16 501	17,5
Total	257 022	253 521	3 501	1,4

⁽¹⁾ Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires ont reculé de 13,0 millions de dollars, soit 8,2 %, à 146,0 millions de dollars par rapport aux ventes de 159,0 millions de dollars réalisées lors du précédent exercice. Le recul des ventes est essentiellement attribuable à une baisse de la demande des clients, découlant notamment du report, par des clients, de commandes liées à certains programmes militaires et de l'annulation de commandes liées au programme du C-5. Cette situation traduit la faiblesse du marché militaire aux États-Unis qui est touché par la diminution du financement de base du budget de la Défense américaine et par une réduction des dépenses prévues dans le budget fédéral (Sequestration). Le recul des ventes de produits militaires est également attribuable aux ventes moins élevées de boîtiers électroniques et de caissons réalisées par l'usine Magtron.

Les ventes commerciales ont progressé de 16,5 millions de dollars, soit 17,5 %, pour atteindre 111,0 millions de dollars, comparativement à 94,5 millions de dollars un an auparavant. Cette hausse est attribuable à une augmentation des ventes liées aux programmes de gros porteurs commerciaux qui découle principalement de l'accroissement de la cadence de production du programme du B-777 et de l'accélération du programme du B-787. Les ventes commerciales ont également profité de l'impact de l'augmentation de la cadence de production de certains programmes de jets d'affaires, principalement ceux du Challenger et du Global de Bombardier et de la progression des ventes sur le marché secondaire en lien avec certains programmes d'avions régionaux et d'hélicoptères, ainsi qu'avec les programmes des LJ-45 et CL-415 de Bombardier.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	2013	2012
	(%)	(%)
Canada	31	27
États-Unis	64	69
International	5	4
Total	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes d'un exercice sur l'autre est principalement attribuable à l'impact de l'accroissement des ventes commerciales sur le marché secondaire au Canada combiné à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire aux États-Unis.

Marge brute

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 15,4 % pour l'exercice, en baisse de 1,4 % par rapport à 16,8 % lors du précédent exercice.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu une incidence négative de 0,8 million de dollars sur la marge brute en dollars de la Société cette année, ou 0,2 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes, par rapport à l'exercice précédent. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

La marge brute consolidée a subi les conséquences d'une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication en raison d'une diminution du volume de production attribuable à la baisse de la demande dans le secteur militaire, y compris les reports et les annulations de commandes par des clients, ainsi que d'une composition des ventes défavorable dans le marché secondaire des produits militaires. Au cours de l'exercice, des coûts non récurrents ont également été engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de train d'atterrissage. Ces répercussions négatives sur la marge brute ont été en partie contrebalancées par une composition des ventes plus avantageuse attribuable à une hausse des ventes de pièces de rechange dans le secteur commercial et une baisse de certains coûts liés à la non-qualité, comparativement à l'exercice précédent.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	2013	2012
Frais de vente et d'administration (000 \$)	19 198	18 879
% des ventes	7,5	7,4

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 19,2 millions de dollars, soit 7,5 % des ventes, en hausse de 0,3 million de dollars, ou 0,1 % des ventes, par rapport à 18,9 millions de dollars, ou 7,4 % des ventes un an auparavant. Cette hausse reflète l'augmentation de 0,7 million de dollars des frais de recherche et développement engagés au cours de l'année, comparativement à l'exercice précédent, pour le développement de nouvelles technologies et l'amélioration de la fabrication des systèmes de train d'atterrissage qui ne sont pas capitalisés. De plus, la charge de rémunération fondée sur des actions a augmenté de 0,7 million de dollars, par rapport à l'exercice précédent, traduisant l'appréciation du cours du titre de la Société à la Bourse de Toronto (« TSE »). Ces hausses ont été en partie contrebalancées par une baisse sur douze mois des honoraires professionnels engagés pour certains projets spécifiques. Les frais de vente et d'administration incluent aussi un gain de change négligeable réalisé lors de la conversion d'éléments non monétaires nets libellés en devises au cours de l'exercice, comparativement à un gain de 0,2 million de dollars lors de l'exercice précédent.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est chiffré à 20,5 millions de dollars, soit 8,0 % des ventes, pour l'exercice financier clos le 31 mars 2013, comparativement à celui de 23,8 millions de dollars, ou 9,4 % des ventes, réalisé lors du précédent exercice. Cette baisse du résultat opérationnel, exprimé en dollars et en pourcentage des ventes, est principalement attribuable à une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication en raison d'un recul des ventes de produits militaires et de coûts non récurrents engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de train d'atterrissage, en partie contrebalancés par une baisse de certains coûts liés à la non-qualité, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 3,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2013, alors qu'ils avaient totalisé 3,7 millions de dollars lors de l'exercice précédent. La diminution des frais financiers sur douze mois reflète la hausse des intérêts créditeurs découlant de l'augmentation de la situation de trésorerie de la Société à la suite de la transaction de vente, déduction faite de la distribution spéciale versée aux actionnaires (se reporter à la rubrique plus bas), en partie contrebalancée par une hausse des commissions d'attente à la suite du remboursement, au cours de l'exercice, de 37,5 millions de dollars US du montant prélevé sur la facilité de crédit.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 3,3 millions de dollars, comparativement à 4,2 millions de dollars lors de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif de la Société pour l'exercice 2013 s'est établi à 19,4 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,0 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (0,2 million de dollars) en partie contrebalancée par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars). Il comprend également une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions de vérification fiscale, de jurisprudence et de législation fiscale (1,0 million de dollars).

Lors de l'exercice précédent, le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société s'était établi à 20,9 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 27,3 % prévu par la loi. Cette différence s'explique par l'incidence favorable sur le taux d'imposition effectif de la Société de différences permanentes (1,0 million de dollars) et d'ajustements d'impôts différés favorables (0,5 million de dollars), qui avaient été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,2 million de dollars).

La baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi cette année, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur le résultat des sociétés au Canada.

Aux 31 mars 2013 et 2012, il n'y avait aucun report prospectif de pertes opérationnelles ou autres écarts temporaires à l'égard desquels un actif d'impôts futurs correspondant n'avait pas été comptabilisé dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2013, la Société ne comptait aucune perte autre qu'en capital disponible pour report prospectif au niveau fédéral (5,4 millions de dollars au 31 mars 2012).

Résultat net

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a enregistré un résultat net découlant des activités poursuivies de 13,8 millions de dollars, soit 5,4 % des ventes, comparativement à un résultat net de 15,9 millions de dollars, ou 6,3 % des ventes, lors de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice comprend le résultat net découlant des activités abandonnées de 118,2 millions de dollars, comparativement à 10,6 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Le résultat net découlant des activités abandonnées pour l'exercice clos le 31 mars 2013 comprend un gain net de 111,2 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, comme il est expliqué plus haut (se reporter à la Note 5 des états financiers consolidés).

	2013	2012
Résultat net découlant des activités poursuivies (000 \$)	13 819	15 875
Résultat net découlant des activités abandonnées (000 \$)	118 226	10 606
Résultat net (000 \$)	132 045	26 481
Bénéfice par action – de base (\$)	4,27	0,87
Bénéfice par action – dilué (\$)	4,24	0,86
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base (\$)	0,45	0,52
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – dilué (\$)	0,44	0,52

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 30 939 184 pour l'exercice financier 2013 et de 30 356 946 pour la même période l'an dernier, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 31 114 439 pour l'exercice financier 2013 et de 30 682 063 pour l'exercice précédent. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est essentiellement attribuable à l'émission de 1 034 543 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société (se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés).

Le 23 mai 2013, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 31 517 729 actions ordinaires et 259 101 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,7 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2013, les autres éléments du résultat global inclus dans le résultat global découlant des activités poursuivies, sont essentiellement attribuables aux gains nets réalisés sur des instruments financiers dérivés reclassés en résultat net durant l'exercice, combinés au montant net des pertes actuarielles résultant de l'incidence négative de la baisse du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies de la Société, déduction faite du rendement plus élevé que prévu réalisé sur les actifs des régimes. Ces variations négatives sur le résultat global ont été en partie contrebalancées par un gain réalisé lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger découlant de l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne et les gains nets sur évaluation des instruments financiers dérivés de la Société.

Flux de trésorerie et situation financière

Distribution spéciale aux actionnaires

Le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. Le conseil d'administration a déterminé qu'il était approprié de procéder à cette distribution spéciale aux actionnaires, à la suite de la transaction de vente dont il est fait mention plus haut, et que la situation financière de la Société demeurerait saine après cette distribution spéciale, compte tenu, entre autres, des dépenses en capital et autres investissements prévus, ainsi que des résultats anticipés de la Société.

La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars (sur la base de 31 498 905 actions ordinaires en circulation le 20 novembre 2012) effectuée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société. La réduction du capital qui a eu pour effet de réduire le capital émis de la Société a été approuvée par les actionnaires lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 18 décembre 2012. Les frais de transaction connexes à cette distribution spéciale aux actionnaires se sont élevés à 0,3 million de dollars (0,2 million de dollars après impôts) et ont été comptabilisés en réduction du capital émis et des résultats non distribués (se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés).

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. À la suite de la transaction de vente réalisée le 31 août 2012 et de la distribution spéciale versée aux actionnaires le 19 décembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 101,3 millions de dollars au 31 mars 2013, comparativement à 62,0 millions de dollars au 31 mars 2012, dont 10,0 millions de dollars avaient été investis dans des dépôts à court terme (39,9 millions de dollars au 31 mars 2012). Le reste de la trésorerie et des équivalents de trésorerie était détenu dans des comptes de placement auprès de trois banques à charte canadienne et leurs filiales et succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société.

En mars 2011, la Société a renouvelé et augmenté sa facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie, consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016 (se reporter à la Note 18 des états financiers consolidés). Elle comprend également une clause accordéon qui permet de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Immédiatement après la transaction de vente, la Société a effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit. Par conséquent, au 31 mars 2013, seule une somme de 22,4 millions de dollars (22,0 millions de dollars US) avait été prélevée sur la facilité de crédit de la Société, comparativement à 59,4 millions de dollars (59,5 millions de dollars US) au 31 mars 2012. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 31 mars, la Société affichait la situation de trésorerie nette suivante calculée comme suit :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101 256	62 007
Moins : dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	(64 275)	(120 874)
Situation de trésorerie nette	36 981	(58 867)

⁽¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés.

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles ainsi que généré des flux de trésorerie de ses activités abandonnées comme suit :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Flux de trésorerie découlant des activités poursuivies	29 043	31 694
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	(8 395)	(8 909)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités poursuivies	20 648	22 785
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités abandonnées	8 273	26 733
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	28 921	49 518

La diminution de 2,7 millions de dollars des flux de trésorerie découlant des activités poursuivies, par rapport à l'exercice précédent, s'explique essentiellement par la baisse de 2,1 millions de dollars du résultat net et un gain de 0,3 million de dollars réalisé sur la vente d'immobilisations corporelles durant l'exercice, comparativement à une perte de 0,2 million de dollars un an auparavant.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Comptes clients	(4 026)	(3 547)
Stocks	3 591	(2 461)
Facturations progressives	(5 827)	(4 831)
Impôts à payer et à recevoir	(1 266)	3 173
Autres	(867)	(1 243)
	(8 395)	(8 909)

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2013, l'augmentation des comptes clients découlant des activités poursuivies est principalement attribuable à un accroissement des ventes au cours du dernier mois de l'exercice, comparativement à l'exercice précédent, combiné à l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des soldes de fin d'exercice des comptes clients libellés en dollars US. La réduction nette des stocks et des facturations progressives est principalement attribuable à la diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, en partie contrebalancée par une hausse des stocks liés au carnet de commandes fermes dans le secteur commercial. La réduction des impôts à payer et à recevoir reflète principalement une diminution, cette année, de la charge d'impôt sur le résultat découlant des activités poursuivies, par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, l'augmentation des comptes clients découlant des activités poursuivies était principalement attribuable à un accroissement des ventes au cours du dernier trimestre de l'exercice 2012, par rapport au précédent exercice, combiné à l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des soldes de fin d'exercice des comptes clients libellés en dollars US. L'augmentation des stocks reflétait l'accroissement des cadences de production dans le secteur commercial tandis que la réduction des facturations progressives traduisait également une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, en raison notamment d'une diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires. L'augmentation des impôts à payer était attribuable à une hausse du résultat avant impôt découlant des activités poursuivies pour l'exercice 2012 par rapport à l'exercice 2011.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	(11 464)	(12 489)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net ⁽¹⁾	(5 470)	(7 797)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	970	388
Produit net de la vente des activités abandonnées ⁽²⁾	223 070	—
Activités d'investissement découlant des activités abandonnées	(4 293)	(2 783)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	202 813	(22 681)

⁽¹⁾ Des activités poursuivies.

⁽²⁾ Le produit brut de 297,8 millions de dollars provenant de la transaction de vente, déduction faite de la réduction des obligations au titre de contrats de location-financement de 16,0 millions de dollars liées aux activités vendues ainsi que des impôts et des frais connexes à la transaction payés d'un montant total de 58,7 millions de dollars.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles liées aux activités poursuivies présentées ci-haut peuvent être rapprochées comme suit :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Acquisitions brutes effectuées au cours de l'exercice (se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés)	11 609	13 600
Aide gouvernementale	(345)	(2 229)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	11 264	11 371
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres à la fin de l'exercice	978	1 118
Machinerie et équipement acquis par le biais de contrats de location-financement	(778)	—
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	11 464	12 489

Pour l'exercice 2013, les acquisitions d'immobilisations corporelles des activités poursuivies se sont élevées à 11,3 millions de dollars. Elles comprennent des investissements au laboratoire d'ingénierie de St-Hubert et aux installations d'exploitation de Longueuil visant à répondre aux exigences des nouveaux programmes de développement aérospatiaux, de même que des dépenses en immobilisations pour maintenir les installations et équipements existants.

Pour l'exercice financier 2012, les acquisitions d'immobilisations comprenaient un investissement pour l'acquisition d'une nouvelle installation à Cleveland de même que des dépenses en immobilisations pour maintenir les installations et équipements existants.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2014 s'élèveront à environ 16,0 millions de dollars, dont un montant de 3,0 millions de dollars relatif à l'usine de Cleveland de l'unité d'exploitation Landing Gear USA et 2,0 millions de dollars pour les installations d'ingénierie.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des programmes de conception de jets d'affaires. Les ventes liées à certains de ces programmes devraient commencer vers la fin de l'exercice 2014 et augmenteront progressivement au cours des années suivantes.

Le produit net de la vente des activités abandonnées au cours de l'exercice 2013 est lié à la transaction de vente et comprend le produit de la vente obtenu en espèces, déduction faite de la réduction des obligations au titre des contrats de location-financement, ainsi que l'impôt sur le résultat et les frais connexes payés relativement à la transaction de vente.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Augmentation de la dette à long terme	5 649	6 983
Remboursement de la dette à long terme	(45 383)	(3 340)
Émission d'actions ordinaires	6 362	1 379
Distribution spéciale aux actionnaires	(157 688)	—
Activités de financement découlant des activités abandonnées	(3 208)	(3 445)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(194 268)	1 577

Pour les exercices clos le 31 mars 2013 et 2012, l'augmentation de la dette à long terme reflète l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales destinés principalement à soutenir les coûts de développement de la Société liés à des programmes du secteur de l'aérospatiale.

Le remboursement de la dette à long terme effectué cette année et lors de l'exercice précédent comprend un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) cette année sur le montant prélevé sur la facilité de crédit, à la suite de la transaction de vente (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » plus haut) ainsi que le remboursement de prêts des autorités gouvernementales, de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement ainsi que d'un billet.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a émis 1 034 543 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 6 064 000 \$. La Société a également émis dans le cadre de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat (le « régime d'achat d'actions ») 34 533 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, pour une contrepartie totale en espèces de 298 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société avait émis 223 656 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour une contrepartie en espèces de 1 061 000 \$. La Société avait également émis 44 916 actions ordinaires dans le cadre de son régime d'achat d'actions pour une contrepartie totale en espèces de 318 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a procédé au versement d'une distribution spéciale aux actionnaires de 157,5 millions de dollars, comme il est expliqué précédemment. Le montant présenté dans les flux de trésorerie englobe également les frais de transaction de 0,2 million de dollars se rattachant à la distribution spéciale, déduction faite, de l'impôt sur le résultat.

Au 31 mars 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice.

Régimes de retraite

La Société offre à certains employés des régimes de retraite à prestations définies. La Société a des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés. Au 31 mars, la situation de capitalisation de ces régimes s'établissait comme suit :

	2013	2012	2011
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Situation de capitalisation des régimes (déficit)	(8 810)	(8 061)	(3 122)

Au 31 mars 2013, le déficit de 8,8 millions de dollars des régimes de retraite exclut un montant de 4,2 millions de dollars pour des engagements liés à des régimes de retraite non agréés en faveur d'anciens dirigeants de Devtek Corporation, une société acquise en juin 2000 et dont le passif des régimes de retraite ne requiert pas d'être capitalisé. De fait, la capitalisation ne s'effectue qu'au moment du paiement des prestations au personnel retraité de la direction.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a pris la décision de capitaliser graduellement certains régimes de retraite à prestations définies non capitalisés sur une période de cinq ans.

Au 31 mars 2013, l'hypothèse de taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des prestations définies des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés s'établissait à 4,3 %, comparativement à 5,0 % un an auparavant. Cette réduction du taux d'actualisation a eu pour effet d'accroître les obligations des régimes de retraite de 4,6 millions de dollars (se reporter à la Note 22 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2013, les cotisations devant être versées à l'ensemble des régimes de retraite à prestations définies au cours de l'exercice 2014 s'élèvent à 4,7 millions de dollars, tandis que le montant total des exigences de capitalisation minimales pour les régimes de retraite à prestations définies agréés au cours des cinq prochaines années se chiffrait à 15,6 millions de dollars, ce qui représente environ de 2,6 millions de dollars à 3,3 millions de dollars par année.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 31 mars 2013, la Société comptait 31 511 446 actions ordinaires en circulation (30 442 370 au 31 mars 2012).

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 1 034 543 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 5,86 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 6 064 000 \$. La Société a également émis 34 533 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 8,63 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 298 000 \$.

Au cours de l'exercice 2012, la Société avait émis 223 656 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,75 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 1 061 000 \$. La Société avait également émis 44 916 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 7,08 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 318 000 \$.

Au 31 mars 2013, 259 101 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,9 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 3,30 \$ l'action (voir plus bas et se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, la charge au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions s'est chiffrée respectivement à 374 000 \$ et 160 000 \$ (416 000 \$ et 143 000 \$ en 2012) (se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés).

L'an dernier, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions a été remis à niveau en raison du nombre limité d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ces régimes et par suite de l'approbation des actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire qui a eu lieu le 4 août 2011. Le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, immédiatement après l'approbation des actionnaires de la Société, s'établissait comme suit :

Actions ordinaires	Régime d'options d'achat d'actions	Régime d'achat d'actions	Nombre total d'actions ordinaires
Nombre total d'actions	2 808 257	340 000	3 148 257

Au 31 mars 2013, 1 750 381 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 274 221 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») et régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de DPVA en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'UAD qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides.

Au 31 mars 2013, 39 000 DPVA étaient encore en circulation (130 500 au 31 mars 2012), assortis d'un prix d'exercice moyen pondéré de 2,78 \$ (6,32 \$ au 31 mars 2012), voir plus bas, et devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2014 et 2016. Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, 85 700 DPVA ont été exercés à un prix d'exercice moyen de 5,84 \$ (12 500 DPVA à un prix moyen d'exercice de 5,00 \$ en 2012), et 5 800 DPVA ont été annulés (aucun en 2012).

Le régime d'UAD est offert aux administrateurs non salariés de la société dans l'intention, d'une part, d'améliorer la capacité de la Société d'attirer et de retenir des individus exceptionnels pour siéger au conseil d'administration et contribuer à la réussite à long terme de la Société et, d'autre part, de mieux aligner les intérêts des administrateurs non salariés de la Société sur ceux de ses actionnaires.

Le régime d'UAD permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de départ, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente une contrepartie au comptant égale au cours coté des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD. Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé à l'aide d'un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels de base d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an.

Au 31 mars 2013, 75 302 UAD étaient en vigueur (37 718 au 31 mars 2012). Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a émis 45 674 UAD - voir plus bas - (37 718 en 2012) et 8 090 UAD ont été exercées (aucune en 2012). Par ailleurs, aucune UAD n'a été annulée cette année ni l'an dernier.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, la charge au titre des DPVA s'est élevée à 494 000 \$ (reprise de la charge de 43 000 \$ en 2012), tandis que la charge au titre des UAD s'est chiffrée à 369 000 \$ (164 000 \$ en 2012) (se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés).

Ajustement apporté à certains régimes de rémunération fondée sur des actions

Par suite de la distribution spéciale versée aux actionnaires (voir plus haut) et compte tenu de son incidence sur le cours de l'action de la Société, le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 14 janvier 2013, un ajustement devant être apporté aux prix d'exercice des options sur actions et des DPVA en circulation de la Société, et l'émission d'UAD supplémentaires. L'ajustement a été effectué conformément aux régimes connexes de rémunération fondée sur des actions de la Société et a été approuvé par la Bourse de Toronto (« TSE ») comme prescrit en ce qui a trait aux ajustements apportés aux options sur actions. Cet ajustement représentait la différence entre le prix moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours de l'action de la Société négociée sur la TSE, immédiatement avant le 20 décembre 2012 (soit la date du début de la négociation ex-distribution de l'action de la Société, à la suite de la distribution spéciale aux actionnaires), et le prix moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours à partir du 20 décembre 2012. La Société a également émis des UAD supplémentaires sur la même base. L'impact sur le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options sur actions, des DPVA et des UAD de la Société se présente comme suit :

	Avant ajustement		Après ajustement	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Options sur actions	266 901	\$ 7,90	266 901	\$ 3,27
DPVA	39 000	\$ 7,39	39 000	\$ 2,78
UAD	47 871	S.O.	75 302	S.O.

Cet ajustement n'a eu aucun impact sur l'état des résultats consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 mars 2012 et le 31 mars 2013 :

	31 mars 2012		31 mars 2013	Variation	Référence
	Consolidé 000 \$	Détenu en vue de la vente 000 \$	Ajusté ⁽¹⁾ 000 \$	000 \$	000 \$
ACTIF					
Actif à court terme					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62 007	—	62 007	101 256	39 249 A
Comptes clients	59 677	(17 153)	42 524	46 550	4 026 B
Impôts à recevoir	1 500	(1 500)	—	858	858
Stocks	135 323	(30 915)	104 408	100 817	(3 591) C
Instruments financiers dérivés	6 471	—	6 471	2 935	(3 536) D
Autres actifs à court terme	16 492	(2 467)	14 025	12 577	(1 448)
Total de l'actif à court terme	281 470	(52 035)	229 435	264 993	35 558
Immobilisations corporelles, montant net	153 208	(74 785)	78 423	78 186	(237)
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	24 514	(2 688)	21 826	26 472	4 646 E
Instruments financiers dérivés	3 236	—	3 236	284	(2 952) F
Goodwill	36 068	(16 986)	19 082	19 180	98
Actif détenu en vue de la vente	611	146 494	147 105	—	(147 105) G
Total de l'actif	499 107	—	499 107	389 115	(109 992)
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES					
Passif à court terme					
Comptes fournisseurs et charges à payer	56 319	(15 478)	40 841	44 302	3 461 H
Comptes fournisseurs – autres	3 010	(100)	2 910	2 378	(532)
Provisions	12 157	(2 206)	9 951	8 901	(1 050)
Facturations progressives	16 393	(4 846)	11 547	10 211	(1 336) I
Impôts à payer	2 381	576	2 957	2 549	(408)
Instruments financiers dérivés	827	—	827	1 655	828
Tranche à court terme de la dette à long terme	10 867	(4 364)	6 503	3 808	(2 695) J
Passif directement associé aux actifs d'un groupe à céder classé comme détenu en vue de la vente	—	51 006	51 006	—	(51 006) G
Total du passif à court terme	101 954	24 588	126 542	73 804	(52 738)
Dette à long terme	108 249	(14 846)	93 403	59 149	(34 254) J
Provisions	4 866	—	4 866	5 071	205
Facturations progressives	7 512	(953)	6 559	2 068	(4 491) I
Instruments financiers dérivés	2 700	—	2 700	909	(1 791) K
Passifs d'impôt différé	17 071	(8 789)	8 282	12 425	4 143 L
Autres passifs	12 788	—	12 788	13 036	248
Total du passif	255 140	—	255 140	166 462	(88 678)
Capitaux propres					
Capital émis	102 202	—	102 202	25 365	(76 837) M
Surplus d'apport	3 059	—	3 059	1 222	(1 837)
Cumul des autres éléments du résultat global	2 515	800	3 315	2 647	(668)
Cumul des autres éléments du résultat global directement associé aux actifs classés comme détenus en vue de la vente	—	(800)	(800)	—	800
Résultats non distribués	136 191	—	136 191	193 419	57 228 N
Capitaux propres	243 967	—	243 967	222 653	(21 314)
Total du passif et des capitaux propres	499 107	—	499 107	389 115	(109 992)

⁽¹⁾ Ajusté pour tenir compte des éléments détenus en vue de la vente associés aux activités vendues (voir la rubrique « Activités abandonnées »).

La section qui suit fournit des explications concernant des variations importantes survenues dans les bilans des activités poursuivies entre le 31 mars 2012 et le 31 mars 2013 (voir la référence dans le tableau qui précède) :

A- L'augmentation de 39,2 millions de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est principalement attribuable :

- Au produit de la transaction de vente de 297,8 millions de dollars obtenu en espèces, déduction faite du remboursement de dettes connexes de 54,0 millions de dollars, de l'impôt connexe sur le résultat payé de 50,6 millions de dollars et des frais de 8,2 millions de dollars payés pour la transaction de vente.
- À la distribution spéciale de 157,5 millions de dollars versée aux actionnaires de la Société au troisième trimestre.
- Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités poursuivies de 20,6 millions de dollars, déduction faite des acquisitions d'immobilisations corporelles de 11,6 millions de dollars.

Se reporter aux états consolidés des flux de trésorerie consolidés pour de l'information plus détaillée.

B- L'augmentation de 4,0 millions de dollars des comptes clients est principalement attribuable à un accroissement des ventes au cours du dernier mois de l'exercice, par rapport au précédent exercice, combiné à l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes clients libellés en dollars américains, comparativement au 31 mars 2012 (impact de 0,7 million de dollars).

C- La baisse des stocks de 3,6 millions de dollars reflète principalement la diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, en partie contrebalancée par une hausse des stocks liés aux programmes commerciaux résultant de l'accroissement des cadences de production de programmes de gros porteurs commerciaux et de jets d'affaires et l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des stocks des établissements américains (0,4 million de dollars).

D- La diminution de 3,5 millions de dollars des instruments financiers dérivés de l'actif à court terme est imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à court terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat, d'un exercice sur l'autre, d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de clôture utilisé, tous deux en date du bilan.

E- La variation de 4,6 millions de dollars des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est imputable à une hausse des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme (5,0 millions de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale) et à l'acquisition de logiciels (0,5 million de dollars), déduction faite de l'amortissement du carnet de commandes (0,1 million de dollars) et des logiciels (0,8 million de dollars).

F- La diminution de 3,0 millions de dollars des instruments financiers dérivés de l'actif à long terme est imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat, d'une année à l'autre, d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de clôture utilisé, tous deux en date du bilan.

G- La diminution de l'actif détenu en vue de la vente est attribuable aux actifs cédés et aux passifs pris en charge par l'acquéreur, à la suite de la transaction de vente, combinés à la vente de l'usine de Rivière-des-Prairies de la Société, pour un produit brut de 0,8 million de dollars.

H- L'augmentation de 3,5 millions de dollars des comptes fournisseurs et charges à payer résulte d'un accroissement du volume des ventes au cours du dernier mois de l'exercice, par rapport à l'exercice précédent, combiné à l'incidence du taux de change \$ US/\$ CA plus élevé utilisé aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains, comparativement à l'exercice précédent (0,3 million de dollars).

I- La réduction de 5,8 millions de dollars des facturations progressives à court et à long terme reflète essentiellement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même qu'une réduction du carnet de commandes lié à certains programmes militaires.

J- La diminution de 36,9 millions de dollars de la dette à long terme (y compris la tranche à court terme) reflète :

- Le remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) du montant prélevé sur la facilité de crédit à la suite de la transaction de vente, ainsi que le remboursement d'autres dettes à long terme (8,4 millions de dollars);

Déduction faite :

- d'un prêt gouvernemental obtenu en soutien aux investissements effectués dans des programmes de développement dans le secteur de l'aérospatiale (5,6 millions de dollars);
- d'un nouveau contrat de location-financement pour de l'équipement (0,8 million de dollars);
- de la désactualisation au titre des intérêts sur les prêts des autorités gouvernementales (1,7 million de dollars);
- de l'amortissement des frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,4 million de dollars).

- K- La diminution de 1,8 million de dollars des instruments financiers dérivés des passifs à long terme est imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse reflète essentiellement le rachat de deux des trois contrats de swap de taux d'intérêt, représentant un montant nominal de 30 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars, parallèlement à la transaction de vente (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées »).
- L- L'augmentation de 4,1 millions de dollars des passifs d'impôt différé est principalement attribuable à l'utilisation d'attributs fiscaux au cours de l'exercice provenant d'exercices antérieurs.
- M- La baisse de 76,8 millions de dollars du capital émis reflète la réduction de 85,0 millions de dollars du capital émis effectuée et versée aux actionnaires de la Société dans le cadre de la distribution spéciale, déduction faite des frais de transaction connexes de 0,1 million de dollars. Elle traduit également les actions ordinaires émises à la suite de l'exercice d'options sur actions (8,0 millions de dollars) et l'émission d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat de la Société (0,3 million de dollars).
- N- L'augmentation de 57,2 millions de dollars des résultats non distribués est attribuable au résultat net de 132,0 millions de dollars réalisé par la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013, en partie contrebalancé par une perte actuarielle sur les régimes de retraite à prestations définies de 2,3 millions de dollars, déduction faite des impôts, enregistrée au cours de l'exercice, et par le dividende de 72,4 millions de dollars versé aux actionnaires de la Société dans le cadre de la distribution spéciale auquel s'ajoute les frais de transaction connexes de 0,1 million de dollars.

En date du 31 mars 2013 et du 31 mars 2012, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	31 mars 2013	31 mars 2012
Ratio du fonds de roulement	3,59:1	2,76:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101,3 M\$	62,0 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,27:1	0,44:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	(0,17:1)	0,23:1

⁽¹⁾ Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Le tableau qui suit présente un résumé des engagements contractuels de la Société, y compris les versements payables au cours de chacune des cinq années subséquentes et les suivantes.

Engagements contractuels (000 \$)	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales (incluant les frais d'intérêt effectifs accumulés)	50 516	1 883	6 524	6 030	36 079
Contrats de location-financement (incluant les frais d'intérêt)	5 962	1 801	3 533	463	165
Billet à payer (incluant les frais d'intérêt)	406	406	—	—	—
Facilité de crédit	22 352	—	22 352	—	—
Sous-total	79 236	4 090	32 409	6 493	36 244
Engagements d'acquisition d'immobilisations corporelles	1 176	480	370	289	37
Contrats de location simple – Bâtiments et installations	2 391	2 391	—	—	—
Total des engagements contractuels⁽¹⁾	82 803	6 961	32 779	6 782	36 281

⁽¹⁾ Excluant les obligations relatives aux régimes de retraite à prestations définies présentées dans une section précédente.

Aide gouvernementale

Pour l'exercice 2013, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 2,8 millions de dollars (3,0 millions de dollars lors de l'exercice précédent) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations connexes ou coûts de développement capitalisés, un montant de 2,3 millions de dollars (5,1 millions de dollars lors de l'exercice précédent) en aide gouvernementale, présentés dans les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt et la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels

En date du 31 mars 2013, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 1,2 million de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont payables au cours des six prochains exercices financiers. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 2,4 millions de dollars (se référer à la Note 23 des états financiers consolidés).

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

Au 31 mars 2013, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 123,5 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0325 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois d'avril 2013 et le mois de mars 2016, mais principalement au cours des deux prochains exercices (se reporter à la Note 29 des états financiers consolidés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 145,3 millions de dollars US en date du 31 mars 2012 assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0620. La diminution des contrats de change à terme reflète l'évolution du carnet de commandes fermes.

Aux 31 mars 2012 et 2013, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2262 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats visent à couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés et viendront tous à échéance au cours de l'exercice financier 2014.

En août 2012, à la suite de la transaction de vente et du remboursement de certaines dettes, la Société a racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction connexes imputés à la transaction de vente. Par conséquent, au 31 mars 2013, la Société ne détenait plus qu'une seule entente de swaps de taux d'intérêt qui fixait le TIOL américain à 3,91 % pour un montant nominal de 10 millions de dollars US et qui viendra à échéance en décembre 2015.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couverture de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 31 mars 2013.

Conjoncture financière et économique

L'amélioration modeste et soutenue de l'économie mondiale a eu des répercussions positives sur la plupart des marchés de la Société liés à l'aérospatiale commerciale durant son exercice 2013. Dans le marché des gros porteurs commerciaux, Boeing et Airbus ont livré un nombre total record de 1 189 appareils au cours de l'année civile 2012. Les deux avionneurs procèdent également à des augmentations de cadence de production de certains programmes d'envergure et leurs carnets de commandes demeurent bien remplis et représentent environ sept ans de production aux cadences de production actuelles. Bien que les livraisons de jets d'affaires aient légèrement fléchi au cours de l'année civile 2012, certains signes positifs semblent toujours indiquer que les conditions s'améliorent, comme l'augmentation du nombre de déplacements d'avions et la diminution du nombre d'avions d'affaires à vendre en proportion de l'ensemble de la flotte. Le marché de l'aérospatiale militaire s'est cependant affaibli alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit.

L'économie mondiale demeure fragile en raison de la situation de la dette de plusieurs pays et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. En conséquence, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes aux secteurs commercial et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait contribuer à atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, pourraient exercer une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur la productivité en misant sur des initiatives d'optimisation de sa production, de réduction de ses coûts ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des gouvernements ou des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun facteur important à court terme susceptible de compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la volatilité économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se reporter aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

Principales estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des jugements et des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des revenus (ventes), des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation de passifs éventuels à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait des jugements et des estimations et a formulé des hypothèses. Les principaux jugements, estimations et hypothèses relatifs à l'avenir et à d'autres sources d'estimations incertaines à la date de clôture qui pourraient amener des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs sont présentés ci-dessous.

Perte de valeur des actifs non financiers

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles et tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux attribuables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget triennal et du plan stratégique de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui amélioreront le rendement des actifs de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie ainsi qu'aux entrées de trésorerie futures attendues et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des différentes UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 15 des états financiers consolidés.

Paiement fondé sur des actions

La Société comptabilise le coût des options sur actions, des UAD et des DPVA (« attributions fondées sur des actions ») en fonction de la juste valeur des actions ordinaires à la date à laquelle celles-ci sont attribuées. L'estimation de la juste valeur des attributions fondées sur des actions exige qu'un modèle d'évaluation approprié soit utilisé, lequel dépend des conditions de leur attribution. Cela peut également comprendre la détermination des intrants les plus appropriés au modèle d'évaluation, dont la durée de vie attendue de l'attribution fondée sur des actions, la volatilité et le rendement des actions ordinaires, ainsi que les hypothèses relatives à ces intrants. La durée d'utilité attendue des attributions fondées sur des actions est fondée sur des données historiques et n'est pas nécessairement représentative des types d'exercice qui pourraient survenir. La volatilité prévue reflète l'hypothèse que la volatilité historique est représentative des tendances à venir, ce qui pourrait ne pas être le cas.

Actifs d'impôt différés

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment où l'on disposera de résultats imposables futurs et du montant de ces résultats ainsi que des stratégies de gestion fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs, les hausses salariales futures, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les hypothèses fondamentales utilisées pour déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et les dépenses afférentes aux régimes, y compris l'analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail dans la note 22 des états financiers consolidés.

Coûts de développement capitalisés

La capitalisation initiale repose sur le jugement de la direction quant à la confirmation de la faisabilité économique, soit généralement lorsqu'un projet de développement d'un produit atteint un jalon défini dans le modèle de gestion du projet. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives à la génération de trésorerie attendue des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser et à la durée attendue des avantages.

La récupération de ces coûts doit provenir des contrats de vente connexes par le biais de leur amortissement, en fonction des quantités prédéterminées dans le contrat. Les quantités comptables de production pour un contrat en particulier sont essentiellement établies au début du contrat ou à la date du contrat et sont basées sur l'évaluation de la direction de la demande anticipée pour l'avion ou le produit en question, en tenant compte principalement du carnet de commandes fermes et engagées ainsi que des options, de même que des conditions économiques et commerciales qui prévalent. La direction révisé cette hypothèse importante sur une base trimestrielle et une révision plus détaillée est effectuée à la fin de l'exercice. L'effet de toute révision apportée à cette hypothèse est comptabilisé immédiatement par l'enregistrement d'ajustement cumulatif durant la période ou l'exercice financier où la révision est effectuée.

Provisions

La société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir à des périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

Instruments financiers

Une partie de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, à la date d'entrée en vigueur, est estimée à l'aide de modèles d'évaluation selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie conformément aux modes de financement utilisés. Les taux d'actualisation utilisés correspondent aux taux en vigueur sur le marché pour des titres de créance comportant des modalités semblables.

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9, Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2015, et l'application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013, et cette nouvelle norme aura une incidence négligeable sur les états financiers consolidés.

IAS 1, Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le changement principal découlant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de regrouper au poste Autres éléments du résultat global (« AERG ») les éléments qui doivent être reclassés à l'état des résultats. Les modifications confirment également les exigences existantes selon lesquelles les éléments figurant dans les AERG et le résultat net doivent être présentés dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La Société adoptera les modifications à la norme IAS 1 à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013. Cette nouvelle norme aura une incidence sur la présentation de l'état du résultat global consolidé, mais n'en aura aucune sur le cumul des autres éléments du résultat global.

IAS 19, Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Parmi les changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur de l'actif du régime). Cette modification devrait entraîner un coût de financement net plus élevé pour la Société. De plus, les modifications apportées à l'IAS 19 apportent de nouvelles exigences en matière d'information à fournir sur les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels les entités sont exposées en raison de leur participation à ces régimes. La Société adoptera les modifications à la norme IAS 19 à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013. L'application de cette nouvelle norme, aux résultats de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013, aurait entraîné une augmentation de la charge de retraite de 433 000 \$ (318 000 \$ déduction faite de la charge d'impôt).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément à la Norme multilatérale 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (la « NM 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents annuels visés par les règlements d'information continue.

Au 31 mars 2013, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans la NM 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2013, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans la NM 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS.

Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2013 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux faisant l'objet d'une description ci-après.

Dépendance envers des clients importants

La Société s'expose à un risque du fait de l'importance de certains contrats ou clients. Les six plus importants clients de la Société représentent environ 69 % de ses ventes. La perte d'une commande quelconque ou encore un délai imposé par l'un de ces clients pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats de la Société.

Lorsque cela est possible, la Société réduit la portée de ce risque en concluant davantage de contrats de vente à long terme avec ses principaux clients.

Disponibilité et prix des matières premières

Les principales matières premières achetées par la Société sont l'acier, l'aluminium et le titane. La Société n'a pratiquement aucun contrôle sur la disponibilité et le prix de ces diverses matières premières. La difficulté à obtenir des matières premières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre d'ailleurs que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités de la Société et sa situation financière.

Au cours de l'exercice 2013, avec l'amélioration modeste de l'économie mondiale, la Société a continué à prendre des mesures visant à atténuer ces risques. C'est ainsi que diverses clauses figurent désormais à ses contrats de vente importants à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Par ailleurs, la Société négocie également des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de matières premières. Enfin, la Société a rehaussé les mesures qu'elle prend à l'égard du contrôle de sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer de recevoir ses produits de base en temps opportun.

Risques opérationnels

Les activités poursuivies par la Société sont soumises à des risques opérationnels, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des fournisseurs clés, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et les systèmes d'information, lesquels représentent tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

À la lumière des risques opérationnels susmentionnés, la Société a instauré diverses stratégies et mesures de contrôle visant à réduire leur incidence sur son exploitation. Celles-ci comprennent :

- Des processus visant à garantir le déroulement approprié des approbations de soumissions, de la planification et de la réalisation de projets, et l'application de normes de qualité à toutes les étapes de la conception d'un nouveau produit, des réalisations d'après dessin et des travaux d'assemblage, de réparation et d'entretien. Ceci inclut l'évaluation de la capacité de la Société à atteindre ses objectifs en matière de ventes (contrats à prix fermes, clauses d'indexation, etc.) et de coût des produits de même qu'à conclure des ententes à long terme avec ses principaux fournisseurs et à instaurer des processus de soumissions concurrentielles.
- Des mesures appropriées de gestion des flux de trésorerie en ayant recours aux avances de clients, dans certains cas, et aux opérations de couverture de change.

Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique

L'incertitude persiste quant à l'impact qu'auront dans le futur la menace d'activités terroristes et les conflits en cours au Moyen-Orient sur le secteur de l'aérospatiale commerciale. Ces enjeux ont habituellement une incidence négative sur le trafic aérien commercial et un impact positif sur les dépenses militaires.

Conjoncture économique

Une conjoncture économique défavorable est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société. À titre d'exemple, l'industrie de l'aérospatiale civile des gros-porteurs a été confrontée dans les années passées à de nombreuses incertitudes, plus particulièrement du côté du marché des avions de 100 places et plus. Depuis l'exercice financier 2006, la faiblesse de la demande a exercé une influence négative sur le marché des jets régionaux. Par ailleurs, le marché des jets d'affaires est étroitement lié à la conjoncture économique. L'évolution de ces secteurs pourrait avoir une incidence négative sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société. Bien que l'on assiste à un retour progressif de la croissance à long terme, ces secteurs conserveront leur caractère cyclique. De plus, le ralentissement des activités de fabrication causé par une conjoncture économique défavorable pourrait se traduire en des coûts importants pour la Société au chapitre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

Dépenses d'ordre militaire

L'incertitude persiste dans le marché de l'aérospatiale militaire, alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Les dépenses militaires sont approuvées par les instances gouvernementales sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. En dépit de son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire, et l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, la Société est touchée par les mesures d'austérité, en particulier dans le marché militaire aux États-Unis. Cependant, la diversité de ses produits et services devrait atténuer cet impact.

Fluctuations des devises

La Société s'expose à des risques liés aux fluctuations des devises du fait qu'elle poursuit certaines de ses activités au Canada en devises étrangères en plus de réaliser des affaires aux États-Unis. Dans le but d'atténuer ces risques de change et de se protéger, la Société a recours à des instruments financiers dérivés.

La politique de couverture du risque de change de la Société exige d'elle qu'elle réduise son exposition aux devises étrangères, essentiellement le dollar américain, résultant de ses activités canadiennes.

La politique de couverture exige la couverture de 50 à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises étrangères identifiée, essentiellement pour les deux exercices financiers à venir, des entrées de fonds anticipées découlant de ventes libellées en devise américaine, réalisées par ses établissements canadiens et en lien avec des contrats de vente à long terme, déduction faite des sorties de fonds anticipées, en dollars US, liées principalement à l'achat de matières premières et certains autres coûts de matériaux. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices financiers sur une base très réduite, les entrées/déboursés nets de fonds anticipés, d'une nature similaire à ceux susmentionnés, en lien avec certains contrats de vente spécifiques à long terme.

Situation de trésorerie et accès à des sources de financement

La Société a continuellement recours aux marchés financiers pour financer ses activités. Pour subvenir à ses besoins financiers, la Société fait usage de titres de créance à long terme et à court terme et puise à même les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles. Tout facteur susceptible d'entraver la capacité de la Société d'accéder aux marchés financiers, notamment les fluctuations importantes des taux d'intérêt sur le marché, les changements de la conjoncture économique ou encore la perception qu'entretiennent les investisseurs à l'égard de la situation financière ou des perspectives de croissance de la Société, pourrait porter préjudice à la situation financière et aux résultats opérationnels de la Société.

Clauses restrictives

Les actes de fiducie régissant certaines créances de la Société, et plus particulièrement sa facilité de crédit, renferment des clauses restrictives qui, entre autres, limitent la capacité qu'a celle-ci de :

- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif;
- contracter des titres de dette assortis d'une garantie;
- s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation;
- s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.

La société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de sa facilité de crédit, lesquelles doivent être respectées à tous les trimestres. Ceci inclut des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du BAIIA sur le service de la dette, un ratio maximum de la dette nette sur le BAIIA et un ratio maximum de la dette nette sur capitaux propres, tous calculés sur une base consolidée. Ces expressions et ratios sont définis dans la facilité de crédit et ne correspondent pas nécessairement aux indicateurs financiers de la Société ni aux expressions utilisées dans le présent rapport de gestion.

En outre, la Société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de certains contrats de location-financement et de prêts des autorités gouvernementales. Ceux-ci comportent des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du fonds de roulement et un ratio maximum de la dette à long terme sur les capitaux propres sur la base du bilan consolidé de la Société, de même que des niveaux minimums de capitaux propres pour certaines filiales de la Société.

Ces restrictions pourraient entraver la capacité qu'a la Société de financer ses activités futures ou ses besoins en capitaux, ou de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.

Fluctuation des taux d'intérêt

La rentabilité de la Société pourrait subir les contrecoups du niveau et des fluctuations des taux d'intérêt. Dans le cadre de son programme de gestion de l'actif et du passif, la Société a recours aux produits dérivés, lorsqu'approprié, pour atténuer ou réduire globalement ses risques financiers.

Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société a mis en place une politique de placement à court terme qui dicte le niveau et le type de placements qu'elle devrait chercher à effectuer. La Société maintient également un bon équilibre entre les taux fixes et variables dans son portefeuille de financement.

Environnement commercial externe

La Société fait face à un certain nombre de facteurs de risque externes, plus particulièrement la conjoncture économique, les politiques gouvernementales, les changements de priorités des instances gouvernementales et la possibilité que les gouvernements sabrent leurs dépenses.

Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie

Complexes et perfectionnés, les produits fabriqués par la Société pourraient présenter des défauts difficiles à détecter et à corriger. Des imperfections pourraient être constatées dans les produits de la Société après leur livraison aux clients. Le cas échéant, la Société pourrait ne pas être en mesure de corriger ces irrégularités. L'apparition d'erreurs et de défauts dans les produits de la Société pourrait donner lieu à des réclamations au titre de la garantie ou encore mener à la perte de clients. Les réclamations, les erreurs ou les défauts sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les résultats opérationnels et les activités de la Société. En outre, en raison de la nature des activités de la Société, celle-ci pourrait être visée par des réclamations en responsabilité à l'égard de produits de sa propre fabrication ou encore de produits à l'égard desquels elle fournit des services. La société ne peut obtenir la certitude que sa couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs réclamations d'importance. Qui plus est, nul ne peut garantir que la société sera en mesure d'obtenir une couverture d'assurance d'une teneur et d'un prix satisfaisants dans le futur. Se référer à la rubrique intitulée « Risques opérationnels » apparaissant plus haut.

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des amendements à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. Cette dernière surveille ces risques au moyen de politiques et de systèmes de gestion de l'environnement.

Conventions collectives

La Société est partie à certaines conventions collectives échéant à divers moments dans le futur. Dans la mesure où la Société ne parvenait pas à reconduire ces conventions ou tout autre accord lorsqu'il y aurait lieu de le faire, il pourrait en résulter des arrêts et des interruptions de travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société.

En avril 2011 et en décembre 2011, la Société a renouvelé, respectivement, ses conventions collectives avec les employés de son usine de trains d'atterrissage de Longueuil et avec ceux de son usine de trains d'atterrissage de Laval, toutes les deux pour une période de trois ans.

Main-d'œuvre qualifiée

La capacité de Héroux-Devtek d'atteindre ses objectifs dans l'avenir dépend, en partie, de son habileté à attirer et à retenir à son service les travailleurs qualifiés nécessaires à la poursuite de ses activités. Il est anticipé que le marché des travailleurs spécialisés de l'industrie de l'aérospatiale demeurera fortement concurrentiel dans le futur. L'incapacité de la Société à attirer et à retenir à son service des travailleurs qualifiés, plus particulièrement des ingénieurs, des machinistes et des programmeurs, pourrait avoir une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats opérationnels.

La réponse de la Société face à ce risque consiste à développer à l'interne les compétences de ses ressources humaines, à retenir les employés qualifiés qu'elle compte déjà dans ses rangs et à attirer les meilleurs talents qui soient en entretenant une culture organisationnelle forte. Par conséquent, Héroux-Devtek n'entrevoit pas un accroissement substantiel de ses besoins en matière de main-d'œuvre au cours des prochaines années.

Obligations au titre des régimes de retraite

Les cycles économiques ont des répercussions négatives sur le financement des régimes de retraite à prestations définies de la Société et des dépenses connexes. Rien ne garantit que les dépenses et les contributions nécessaires au financement de ces régimes de retraite n'augmenteront pas dans l'avenir et, par conséquent, qu'elles n'auront pas de répercussions négatives sur les résultats opérationnels et la situation financière de la Société. Les risques associés au financement des régimes à prestations définies pourraient se matérialiser dans l'éventualité où les obligations totales aux termes d'un régime de retraite surpasseraient la valeur totale de ses fonds en fiducie. Des rendements moins élevés que prévus sur les placements, des changements au taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite ou encore des pertes actuarielles peuvent engendrer des manques à gagner. Ce risque est atténué par les politiques et procédures instituées par la Société et son comité des régimes de retraite pour surveiller les risques liés aux placements et le financement des régimes de retraite.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(000 \$, sauf les données par action et les taux de change)	TOTAL	PREMIER TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE
<i>Pour l'exercice clos le 31 mars 2013</i>					
Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les charges ⁽¹⁾ (\$ CA /équivalent 1 \$ US)	1,0013	1,0102	0,9948	0,9913	1,0089
Ventes des activités poursuivies	257 022	63 780	57 684	61 742	73 816
BAlIA des activités poursuivies	33 020	8 253	6 972	7 654	10 141
Résultat net découlant des activités poursuivies	13 819	3 025	2 724	3 296	4 774
Résultat net découlant des activités abandonnées	118 226	3 258	110 000	1 289	3 679
Résultat net	132 045	6 283	112 724	4 585	8 453
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base	0,45	0,10	0,09	0,11	0,15
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – dilué	0,44	0,10	0,09	0,11	0,15
Bénéfice par action (\$) – de base	4,27	0,21	3,68	0,15	0,27
Bénéfice par action (\$) – dilué	4,24	0,20	3,64	0,15	0,27

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les charges ⁽¹⁾ (\$ CA /équivalent 1 \$ US)	0,9931	0,9676	0,9802	1,0231	1,0012
Ventes des activités poursuivies	253 521	61 292	55 464	61 988	74 777
BAlIA des activités poursuivies	37 447	8 494	7 300	10 241	11 412
Résultat net découlant des activités poursuivies	15 875	3 285	2 481	4 507	5 602
Résultat net découlant des activités abandonnées	10 606	2 512	2 331	2 403	3 360
Résultat net	26 481	5 797	4 812	6 910	8 962
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base	0,52	0,11	0,08	0,15	0,18
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – dilué	0,52	0,11	0,08	0,15	0,18
Bénéfice par action (\$) – de base	0,87	0,19	0,16	0,23	0,29
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,86	0,19	0,16	0,23	0,29

⁽¹⁾ À l'exclusion des contrats de change à terme.

Habituellement, le niveau d'activité au deuxième trimestre d'un exercice financier est un peu moins élevé en raison de facteurs saisonniers comme les fermetures d'usine et les vacances estivales.

Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2013

Les ventes consolidées ont reculé de 1,0 million de dollars, soit 1,3 %, pour s'établir à 73,8 millions de dollars, contre 74,8 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Ce recul est attribuable à une baisse de 7,0 millions de dollars, ou 14,4 %, des ventes de produits militaires, en partie contrebalancée par une progression des ventes de 6,0 millions de dollars, ou 23,0 %, dans le secteur commercial, qui s'explique principalement par l'accroissement de la cadence de production du programme du gros porteur commercial B-777 et une augmentation des ventes commerciales réalisées sur le marché secondaire en lien avec certains programmes d'avions régionaux et d'hélicoptères, ainsi qu'avec le programme du CL-415 de Bombardier. Le recul des ventes de produits militaires s'explique par une diminution du flux de production à la ligne de produits Trains d'atterrissage attribuable à certaines inefficacités de fabrication, combinée à une baisse de la demande des clients dans le secteur militaire découlant du report, par certains clients, de commandes liées à des programmes militaires et de l'annulation de commandes liées au programme du C-5, une situation qui témoigne de la faiblesse du marché militaire américain. Les fluctuations des devises ont eu pour effet de réduire les ventes de 0,1 million de dollars, ou 0,1 %, par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2013, la marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 16,3 %, en baisse de 2,7 % par rapport à 19,0 % l'an dernier, ce qui comprend l'incidence négative de 0,1 % résultant des fluctuations des devises américaine et canadienne. La baisse est attribuable à une composition défavorable des ventes de produits militaires sur le marché secondaire et une sous-imputation plus importante de certains frais généraux de fabrication résultant de la réduction du volume des ventes expliquée plus haut.

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 6,9 millions de dollars, ou 9,4 % des ventes, pour le trimestre clos le 31 mars 2013, soit un recul de 1,2 million de dollars, ou 1,4 % des ventes par rapport à celui de 8,1 millions de dollars, ou 10,8 % des ventes, réalisé lors du précédent exercice, attribuable essentiellement en raison principalement de la diminution de la marge brute expliquée plus haut. La Société a enregistré un résultat net découlant des activités poursuivies de 4,8 millions de dollars, soit 0,15 \$ par action diluée, comparativement à 5,6 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action diluée, l'an dernier. Le résultat net pour le trimestre clos le 31 mars 2013 s'est élevé à 8,5 millions de dollars, soit 0,27 \$ par action diluée, incluant 3,7 millions de dollars des activités abandonnées. Ce résultat reflète essentiellement un ajustement favorable de 2,8 millions de dollars, déduction faite de la charge d'impôt, au gain net réalisé sur la transaction de vente. Lors du précédent exercice, le résultat net de 9,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2012 comprenait le résultat net découlant des activités abandonnées d'un montant de 3,4 millions de dollars.

Les flux de trésorerie générés par les activités poursuivies se sont chiffrés à 9,1 millions de dollars, comparativement à 9,5 millions de dollars au quatrième trimestre du précédent exercice, en raison essentiellement d'une baisse du résultat net cette année. La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies a représenté une sortie de fonds de 0,3 million de dollars, comparativement à une entrée de fonds de 2,2 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice précédent. La sortie de fonds de ce trimestre résulte essentiellement d'une augmentation des comptes clients (10,1 millions de dollars) en partie contrebalancée par une baisse des stocks (7,9 millions de dollars) et une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs (1,9 million de dollars), comparativement au précédent trimestre clos le 31 décembre 2012. Les entrées de fonds du précédent exercice étaient principalement attribuables à une réduction des stocks (8,1 millions de dollars) combinée à une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres, et autres passifs (2,9 millions de dollars) qui avaient été en partie contrebalancées par une augmentation des comptes clients (8,9 millions de dollars), comparativement au trimestre clos le 31 décembre 2011. Ces variations résultent de l'accroissement du volume des ventes au quatrième trimestre, comparativement au troisième trimestre.

Perspectives

Les conditions demeurent en général favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 5,4 % au cours de l'année civile 2013, après une progression de 5,3 % durant l'année civile 2012, tandis que le volume de fret aérien devrait croître de 2,7 % au cours de l'année civile 2013, après avoir reculé de 2,0 % durant l'année civile 2012⁹.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des augmentations de cadence de production de plusieurs programmes d'envergure pour les années civiles 2013 et 2014, bien que la production du B-747 sera légèrement réduite durant l'année civile 2014¹⁰. Les deux avionneurs prévoient ainsi hausser leurs livraisons au cours de l'année civile 2013 par rapport à l'année précédente. Leurs carnets de commandes demeurent bien remplis et représentent environ sept années de production aux cadences actuelles.

Dans le marché des jets d'affaires, même si les livraisons ont légèrement fléchi durant l'année civile 2012, certains indicateurs pointent vers une reprise imminente, comme une utilisation accrue des avions et une réduction du nombre d'avions d'occasion à vendre en proportion de l'ensemble de la flotte. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de cinq ans possiblement, une période où l'on prévoit l'entrée en service de plusieurs modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage.¹¹

9 Source : IATA, Prévisions financières de l'industrie, 20 mars 2013.

10 Sources : Communiqués de presse d'Airbus du 4 avril 2013, 18 mai 2011 et 3 février 2011. Communiqués de presse de Boeing du 19 avril 2013, 18 mars 2013, 12 novembre 2012, 23 octobre 2012, 10 janvier 2012 et 15 juin 2011.

11 Sources: JETNET, FAA, Teal Group, Forecast International.

Les conditions dans le marché de l'aérospatiale militaire devraient demeurer difficiles alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le financement proposé du budget de base de la Défense pour l'exercice financier 2014 est légèrement inférieur au financement adopté pour l'exercice 2013¹², et comprend une réduction de 1,4 % du financement proposé pour l'équipement, les systèmes, la recherche, le développement technologique et les armes. Comme le financement proposé pour l'exercice 2014 demeure supérieur aux limites budgétaires établies en vertu des réductions de dépenses prévues dans le budget fédéral (*Sequestration*), le financement réel pourrait s'avérer considérablement moindre si ces réductions n'étaient pas renversées. La Société pourrait être touchée par les compressions budgétaires à la Défense américaine au-delà de son exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2014, en dépit de son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire et de l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, qui devraient atténuer cet impact.

Le bilan de la Société demeure solide avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 101,3 millions de dollars au 31 mars 2013. Cette somme, combinée aux fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettra à Héroux-Devtek de financer ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 16 millions de dollars pour l'exercice 2014 et d'envisager la réalisation d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et ses technologies.

Au 31 mars 2013, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 361 millions de dollars, comparativement à un carnet de commandes pour les activités poursuivies de 388 millions de dollars à la clôture du précédent exercice. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

À la lumière de son carnet de commandes et des tendances actuelles du marché, la Société prévoit que la croissance interne de ses ventes pour l'exercice qui prendra fin le 31 mars 2014 sera similaire à celle enregistrée pour l'exercice clos le 31 mars 2013, en supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels la Société est partie. Stimulées par la vigueur soutenue du secteur des gros porteurs commerciaux et la reprise du marché des jets d'affaires, les ventes commerciales pourraient croître de plus de 10 %, tandis que les ventes de produits militaires devraient reculer encore davantage en raison des restrictions budgétaires aux États-Unis. Ces restrictions pourraient également affecter le calendrier des ventes de services et de produits militaires. À long terme, Héroux-Devtek demeure déterminée à réaliser son objectif déclaré d'enregistrer une progression moyenne de 10 % par année, par le biais de la croissance interne et d'alliances stratégiques, pour autant que les cours des devises demeurent relativement stables.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit le 22 mai 2013 et par le conseil d'administration le 23 mai 2013. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

12 Source : Rapport du Département de la Défense des États-Unis publié le 10 avril 2013.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints de Héroux-Devtek Inc. (la « Société ») et toute autre information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux normes internationales d'information financière. Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel concorde avec celle des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou ont fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et des procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux normes internationales d'information financière et que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée et a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué l'efficacité de ces contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et des procédures de communication de l'information à la fin de l'exercice 2013. En date du 31 mars 2013, la direction est d'avis que les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et les procédures de communication de l'information fournissent une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes internationales d'information financière et que l'information importante liée à la Société a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion. En outre, selon ces évaluations, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont établi qu'il n'existait aucune faiblesse importante des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et des procédures de communication de l'information. Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels de Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des contrôles internes à l'égard de l'information financière, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des conventions comptables ainsi que les estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs externes, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



Réal Bélanger, CPA, CA
Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Le 23 mai 2013

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Héroux-Devtek Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Héroux-Devtek Inc., qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2013 et 2012, et les états consolidés des résultats et du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Héroux-Devtek Inc. aux 31 mars 2013 et 2012 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 conformément aux Normes internationales d'information financière.



Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.

Montréal (Québec)

Le 23 mai 2013

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118111

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	31 mars 2013	31 mars 2012
Actif	18		
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	101 256 \$	62 007 \$
Comptes clients		46 550	59 677
Impôts à recevoir		858	1 500
Stocks	10	100 817	135 323
Instruments financiers dérivés	11	2 935	6 471
Autres actifs à court terme	12	12 577	16 492
		264 993	281 470
Immobilisations corporelles, montant net	6, 13	78 186	153 208
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	6, 14	26 472	24 514
Instruments financiers dérivés	11	284	3 236
Goodwill	15	19 180	36 068
Actif détenu en vue de la vente		—	611
Total de l'actif		389 115 \$	499 107 \$
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer	16	44 302 \$	56 319 \$
Comptes fournisseurs – autres		2 378	3 010
Provisions	17	8 901	12 157
Facturations progressives		10 211	16 393
Impôts à payer		2 549	2 381
Instruments financiers dérivés	11	1 655	827
Tranche à court terme de la dette à long terme	18	3 808	10 867
		73 804	101 954
Dette à long terme	18	59 149	108 249
Provisions	17	5 071	4 866
Facturations progressives		2 068	7 512
Instruments financiers dérivés	11	909	2 700
Passifs d'impôt différé	21	12 425	17 071
Autres passifs – Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	22	13 036	12 788
		166 462	255 140
Capitaux propres			
Capital émis	19	25 365	102 202
Surplus d'apport	19	1 222	3 059
Cumul des autres éléments du résultat global	20	2 647	2 515
Résultats non distribués		193 419	136 191
		222 653	243 967
		389 115 \$	499 107 \$

Activités abandonnées, engagements et éventualités (notes 5, 23 et 24).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Louis Morin
Administrateur



Gilles Labbé
Administrateur

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	2013	2012
Activités poursuivies	5		
Ventes		257 022 \$	253 521 \$
Coût des ventes	6, 7, 10	217 337	210 814
Marge brute		39 685	42 707
Frais de vente et d'administration	7, 19	19 198	18 879
Résultat opérationnel		20 487	23 828
Frais financiers	18	3 344	3 746
Résultat avant impôt sur le résultat découlant des activités poursuivies		17 143	20 082
Impôt sur le résultat	21	3 324	4 207
Résultat net découlant des activités poursuivies		13 819	15 875
Activités abandonnées	5	118 226	10 606
Résultat net		132 045 \$	26 481 \$
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base	8	0,45 \$	0,52 \$
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – dilué	8	0,44 \$	0,52 \$
Bénéfice par action – de base	8	4,27 \$	0,87 \$
Bénéfice par action – dilué	8	4,24 \$	0,86 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2013	2012
	20		
Autres éléments du résultat global découlant des activités poursuivies :			
Gain découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger		3 227 \$	756 \$
Couverture de flux de trésorerie :			
Gains nets sur évaluation des instruments financiers dérivés, déduction faite de la charge d'impôt de 548 \$ (236 \$ en 2012)		1 452	650
Gains nets sur instruments financiers dérivés reclassés en résultat net, déduction faite de la charge d'impôt de 2 330 \$ (3 108 \$ en 2012)		(6 416)	(8 407)
Pertes nettes sur les couvertures des investissements nets dans des établissements américains, déduction faite du recouvrement d'impôt de 47 \$ (118 \$ en 2012)		(312)	(496)
Régimes de retraite à prestations définies :			
Pertes actuarielles, déduction faite du recouvrement d'impôt de 825 \$ (970 \$ en 2012)		(2 281)	(2 658)
Variation nette de la limite des actifs et des exigences de financement minimal, déduction faite de la charge d'impôt de 449 \$ en 2012		—	1 238
<hr/>			
Autres éléments du résultat global découlant des activités poursuivies		(4 330)	(8 917)
Activités abandonnées	5	2 181	65
<hr/>			
Autres éléments du résultat global		(2 149) \$	(8 852) \$
<hr/>			
Résultat global			
Activités poursuivies :			
Résultat net		13 819 \$	15 875 \$
Autres éléments du résultat global		(4 330)	(8 917)
<hr/>			
Résultat global découlant des activités poursuivies		9 489	6 958
<hr/>			
Activités abandonnées :			
Résultat net	5	118 226	10 606
Autres éléments du résultat global	5	2 181	65
<hr/>			
Résultat global découlant des activités abandonnées		120 407	10 671
<hr/>			
Résultat global		129 896 \$	17 629 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2012		102 202 \$	3 059 \$	2 515 \$	136 191 \$	243 967 \$
Actions ordinaires :	19					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		8 017	(1 953)	—	—	6 064
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		298	—	—	—	298
Options sur actions annulées		—	(258)	—	—	(258)
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	19	—	374	—	—	374
Distribution spéciale aux actionnaires	19	(85 152)	—	—	(72 536)	(157 688)
Résultat net		—	—	—	132 045	132 045
Autres éléments du résultat global		—	—	132	(2 281)	(2 149)
Solde au 31 mars 2013		25 365 \$	1 222 \$	2 647 \$	193 419 \$	222 653 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2011		100 136 \$	3 330 \$	9 947 \$	111 130 \$	224 543 \$
Actions ordinaires :	19					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		1 748	(687)	—	—	1 061
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		318	—	—	—	318
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	19	—	416	—	—	416
Résultat net		—	—	—	26 481	26 481
Autres éléments du résultat global		—	—	(7 432)	(1 420)	(8 852)
Solde au 31 mars 2012		102 202 \$	3 059 \$	2 515 \$	136 191 \$	243 967 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2013	2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :			
Activités opérationnelles			
Résultat net découlant des activités poursuivies		13 819 \$	15 875 \$
Éléments hors trésorerie :			
Charge d'amortissement	7, 13, 14	12 533	13 619
Recouvrement d'impôt différé	21	(17)	(1 020)
Perte (gain) à la vente d'immobilisations corporelles ¹		(271)	201
Amortissement des frais de financement différés	18	440	440
Charge de désactualisation au titre des intérêts et ajustements au taux d'actualisation	18	2 165	2 163
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	19	374	416
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		29 043	31 694
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	25	(8 395)	(8 909)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités poursuivies		20 648	22 785
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités abandonnées		8 273	26 733
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		28 921	49 518
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	13	(11 464)	(12 489)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité limitée, montant net	14	(5 470)	(7 797)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles ¹		970	388
Produit net tiré de la vente des activités abandonnées	5	223 070	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement découlant des activités abandonnées		(4 293)	(2 783)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		202 813	(22 681)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme		5 649	6 983
Remboursement de la dette à long terme	5	(45 383)	(3 340)
Émission d'actions ordinaires	19	6 362	1 379
Distribution spéciale aux actionnaires	19	(157 688)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement découlant des activités abandonnées		(3 208)	(3 445)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(194 268)	1 577
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		1 783	683
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		39 249	29 097
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		62 007	32 910
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		101 256 \$	62 007 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités opérationnelles :			
Intérêts payés au titre des activités poursuivies		1 633 \$	1 726 \$
Intérêts reçus au titre des activités poursuivies		725 \$	151 \$
Impôts payés au titre des activités poursuivies		5 663 \$	2 117 \$
Intérêts payés au titre des activités abandonnées		821 \$	1 940 \$
Impôts payés au titre des activités abandonnées		50 565 \$	2 272 \$

¹ Comprend le produit découlant de la vente de 744 \$ et un gain de 133 \$ sur l'actif détenu en vue de la vente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 1. Nature des activités et information sur la Société

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St Charles Ouest, bureau 658, tour Est, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales (la « Société ») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques de commande de vol et de composantes critiques d'avions. Cela comprend également la fabrication de boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions dans le cadre de ses activités de Magtron (se reporter à la note 5 – Activités abandonnées).

Note 2. Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments financiers dérivés, qui ont été évalués à la juste valeur.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS ») telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 23 mai 2013.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive.

Les présents états financiers consolidés regroupent les filiales en propriété exclusive de la Société, notamment Devtek Aerospace Inc. et HDI Landing Gear (USA) inc.

Les filiales sont consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle de Héroux-Devtek Inc., selon les mêmes méthodes comptables.

Toutes les transactions intersociétés et tous les soldes de compte sont complètement éliminés.

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables

A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek Inc. et de ses activités au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des établissements américains est le dollar américain. La monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

a. Conversion des transactions et des soldes des comptes

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont reconvertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans l'état des résultats consolidé.

Les éléments non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

b. Conversion des états financiers des établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture et les états du résultat sont convertis au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des investissements nets connexes, pour être ensuite comptabilisées dans l'état des résultats consolidé.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

B. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en banque et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale d'au plus trois mois.

C. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières, la main-d'œuvre directe et les coûts indirects de fabrication connexes. Le cas échéant, ils comprennent le montant de l'amortissement des coûts de développement capitalisés des contrats de vente connexes.

Les stocks comprennent les matières premières, les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire) et de la valeur nette de réalisation.

La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans l'état des résultats consolidé à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

D. Immobilisations corporelles

• Actifs acquis

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point H). Ces coûts comprennent le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle et, dans cette situation, la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Les coûts comprennent également des coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible (voir le point F).

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 15 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : dix ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels des quantités déterminées par contrat.
- Pièces d'outillage standard et générales – 5 ans
- Matériel roulant – 3 à 10 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 5 ans

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié(e) à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus(e) dans l'état des résultats consolidé de l'exercice pour lequel l'actif est décomptabilisé. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient.

La valeur actuelle du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Voir le point L, Provisions, de la présente note, et la note 4, Principaux jugements, estimations et hypothèses comptables, pour de plus amples informations sur la provision de démantèlement comptabilisée.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

D. Immobilisations corporelles (suite)

• Actifs loués

Pour déterminer si un accord est un contrat de location ou contient un tel contrat, il faut se fonder sur la substance de l'accord à la date d'entrée en vigueur et établir si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs déterminés ou si l'accord confère le droit d'utiliser l'actif.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location-financement. Un contrat de location-financement est capitalisé à la date de prise d'effet du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les frais financiers et la réduction de l'obligation liée au contrat de location. Les frais financiers sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Les actifs loués capitalisés sont comptabilisés dans les catégories d'immobilisations corporelles correspondant à leur nature. Les actifs loués capitalisés sont amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou sur la durée du contrat de location, selon la plus courte des deux, s'il n'y a pas de certitude raisonnable que la Société deviendra propriétaire des actifs avant l'expiration du contrat de location.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété n'est pas transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent.

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, le carnet de commandes et les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût de ces actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société remplit les critères suivants :

- La faisabilité requise pour achever l'actif incorporel afin qu'il soit prêt à être utilisé ou vendu.
- L'intention de la Société d'achever l'actif incorporel.
- Sa capacité d'utiliser ou de vendre l'actif.
- La probabilité que l'actif génèrera des avantages économiques futurs.
- La disponibilité des ressources pour achever l'actif.
- La capacité d'évaluer de manière fiable les dépenses imputables durant la phase de mise en œuvre.

Les coûts de développement capitalisés (coûts de conception et de fabrication et autres coûts connexes) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction des quantités préétablies dans le contrat. Ils sont présentés, déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients.

Les quantités déterminées par contrat sont établies selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes et des options existantes. La direction de la Société mène des examens trimestriels ainsi qu'un examen annuel détaillé, au quatrième trimestre, des quantités établies par contrat et des coûts de développement capitalisés liés aux contrats, et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés à titre d'actif, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Durant la période de développement, l'actif est soumis à un test de dépréciation annuel.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (suite)

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il y a lieu de penser que l'actif incorporel pourrait avoir subi une perte de valeur. La période et la méthode d'amortissement d'un actif incorporel à durée d'utilité déterminée sont revues au moins à chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs inclus est comptabilisé comme tel dans les estimations comptables (voir la note 4).

Les logiciels sont amortis sur une période de 3 à 5 ans. Le carnet de commandes est amorti en fonction des unités livrées dans le cadre des contrats de vente connexes.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, et est comptabilisé(e) dans l'état des résultats consolidé.

F. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent, sauf lorsqu'ils sont capitalisés à même le coût d'un actif admissible. Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque la Société :

- engage des dépenses pour l'actif;
- engage des coûts d'emprunt; et
- entreprend des activités qui sont nécessaires pour préparer l'actif en vue de son utilisation ou de sa vente, dans la mesure où ces activités sont menées sur une période dépassant le cycle opérationnel normal de la Société (12 mois).

Par contre, la Société cesse de capitaliser les coûts d'emprunt lorsque la quasi-totalité des activités nécessaires pour préparer l'actif admissible en vue de son utilisation ou de sa vente sont terminées.

G. Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'acquisition d'une entreprise correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition engagés sont passés en charges et inclus dans les frais de vente et d'administration.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise sont attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité cède une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

H. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation le 31 mars et lorsque des circonstances particulières le justifient. Le test de dépréciation de l'exercice précédent peut être utilisé dans le test de dépréciation annuel lorsque des critères précis sont respectés. La dépréciation est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour estimer la valeur d'utilité, qui consiste en des flux de trésorerie futurs dérivés du plus récent budget triennal et du plan stratégique approuvés par la direction et le conseil d'administration de la Société. Ces flux de trésorerie futurs tiennent compte du rendement passé de chaque UGT, de la part de marché et des tendances économiques, ainsi que des tendances du marché et de l'industrie, et des stratégies de l'entreprise. Un taux de croissance perpétuel est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de trois ans. Le taux de croissance perpétuel est établi en fonction des marchés particuliers auxquels les UGT participent. Le taux d'actualisation utilisé par la Société pour les flux de trésorerie est un taux avant impôt reposant sur le coût moyen pondéré du capital se rapportant à chaque UGT, qui reflète l'évaluation actuelle, par le marché, i) de la valeur temps de l'argent; et ii) des risques propres à l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Des pertes de valeur liées au goodwill ne peuvent être reprises dans des périodes futures.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill, la Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice que la valeur comptable pourrait être dépréciée. S'il existe un tel indice, la Société estime le montant recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour un actif en particulier, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est établie par référence à la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle selon un taux avant impôt qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par des multiples d'évaluation ou d'autres indicateurs disponibles de la juste valeur.

En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte de valeur n'a été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

I. Actifs financiers

Actifs à la juste valeur

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net («JVBRN»), des prêts et créances («P&C») ou des instruments de couverture efficace («couvertures»).

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre que JVBRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVBRN

Les actifs financiers classés comme des JVBRN sont acquis dans le but d'être vendus à brève échéance. Ils comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Les JVBRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

I. Actifs financiers (suite)

P&C

Les P&C sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les P&C comprennent les comptes clients et autres créances à l'exclusion des taxes de vente à recevoir, et des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir inclus dans les autres actifs à court terme. Les P&C sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Lorsqu'il existe une preuve objective que les P&C ont subi une perte de valeur, la valeur de la perte correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés actualisée au taux d'intérêt effectif de l'actif financier (c.-à-d. le taux d'intérêt effectif calculé à la comptabilisation initiale). La valeur comptable de l'actif est réduite au moyen d'une provision pour créances douteuses, et la perte est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

Si, dans une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et que cette diminution peut être liée objectivement à un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise en ajustant la provision pour créances douteuses. Toute reprise ultérieure d'une perte de valeur est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

En ce qui concerne les comptes clients, une provision pour perte de valeur est établie lorsqu'il existe des raisons objectives (comme la probabilité d'une insolvabilité ou d'importantes difficultés financières du débiteur) de croire que la Société ne pourra pas recouvrer tous les montants exigibles en vertu des modalités de la facture. La valeur comptable du compte client est réduite au moyen d'une provision pour créances douteuses.

Couvertures

Les couvertures comprennent des contrats de change à terme et des contrats de swap de taux d'intérêt. Elles sont comptabilisées à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier est décomptabilisé lorsque :

- les droits de recevoir des flux de trésorerie de l'actif ont expiré;
- la Société conserve le droit de recevoir des flux de trésorerie de l'actif, mais s'est engagée à payer ces flux de trésorerie en entier sans délai important à un tiers dans le cadre d'un arrangement «avec flux identiques»; ou
- la Société a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie de l'actif et a) a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif; ou b) n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif, mais a transféré le contrôle de l'actif.

Les comptes clients ayant subi une perte de valeur sont décomptabilisés lorsqu'ils sont évalués comme étant irrécouvrables.

J. Passifs financiers

Passifs à la juste valeur

Les passifs financiers classés comme des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net (JVBRN) comprennent des instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Les gains et pertes sur les couvertures sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

J. Passifs financiers (suite)

Autres passifs financiers

Les dettes, les emprunts et les comptes fournisseurs et charges à payer sont initialement comptabilisés à la juste valeur, moins les coûts de transaction directement attribuables, lorsqu'ils n'ont pas été désignés à la JVBRN.

Après la comptabilisation initiale, ils sont par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

K. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme et les contrats de swap de taux d'intérêt, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est passé. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

La juste valeur des contrats de change à terme est calculée selon les taux de change à terme courants pour des contrats dont les échéances sont similaires. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est établie selon les valeurs de marché pour des instruments similaires.

Couvertures des flux de trésorerie

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements américains (voir plus bas). La couverture du risque lié à la variabilité des flux de trésorerie est imputable à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de l'instrument de couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. On s'attend à ce que ces couvertures soient très efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et qu'elles soient appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été très efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont transférés à l'état des résultats consolidé lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont transférés à l'état des résultats consolidé.

Couverture des investissements nets dans les établissements américains

La Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans les établissements américains. La partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considérée comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans l'état des résultats consolidé à la cession des investissements nets.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

L. Provision

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a l'obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse douze mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôt qui reflète les risques propres au passif. Lorsque les provisions sont actualisées, leur actualisation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

Contrats déficitaires

Ils représentent des marges négatives anticipées sur des contrats en cours ou dans le carnet de commandes (bons de commande fermes des clients).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'un des sites de fabrication au Canada. La juste valeur de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur juste valeur. La juste valeur des obligations correspond au montant estimé des flux de trésorerie futurs totaux actualisés des obligations juridiques afférentes à la mise hors service future de ces immobilisations. Les coûts des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité, tandis que les variations de la valeur actualisée des obligations sont comptabilisées dans l'état des résultats consolidé.

Garantie liée aux produits

Cette provision couvre le coût des défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

Litiges

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée au risque de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques liés à ces litiges.

M. Facturations progressives

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie de coûts engagés à l'égard de contrats précis. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

N. Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur une période de cinq ans, ce qui représente la durée de la dette à long terme connexe.

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés.

Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés et d'autres facteurs actuariels.

Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.

Les gains actuariels (pertes actuarielles) résultent de la différence entre le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes au cours d'une période et leur taux de rendement à long terme prévu pendant cette période, ainsi que des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Ces gains actuariels (pertes actuarielles) sont immédiatement comptabilisés en résultats non distribués et ne sont pas reclassés en résultat net dans une période ultérieure.

Les coûts des services passés dont les droits aux prestations sont acquis découlant des modifications apportées aux régimes sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Les coûts des services passés dont les droits ne sont pas acquis sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la période moyenne jusqu'à ce que les droits aux prestations deviennent acquis.

La comptabilisation d'un actif au titre des régimes à prestations définies se limite à la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime, et aux coûts des services passés non comptabilisés et cumulés dont les droits aux prestations ne sont pas acquis. De plus, les exigences minimales de financement peuvent restreindre la disponibilité des remboursements ou des diminutions des cotisations futures, et même déclencher un passif. Les ajustements découlant de la limite des actifs et des exigences minimales de financement sont immédiatement comptabilisés en totalité dans les autres éléments du résultat global.

P. Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises essentiellement en faveur des dirigeants et d'employés clés. La Société utilise le modèle binomial pour déterminer la juste valeur des options sur actions, laquelle est amortie à l'état des résultats au cours de la période d'acquisition des options à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans le surplus d'apport.

Régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat

La Société offre un régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat qui permet aux membres clés de la direction de souscrire, au moyen de retenues salariales, un certain nombre d'actions ordinaires émises par la Société. Le prix de souscription des actions ordinaires représente 90 % du cours de clôture moyen (fondé sur les cinq jours précédents) de l'action ordinaire de la Société à la Bourse de Toronto («TSE»). L'émission d'actions ordinaires est comptabilisée dans le capital émis. En outre, la Société verse un montant égal à 50 % des cotisations des employés, montant qui ne peut excéder 10 % du salaire annuel de base des employés, en attribuant aux employés des actions ordinaires additionnelles acquises à la TSE au cours du marché. Toutefois, la cotisation de la Société ne peut excéder 4 % du salaire de base annuel des employés. Les actions ordinaires achetées par la Société au nom des employés sont comptabilisées à titre de charge de rémunération, dans les frais de vente et d'administration.

Régime de droits à la plus-value d'actions («DPVA»)

La Société a offert jusqu'en août 2010 (voir ci-après) un régime de DPVA en vertu duquel des DPVA étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a été remplacé par un régime d'unités d'action différées («UAD»), les DPVA en circulation émis avant août 2010 sont toujours en vigueur. Ce régime permet aux participants de recevoir sous forme de prime, à la date d'exercice d'un DPVA, une contrepartie au comptant égale à l'excédent du cours des actions ordinaires à la date d'exercice du DPVA sur sa valeur attribuée initiale. Les DPVA sont imputés aux résultats sur leur durée d'acquisition, et leur coût est déterminé selon le modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à ce que les DPVA soient exercés ou annulés.

En août 2010, le conseil d'administration a décidé de mettre un terme au régime de DPVA et de le remplacer par un régime d'UAD (voir ci après), qui a été approuvé en mai 2011.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

P. Paiements fondés sur des actions (suite)

Régime d'UAD

Depuis mai 2011, la Société offre un régime d'UAD, qui remplace le régime de DPVA (voir ci-haut), en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de départ, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente une contrepartie au comptant égale au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, et leur coût est déterminé selon le modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an. La charge de rémunération y rattachée se trouve dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée au titre des comptes fournisseurs et charges à payer.

Q. Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les avantages économiques iront à la Société et qu'ils peuvent être évalués de façon fiable. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, compte non tenu des droits et de la taxe de vente. La comptabilisation des produits est également assujettie aux critères qui suivent :

Vente de biens

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de biens, qui comprennent les travaux d'entretien et de remise à neuf, sont comptabilisés lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens. Les produits tirés de la vente de biens sont comptabilisés à mesure que les unités connexes sont livrées, que le prix de vente est déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Produits d'intérêt

Les produits sont comptabilisés à mesure que les intérêts s'accroissent selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits d'intérêt sont présentés en tant que déduction des frais financiers (voir la note 18).

R. Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt, les subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions liées seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un passif, elle est comptabilisée en tant que réduction des charges au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée compenser. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe (immobilisations corporelles, coûts de développement capitalisés ou stocks).

Les prêts avec possibilité de dispense de remboursement des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché sont évalués au début des prêts en tant que différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans les bilans consolidés. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est estimée être la valeur actuelle de tous les décaissements futurs de trésorerie, actualisée à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

S. Impôt sur le résultat

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans l'état des résultats consolidé ou l'état du résultat global consolidé.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporelles existant à la date de clôture entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles et imposables, sauf :

- lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat comptable ni sur le résultat imposable;
- en ce qui concerne les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque l'on est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporelles se résorberont et qu'il est probable que les différences temporelles ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, les crédits d'impôt reportés prospectivement ou inutilisés et les pertes fiscales reportées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera disponible et auquel on pourra imputer le report prospectif de différences temporelles déductibles de crédits d'impôt et de pertes fiscales inutilisés. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres et non dans l'état des résultats consolidé ou l'état du résultat global consolidé. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et que l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable. Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

Taxe de vente

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant de la taxe de vente, sauf lorsque la taxe de vente payable sur l'achat de biens ou de services n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale, auquel cas la taxe de vente est comptabilisée dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant de la taxe de vente.

Le montant net de la taxe de vente recouvrable auprès de l'administration fiscale, ou payable à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans les bilans consolidés.

T. Bénéfice par action

Le bénéfice par action est déterminé à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du résultat dilué par action tient compte de l'exercice de tous les facteurs de dilution. Cette méthode suppose que le produit provenant des options sur actions dans la monnaie serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

U. Modifications futures des méthodes comptables

Les normes publiées mais non encore en vigueur qui pourraient s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9 Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 – *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39 – *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2015, et l'application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 13 Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 – *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013 et cette nouvelle norme aura une incidence négligeable sur les états financiers consolidés.

IAS 1 Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1 – *Présentation des états financiers*. Le changement principal découlant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de regrouper au poste Autres éléments du résultat global («AERG») les éléments qui doivent être reclassés à l'état des résultats. Les modifications réaffirment également les exigences existantes selon lesquelles les éléments figurant dans les AERG et le résultat net doivent être présentés dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La Société adoptera les modifications à la norme IAS 1 à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013. Cette nouvelle norme aura une incidence sur la présentation de l'état du résultat global consolidé, mais n'en aura aucune sur le cumul des autres éléments du résultat global.

IAS 19 Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19 – *Avantages du personnel*. Entre autres changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur de l'actif du régime). Cette modification devrait entraîner un coût de financement net plus élevé pour la Société. De plus, les modifications de l'IAS 19 apportent de nouvelles exigences en matière d'information à fournir sur les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels les entités sont exposées en raison de leur participation à ces régimes. La Société adoptera les modifications à la norme IAS 19 à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013. L'application de cette norme au résultat de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013 aurait entraîné une augmentation de la charge de retraite de 433 \$ (318 \$ déduction faite de la charge d'impôt).

Note 4. Principaux jugements, estimations et hypothèses comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des jugements et des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation de passifs éventuels à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait des jugements et des estimations et a formulé des hypothèses. Les principaux jugements, estimations et hypothèses relatifs à l'avenir et à d'autres sources d'estimations incertaines à la date de clôture qui pourraient amener des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs sont présentés ci-dessous.

Note 4. Principaux jugements, estimations et hypothèses comptables (suite)**A. Perte de valeur des actifs non financiers**

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles et tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux attribuables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget triennal et du plan stratégique de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui amélioreront le rendement des actifs de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie ainsi qu'aux entrées de trésorerie futures attendues et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des différentes UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 15.

B. Paiement fondé sur des actions

La Société comptabilise le coût des options sur actions, des UAD et des DPVA («attributions fondées sur des actions») en fonction de la juste valeur des actions ordinaires à la date à laquelle celles-ci sont attribuées. L'estimation de la juste valeur des attributions fondées sur des actions exige qu'un modèle d'évaluation approprié soit utilisé, lequel dépend des conditions de leur attribution. Cela comprend également la détermination des intrants les plus appropriés au modèle d'évaluation, dont la durée de vie attendue de l'attribution fondée sur des actions, la volatilité et le rendement des actions ordinaires, et les hypothèses relatives à ces intrants. La durée d'utilité attendue des attributions fondées sur des actions est fondée sur des données historiques et n'est pas nécessairement représentative des types d'exercice qui pourraient survenir. La volatilité prévue reflète l'hypothèse que la volatilité historique est représentative des tendances à venir, ce qui pourrait ne pas être le cas.

C. Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant des audits fiscaux et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de résultats imposables auxquels ces pertes pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment où l'on disposera de résultats imposables futurs et du montant de ces bénéfices ainsi que des stratégies de gestion fiscale futures.

D. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs, les hausses salariales futures, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante.

E. Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la Note 3. La capitalisation initiale repose sur le jugement de la direction quant à la confirmation de la faisabilité économique, soit généralement lorsqu'un projet de développement d'un produit atteint un jalon défini dans le modèle de gestion du projet. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives à la génération de trésorerie attendue des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités déterminées par contrat.

F. Provisions

La société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir à des périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 4. Principaux jugements, estimations et hypothèses comptables (suite)

G. Instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (classés comme JVBRN), à la date d'entrée en vigueur, des comptes clients et autres débiteurs (classés comme P&C), des comptes fournisseurs et charges à payer, et autres comptes fournisseurs (classés comme autres que JVBRN) se rapproche de leur juste valeur étant donné que ces éléments seront réalisés à moins d'un an ou sont recouvrables ou payables sur demande.

Une partie de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme (classée comme autre que JVBRN), à la date d'entrée en vigueur, est estimée à l'aide de modèles d'évaluation selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie conformément aux modes de financement utilisés. Les taux d'actualisation utilisés correspondent aux taux en vigueur sur le marché pour des titres de créance comportant des modalités semblables.

Instruments financiers dérivés

La Société a suivi la hiérarchie de valeur suivante, laquelle reflète l'importance des données utilisées pour évaluer les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés :

- Niveau 1 : les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont des données observables de marché externes pour les actifs ou les passifs concernés, soit directement ou indirectement;
- Niveau 3 : les données qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu (données de niveau 2). Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

Note 5. Activités abandonnées

Le 16 juillet 2012, la Société a signé une entente définitive en vue de la vente de la quasi-totalité des activités relatives à ses lignes de produits Aérostructure et Industriels à Precision Castparts Corporation («PCC»), société publique cotée à la Bourse de New York (la «transaction de vente»). Les actifs nets acquis par PCC comprennent les installations de fabrication de la ligne de produits Aérostructure de la Société situées à Dorval (Québec), Querétaro (Mexique) et Arlington (Texas), ainsi que les installations de fabrication de la ligne de produits Industriels situées à Cincinnati (Ohio). Avant la transaction de vente, la ligne de produits Aérostructure faisait partie du secteur de l'Aérospatiale de la Société, tandis que la ligne de produits industriels constituait le secteur des Produits industriels. Par conséquent, toutes les activités ayant été vendues sont désormais exclues de l'information sectorielle de la Société. À la suite de la transaction de vente, la Société n'exerce désormais ses activités que dans le secteur de l'Aérospatiale, composé essentiellement de sa ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de Magtron.

La transaction de vente a été conclue le 31 août 2012, et le produit brut en découlant, incluant les ajustements postérieurs à la clôture, de 297,8 millions de dollars a été versé en espèces. En tenant compte des impôts et des frais connexes à la transaction, le produit net de la vente a atteint 234,3 millions de dollars. Le gain de 163,0 millions de dollars réalisé sur la transaction, déduction faite des impôts connexes de 51,8 millions de dollars, s'est élevé à 111,2 millions de dollars. Le gain réalisé sur la vente des activités abandonnées et le résultat net en découlant comprennent également le renversement d'une provision de 965 \$ et un montant de 840 \$ lié aux activités qui ont été vendues dans les exercices précédents, en raison du délai de prescription.

Parallèlement à la transaction de vente, la Société a procédé au remboursement des obligations au titre des contrats de location-financement de 16 millions de dollars et au remboursement d'un prêt des autorités gouvernementales de 1 million de dollars se rattachant aux activités vendues. La Société a également procédé au remboursement partiel de 37,5 millions de dollars américains (37,0 millions de dollars) du montant prélevé sur la facilité de crédit bancaire consortiale (la «facilité de crédit») et au rachat de deux des trois contrats de swap de taux d'intérêt en vigueur, ce qui représente un montant nominal totalisant 30 millions de dollars américains, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction imputés à la transaction de vente.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 5. Activités abandonnées (suite)

À la suite de la transaction de vente décrite ci-dessus, les revenus et les charges découlant des activités abandonnées avant le 31 août 2012 sont comptabilisés séparément des produits et des charges découlant des activités poursuivies, jusqu'au niveau du résultat net dans les états des résultats consolidés des exercices clos les 31 mars 2013 et 2012.

Le résultat net lié aux activités abandonnées pour les exercices clos les 31 mars se présente comme suit :

	2013		2012	
Ventes	58 081	\$	126 815	\$
Coût des ventes	45 423		101 892	
Marge brute	12 658		24 923	
Frais de vente et d'administration	3 207		8 082	
Résultat opérationnel	9 451		16 841	
Frais financiers	1 047		2 561	
Gain découlant de la vente des activités abandonnées	163 933		—	
Résultat avant impôt sur le résultat	172 337		14 280	
Impôt sur le résultat lié aux activités abandonnées	2 224		3 674	
Impôt sur le résultat lié au gain découlant de la vente des activités abandonnées	51 887		—	
Résultat net découlant des activités abandonnées	118 226	\$	10 606	\$
Bénéfice par action découlant des activités abandonnées – de base	3,82	\$	0,35	\$
Bénéfice par action découlant des activités abandonnées – dilué	3,80	\$	0,35	\$

Le résultat global lié aux activités abandonnées pour les exercices clos les 31 mars se présente comme suit :

	2013		2012	
Autres éléments du résultat global :				
Gain découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	759	\$	2 046	\$
Couverture de flux de trésorerie :				
Gains nets (pertes nettes) sur évaluation des instruments financiers dérivés, déduction faite de la charge (du recouvrement) d'impôt de 365 \$ ((435) \$ en 2012)	989		(1 135)	
Gains nets (pertes nettes) sur la couverture des investissements nets dans des établissements américains, déduction faite de la charge (du recouvrement) d'impôt de 64 \$ ((201) \$ en 2012)	433		(846)	
Autres éléments du résultat global découlant des activités abandonnées	2 181		65	
Résultat net découlant des activités abandonnées	118 226		10 606	
Résultat global découlant des activités abandonnées	120 407	\$	10 671	\$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, le produit net de 223 070 \$ présenté dans l'état des flux de trésorerie représente essentiellement la contrepartie en trésorerie reçue, déduction faite de la réduction des obligations au titre des contrats de location-financement des activités vendues, des impôts connexes et des frais de transaction payés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 6. Aide gouvernementale

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a comptabilisé, à titre de réduction du coût des ventes, une aide gouvernementale pour un montant de 2 764 \$ (3 006 \$ en 2012) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations corporelles ou de coûts de développement capitalisés, un montant de 2 301 \$ (5 135 \$ en 2012), présentés dans les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

Note 7. Coût des ventes, frais de vente et d'administration

Les principaux éléments des exercices clos les 31 mars se présentent comme suit :

	2013		2012
Matières premières et pièces achetées	101 233	\$	91 646 \$
Charges liées aux employés	92 572		93 425
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (notes 13 et 14)	12 533		13 619
Autres	30 197		31 003
	236 535	\$	229 693 \$

Les gains ou pertes de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises sont inclus dans les frais de vente et d'administration de la Société. Au cours de l'exercice 2013, la Société a comptabilisé dans ses frais de vente et d'administration un gain de change de 22 \$ (219 \$ en 2012).

Note 8. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice par action de base et dilué pour les exercices clos les 31 mars :

	2013	2012
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	30 939 184	30 356 946
Effet dilutif des options sur actions de la Société	175 255	325 117
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	31 114 439	30 682 063

Le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte de l'effet de dilution potentiel de certaines options sur actions de la Société puisque leur effet est antidilutif. Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, aucune option sur action du régime de la Société (335 000 en 2012) n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 mars 2013		31 mars 2012
Fonds en banque	91 236	\$	22 073 \$
Dépôts à court terme	10 020		39 934
	101 256	\$	62 007 \$

Les fonds en banque portent intérêt à des taux variables fondés sur les taux créditeurs quotidiens. Les dépôts à court terme sont réalisés pour des périodes pouvant atteindre trois mois et portent intérêt aux taux des dépôts à court terme respectifs.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 10. Stocks

	31 mars 2013		31 mars 2012	
Matières premières	43 023	\$	50 300	\$
Produits en cours	55 948		78 733	
Produits finis	1 846		6 290	
	100 817	\$	135 323	\$

Le montant des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour l'exercice clos le 31 mars 2013 s'est élevé à 196 854 \$ (193 115 \$ en 2012).

Les pertes de valeur liées aux stocks pour les exercices clos les 31 mars se présentent comme suit :

	2013		2012	
Pertes de valeur constatées à titre de coût des ventes	4 286	\$	7 039	\$
Reprise de pertes de valeur antérieurement comptabilisée à titre de réduction du coût des ventes	5 150	\$	6 691	\$

La reprise de pertes de valeur antérieurement comptabilisée découle de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente et des coûts de fabrication connexes. Elle comprend également les montants imputés à cette provision pour les produits livrés au cours de la période ayant fait l'objet d'une provision au cours de périodes antérieures à l'égard de la valeur nette de réalisation pour un montant de 1 956 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2013 (3 966 \$ en 2012).

Note 11. Instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dans les bilans consolidés se présente comme suit :

	31 mars 2013		31 mars 2012	
Actifs à court terme				
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	2 935	\$	6 471	\$
	2 935	\$	6 471	\$
Actifs à long terme				
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	284	\$	3 236	\$
	284	\$	3 236	\$
Passifs à court terme				
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	1 483	\$	328	\$
Contrats de swap de taux d'intérêt	172		499	\$
	1 655	\$	827	\$
Passifs à long terme				
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	622	\$	1 369	\$
Contrats de swap de taux d'intérêt	287		1 331	
	909	\$	2 700	\$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 12. Autres actifs à court terme

	31 mars 2013	31 mars 2012
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	9 051 \$	10 845 \$
Taxes de vente à recevoir	1 405	1 488
Dépôts sur la machinerie et l'équipement (note 23)	234	292
Frais payés d'avance	1 540	2 533
Autres	347	1 334
	12 577 \$	16 492 \$

Note 13. Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments et améliorations locatives	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2012	4 779 \$	65 509 \$	247 181 \$	9 890 \$	609 \$	327 968 \$
Activités abandonnées (note 5)	(2 908)	(29 098)	(116 788)	(2 996)	(74)	(151 864)
Activités poursuivies	1 871	36 411	130 393	6 894	535	176 104
Acquisitions	—	3 539	6 268	949	853	11 609
Aide gouvernementale (note 6)	—	(21)	(304)	(20)	—	(345)
Construction en cours	—	—	535	—	(535)	—
Cessions	—	(21)	(1 306)	(84)	—	(1 411)
Effet de la variation des cours de change	17	113	161	9	1	301
Au 31 mars 2013	1 888 \$	40 021 \$	135 747 \$	7 748 \$	854 \$	186 258 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2012	— \$	22 415 \$	147 440 \$	4 905 \$	— \$	174 760 \$
Activités abandonnées (note 5)	—	(6 986)	(67 852)	(2 241)	—	(77 079)
Activités poursuivies	—	15 429	79 588	2 664	—	97 681
Charges d'amortissement	—	1 862	8 968	802	—	11 632
Cessions	—	(14)	(1 229)	(73)	—	(1 316)
Effet de la variation des cours de change	—	14	57	4	—	75
Au 31 mars 2013	— \$	17 291 \$	87 384 \$	3 397 \$	— \$	108 072 \$
Valeur comptable nette au						
31 mars 2013	1 888 \$	22 730 \$	48 363 \$	4 351 \$	854 \$	78 186 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 13. Immobilisations corporelles (suite)

	Terrains	Bâtiments et améliorations locatives	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2011	4 370 \$	62 047 \$	230 936 \$	7 144 \$	1 682 \$	306 179 \$
Acquisitions	434	3 710	17 817	3 112	588	25 661
Aide gouvernementale (note 6)	(83)	(875)	(1 273)	(20)	—	(2 251)
Construction en cours	—	—	1 682	—	(1 682)	—
Cessions	—	(61)	(4 261)	(357)	—	(4 679)
Effet de la variation des cours de change	58	688	2 280	11	21	3 058
Au 31 mars 2012	4 779 \$	65 509 \$	247 181 \$	9 890 \$	609 \$	327 968 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2011	— \$	19 680 \$	131 365 \$	4 457 \$	— \$	155 502 \$
Charge d'amortissement	—	2 666	18 214	876	—	21 756
Cessions	—	(56)	(3 394)	(596)	—	(4 046)
Effet de la variation des cours de change	—	125	1 255	168	—	1 548
Au 31 mars 2012	— \$	22 415 \$	147 440 \$	4 905 \$	— \$	174 760 \$
Valeur comptable nette au						
31 mars 2012	4 779 \$	43 094 \$	99 741 \$	4 985 \$	609 \$	153 208 \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles qui ont totalisé 11 464 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2013 (12 489 \$ en 2012) présentées dans les états des flux de trésorerie consolidés sont présentées déduction faite de machinerie et d'équipement d'un montant de 2 032 \$ (3 010 \$ en 2012) qui ont été livrés au cours des deux derniers mois de chaque exercice, mais qui n'étaient pas payés au 31 mars, et qui sont inclus dans les comptes fournisseurs – autres. Les acquisitions d'immobilisations corporelles sont également présentées déduction faite de machinerie et d'équipement totalisant 778 \$ (9 605 \$ en 2012) qui ont été acquis aux termes de contrats de location-financement au cours des exercices clos à ces dates.

Au 31 mars 2013, le coût de la machinerie, de l'équipement et de l'outillage comprenait des actifs acquis aux termes de contrats de location-financement, pour un montant de 18 435 \$ (48 435 \$ au 31 mars 2012), et un amortissement cumulé de 7 328 \$ (15 985 \$ au 31 mars 2012).

Au 31 mars 2013 et 2012, la construction en cours comprenait le coût lié à la machinerie et à l'équipement en cours d'installation à ces dates.

Au 31 mars 2013, le coût des immobilisations corporelles encore utilisées et entièrement amorties était de 71 355 \$ (86 006 \$ au 31 mars 2012).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 14. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Carnet de commandes	Total
Coût :				
Au 31 mars 2012	21 233 \$	14 409 \$	8 644 \$	44 286 \$
Activités abandonnées (note 5)	(480)	(3 560)	(7 276)	(11 316)
Activités poursuivies	20 753	10 849	1 368	32 970
Acquisitions	6 931	495	—	7 426
Aide gouvernementale (note 6)	(1 956)	—	—	(1 956)
Effet de la variation des cours de change	—	15	—	15
Au 31 mars 2013	25 728 \$	11 359 \$	1 368 \$	38 455 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2012	507 \$	12 672 \$	6 593 \$	19 772 \$
Activités abandonnées (note 5)	—	(3 387)	(5 309)	(8 696)
Activités poursuivies	507	9 285	1 284	11 076
Charge d'amortissement	50	767	84	901
Effet de la variation des cours de change	—	6	—	6
Au 31 mars 2013	557 \$	10 058 \$	1 368 \$	11 983 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	25 171 \$	1 301 \$	— \$	26 472 \$

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Carnet de commandes	Total
Coût :				
Au 31 mars 2011	13 649 \$	13 743 \$	8 401 \$	35 793 \$
Acquisitions	10 445	635	—	11 080
Aide gouvernementale (note 6)	(2 884)	—	—	(2 884)
Cessions	—	(54)	—	(54)
Effet de la variation des cours de change	23	85	243	351
Au 31 mars 2012	21 233 \$	14 409 \$	8 644 \$	44 286 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2011	403 \$	11 778 \$	5 126 \$	17 307 \$
Charge d'amortissement	104	881	1 312	2 297
Cessions	—	(54)	—	(54)
Effet de la variation des cours de change	—	67	155	222
Au 31 mars 2012	507 \$	12 672 \$	6 593 \$	19 772 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	20 726 \$	1 737 \$	2 051 \$	24 514 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 15. Goodwill

	31 mars 2013		31 mars 2012	
Coût :				
Solde au début de l'exercice	36 068	\$	35 887	\$
Activités abandonnées (note 5)	(16 986)		—	
Effet de la variation des cours de change	98		181	
Goodwill	19 180	\$	36 068	\$

Aux 31 mars, la valeur comptable nette du goodwill est affectée aux UGT suivantes :

	31 mars 2013		31 mars 2012	
UGT				
Aérospatiale				
Ligne de produits Trains d'atterrissage	16 672	\$	16 574	\$
Activités de Magtron	2 508		2 508	
	19 180		19 082	
Activités abandonnées (note 5)	—		16 986	
Goodwill	19 180	\$	36 068	\$

Conformément aux normes IFRS, la valeur recouvrable calculée au 31 mars 2012 pour la ligne de produits Trains d'atterrissage a été utilisée dans le test de dépréciation au 31 mars 2013 pour cette même ligne de produits. Par conséquent, le taux d'actualisation avant impôt et le taux de croissance perpétuel étaient identiques au 31 mars 2013.

Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées afin de déterminer les montants recouvrables dans le cadre des derniers tests de dépréciation effectués en date du 31 mars 2012 pour la ligne de produits Trains d'atterrissage et en date du 31 mars 2013 pour les activités de Magtron.

UGT	Taux d'actualisation avant impôt	Taux de croissance perpétuel
Aérospatiale		
Ligne de produits Trains d'atterrissage	12,0 %	3,2 %
Activités de Magtron	19,2 %	2,0 %

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 15. Goodwill (suite)

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, le changement du taux d'actualisation ou du taux de croissance perpétuel utilisés dans les derniers tests qui auraient été nécessaires afin de recouvrir la valeur comptable de chaque UGT au 31 mars :

CGU	Hausse du taux d'actualisation avant impôt	Taux de croissance perpétuel
Aérospatiale		
Ligne de produits Trains d'atterrissage	5,3 %	7,8 %
Activités de Magtron	3,7 %	6,2 %

Note 16. Comptes fournisseurs et charges à payer

	31 mars 2013	31 mars 2012
Comptes fournisseurs ¹	28 165 \$	34 517 \$
Charges à payer ²	16 137	21 802
Comptes fournisseurs et charges à payer	44 302 \$	56 319 \$

¹⁾ Les comptes fournisseurs ont généralement une échéance de 30 à 60 jours.

²⁾ Les charges à payer comprennent principalement des charges salariales à payer.

Note 17. Provisions

	Contrats déficitaires	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Garantie liée aux produits	Litiges et autres	Total
Au 31 mars 2012	2 268 \$	5 228 \$	1 547 \$	7 980 \$	17 023 \$
Activités abandonnées (note 5)	(1 065)	—	—	(1 141)	(2 206)
Activités poursuivies	1 203	5 228	1 547	6 839	14 817
Constituées pendant l'exercice	187	50	726	1 111	2 074
Charge de désactualisation au titre des intérêts	—	157	—	—	157
Utilisées	(665)	(170)	(496)	(188)	(1 519)
Reprises	(68)	—	(478)	(1 383)	(1 929)
Ajustements au taux d'actualisation	29	323	4	—	356
Effet de la variation des cours de change	—	—	11	5	16
Au 31 mars 2013	686	5 588	1 314	6 384	13 972
Moins : tranche à court terme	576	627	1 314	6 384	8 901
Tranche à long terme	110 \$	4 961 \$	— \$	— \$	5 071 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 18. Dette à long terme

	31 mars 2013	31 mars 2012
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit») d'au plus 150 000 \$, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, dont l'échéance est le 15 mars 2016, portant intérêt au TIOL majoré de 1,875 % et représentant un taux d'intérêt effectif de 2,1 % aux 31 mars 2013 et 2012. Au 31 mars 2013, la Société avait prélevé 22 000 \$ américains (59 500 \$ américains au 31 mars 2012) sur sa facilité de crédit ¹ .	22 352 \$	59 351 \$
Prêts des autorités gouvernementales remboursables par versements annuels variables échéant à diverses dates jusqu'à l'exercice 2030 ¹ .	36 101	34 825
Obligations en vertu de contrats de location-financement portant toutes intérêt à des taux fixes variant de 3,3 % à 6,5 % (3,1 % et 9,3 % en 2012) échéant entre janvier 2016 et juillet 2019, ayant une période d'amortissement variant de cinq à sept ans, garanties par les immobilisations corporelles connexes, déduction faite des intérêts de 542 \$ (2 862 \$ au 31 mars 2012) ¹ .	5 420	25 161
Billet remboursable en mensualités sur une période de 40 mois, jusqu'en juillet 2013, à taux d'intérêt fixe de 5 % et garanti par la Société.	402	1 537
Frais de financement différés, montant net	(1 318)	(1 758)
	62 957	119 116
Moins : tranche à court terme	3 808	10 867
	59 149 \$	108 249 \$

¹ Voir la note 5 – Activités abandonnées.

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie

En mars 2011, la Société a renouvelé et majoré sa facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang en obtenant une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang auprès d'un consortium de cinq banques à charte canadienne et leurs filiales et succursales américaines et d'une succursale canadienne d'une banque américaine.

La facilité de crédit permet à la Société, ainsi qu'à ses filiales, d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars (en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains); ces fonds peuvent servir à financer le fonds de roulement et les dépenses en immobilisations et à d'autres fins générales de la Société. Ces fonds sont garantis par la totalité des actifs de la Société et de ses filiales, et sont assortis de certaines clauses restrictives et de certaines sûretés fournies par la Société et ses filiales. La facilité de crédit comprend également une formule accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit jusqu'à un montant de 225 millions de dollars tout au long du contrat de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Cette facilité de crédit vient à échéance le 15 mars 2016.

Les taux d'intérêt varient en fonction du taux préférentiel, du taux des acceptations bancaires, du TIOL ou du taux de base américain majoré selon le niveau d'endettement et les flux de trésorerie de la Société.

Prêts des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent essentiellement de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers et pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de certains programmes du gouvernement fédéral et de programmes industriels du gouvernement provincial afin de promouvoir le développement de cette industrie au Canada. Certains de ces prêts sont soit remboursables selon certaines conditions spécifiques, plus particulièrement en fonction des ventes de la Société et des ventes de produits pour certains types d'avions prédéterminés à l'intérieur de délais précis, soit fondés sur des calendriers de remboursement fixes, ou remboursables en fonction de l'échéance des prêts. Les remboursements de prêts conditionnels sont examinés au moins une fois par année au moyen, particulièrement, de la plus récente estimation des ventes connexes.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 18. Dette à long terme (suite)

Prêts des autorités gouvernementales (suite)

Les prêts des autorités gouvernementales ne portent habituellement pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché. Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et sont désactualisés au moyen d'une imputation à l'état des résultats selon la méthode du taux d'intérêt effectif et inclus dans l'état des résultats consolidé à titre de frais financiers.

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts varient de 3,7 % à 7,2 % (3,9 % à 7,2 % en 2012).

Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment le fonds de roulement, l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. Au 31 mars 2013, la Société respectait toutes ces clauses restrictives.

Remboursements minimaux

Les remboursements minimaux de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se présentent comme suit :

Exercices prenant fin les 31 mars :

Exercices	Remboursements des contrats de location- financement	Remboursements des prêts des autorités gouvernementales	Remboursements du billet	Remboursement de la facilité de crédit	Total
2014	1 801	1 883	406	—	4 090
2015	1 801	1 967	—	—	3 768
2016	1 732	4 557	—	22 352	28 641
2017	337	2 707	—	—	3 044
2018	126	3 323	—	—	3 449
Au-delà de 5 ans	165	36 079	—	—	36 244
Sous-total	5 962 \$	50 516 \$	406 \$	22 352 \$	79 236 \$
Moins : intérêts	542	14 415	4	—	14 961
Solde de la dette	5 420 \$	36 101 \$	402 \$	22 352 \$	64 275 \$¹

¹ Déduction faite du montant net des frais de financement différés.

Frais financiers

Les frais financiers pour les exercices clos les 31 mars se résument comme suit :

	2013	2012
Frais d'intérêt	954 \$	905 \$
Désactualisation au titre des intérêts sur les prêts des autorités gouvernementales	1 652	1 568
Amortissement des frais de financement différés	440	440
Commission d'attente	518	389
Autre charge de désactualisation au titre des intérêts et ajustements au taux de désactualisation	513	595
	4 077	3 897
Gain sur les instruments financiers classés comme JVBRN – Produits d'intérêt	733	151
	3 344 \$	3 746 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 19. Capital émis

Autorisé

Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Les droits, privilèges, restrictions et conditions des actions privilégiées sont établis par le conseil d'administration.

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012, les variations des actions ordinaires émises se présentent comme suit :

	31 mars 2013		31 mars 2012	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Actions ordinaires émises et entièrement libérées				
Solde d'ouverture	30 442 370	102 202 \$	30 173 798	100 136 \$
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	1 034 543	8 017	223 656	1 748
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat	34 533	298	44 916	318
Distribution spéciale aux actionnaires	—	(85 152)	—	—
Solde de clôture	31 511 446	25 365 \$	30 442 370	102 202 \$

Distribution spéciale aux actionnaires

Le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente (voir la note 5 – Activités abandonnées), le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en trésorerie de 5,00 \$ par action, qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012 («distribution spéciale»).

La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représente une distribution en trésorerie de 157 495 \$ (en fonction des 31 498 905 actions ordinaires en circulation le 20 novembre 2012), versée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85 047 \$) et comptabilisée comme telle, et d'un dividende spécial en trésorerie de 2,30 \$ par action (72 448 \$) comptabilisé en réduction des résultats non distribués. Les coûts de transaction liés à cette distribution spéciale aux actionnaires s'élevaient à 193 \$, déduction faite de l'impôt sur le résultat, dont un montant de 105 \$ a été comptabilisé à titre de réduction du capital émis et un montant de 88 \$ a été porté en réduction des résultats non distribués.

Émission d'actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a émis 1 069 076 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 5,95 \$, pour une contrepartie totale en trésorerie de 6 362 \$, ce qui comprend l'émission de 1 034 543 actions ordinaires à la suite de l'exercice des options sur actions, pour une contrepartie totale en trésorerie de 6 064 \$. La juste valeur initiale des options sur actions, totalisant 1 953 \$, a été créditée au capital émis et débitée du surplus d'apport. Les 34 533 actions ordinaires restantes ont été émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société, pour une contrepartie totale en trésorerie de 298 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a émis 268 572 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 5,14 \$, pour une contrepartie totale en trésorerie de 1 379 \$, ce qui comprend l'émission de 223 656 actions ordinaires à la suite de l'exercice des options sur actions, pour une contrepartie totale en trésorerie de 1 061 \$. La juste valeur initiale des options sur actions, totalisant 687 \$, a été créditée au capital émis et débitée du surplus d'apport. Les 44 916 actions ordinaires restantes ont été émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société, pour une contrepartie totale en trésorerie de 318 \$.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 19. Capital émis (suite)

A. Régime d'options sur actions

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le nombre total d'actions disponible pour émission future dans le cadre du régime d'options sur actions a été renouvelé, compte tenu du nombre restreint d'actions ordinaires encore disponible en vertu de ce régime et après que les actionnaires de la Société ont signifié leur accord à l'assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires tenue le 4 août 2011. Au 31 mars 2013, le nombre total d'actions ordinaires réservé aux fins d'émission aux termes du régime s'établissait à 2 808 257, dont 1 750 381 actions n'avaient pas encore été émises.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société n'a attribué aucune option sur action. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société avait attribué à des dirigeants et à des employés clés 242 000 options sur actions, soit une juste valeur totale de 797 \$ ou une juste valeur moyenne pondérée par option sur action de 3,29 \$, calculée selon le modèle binomial en supposant une durée prévue de six ans, une volatilité prévue de 45 %, aucune distribution de dividende et un taux d'intérêt composé sans risque de 3,0 %. Le coût des options sur actions est amorti sur la période d'acquisition des droits rattachés à celles-ci; une charge d'options sur actions de 374 \$ (416 \$ en 2012) a été comptabilisée dans les frais de vente et d'administration et le crédit correspondant a été constaté dans le surplus d'apport dans les capitaux propres de la Société.

Au 31 mars 2013, 259 101 options sur actions étaient émises et en cours comme suit :

Fourchette de prix d'exercice	Options en cours			Options dont les droits sont acquis	
	Nombre	Durée moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré ¹	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
1,00 \$ à 2,49 \$	65 201	4,38	1,31	20 401	1,31
2,50 \$ à 4,00 \$	109 700	5,37	3,01	11 000	3,01
4,01 \$ à 5,50 \$	84 200	1,56	5,21	80 000	5,27
	259 101	3,88	3,30	111 401	4,32

Au cours des exercices clos les 31 mars, le nombre d'options sur actions a évolué comme suit :

	2013		2012	
	Prix d'exercice moyen pondéré ¹	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions
Solde au début de l'exercice	6,48 \$	1 411 344	6,00 \$	1 393 000
Attribuées	—	—	7,68	242 000
Exercées	5,86	(1 034 543)	4,75	(223 656)
Annulées / frappées d'extinction	8,46	(117 700)	—	—
Solde à la fin de l'exercice	3,30	259 101	6,48	1 411 344

¹⁾ Reflète l'ajustement à certains paiements fondés sur des actions (voir E ci-dessous).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 19. Capital émis (suite)

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a émis 34 533 actions ordinaires (44 916 en 2012) et a attribué 14 171 actions ordinaires (18 277 en 2012) aux employés participants en vertu du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat. Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, la charge liée à l'attribution des actions ordinaires totalisait 160 \$ (143 \$ en 2012).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le nombre total d'actions disponible pour émission future dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat a été renouvelé, compte tenu du nombre restreint d'actions ordinaires encore disponible en vertu de ce régime et après que les actionnaires de la Société ont signifié leur accord à l'assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires tenue le 4 août 2011. Au 31 mars 2013, le nombre total d'actions ordinaires réservé aux fins d'émission aux termes du régime s'établissait à 340 000, dont 274 221 n'avaient pas encore été émises en vertu de ce régime.

C. Régime de DPVA

Au 31 mars 2013, de manière cumulative, 39 000 DPVA (130 500 au 31 mars 2012), devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2014 et 2016, étaient encore en cours à une valeur attribuée moyenne pondérée de 2,78 \$ (6,32 \$ au 31 mars 2012) (voir le point E ci-après).

La charge au titre des DPVA s'est établie à 494 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2013 (reprise de charge de 43 \$ en 2012).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, aucun DPVA n'a été attribué (aucun en 2012), 5 800 ont été annulés (aucun en 2012) et 85 700 ont été exercés (12 500 en 2012).

D. Régime d'UAD

Au 31 mars 2013, de manière cumulative, 75 302 UAD étaient en cours (37 718 au 31 mars 2012) (voir le point E ci-après).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la charge au titre des UAD s'est établie à 369 \$ (164 \$ en 2012).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, 45 674 UAD ont été émises (37 718 en 2012); 8 090 ont été exercées (aucune en 2012) et aucune n'a été annulée (aucune en 2012).

E. Ajustement à certains paiements fondés sur des actions

Par suite de la distribution spéciale versée aux actionnaires (voir plus haut) et compte tenu de son incidence sur le cours de l'action de la Société, le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 14 janvier 2013, un ajustement devant être apporté au prix d'exercice des options sur actions et des DPVA en cours de la Société, et l'émission de UAD supplémentaires. L'ajustement a été effectué conformément aux régimes connexes de rémunération fondée sur des actions de la Société et a été approuvé par la TSE comme prescrit en ce qui a trait aux ajustements apportés aux options sur actions. Cet ajustement représentait la différence entre le prix moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours de l'action de la Société négociée sur la TSE, immédiatement avant le 20 décembre 2012 (soit la date du début de la négociation ex-distribution de l'action de la Société, à la suite de la distribution spéciale aux actionnaires), et le prix moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours à partir du 20 décembre 2012. La Société a également émis des UAD supplémentaires sur la même base. L'incidence sur le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options sur actions, des DPVA et des UAD de la Société se présente comme suit :

	Avant ajustement		Après ajustement	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Options sur actions	266 901	7,90 \$	266 901	3,27 \$
DPVA	39 000	7,39 \$	39 000	2,78 \$
UAD	47 871	s. o.	75 302	s. o.

Cet ajustement n'a eu aucune incidence sur l'état des résultats consolidé de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 20. Cumul des autres éléments du résultat global

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écart de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures des flux de trésorerie	Couverture des investissements dans les établissements américains	Total
Solde au 31 mars 2012	(771) \$	4 038 \$	(752) \$	2 515 \$
Autres éléments du résultat global découlant des activités abandonnées (note 5)	759	989	433	2 181
Activités poursuivies	(12)	5 027	(319)	4 696
Autres éléments du résultat global découlant des activités poursuivies	3 227	(4 964)	(312)	(2 049)
Solde au 31 mars 2013	3 215 \$	63 \$	(631) \$	2 647 \$
Solde au 31 mars 2011	(3 573) \$	12 930 \$	590 \$	9 947 \$
Autres éléments du résultat global découlant des activités poursuivies	756	(7 757)	(496)	(7 497)
Autres éléments du résultat global découlant des activités abandonnées (note 5)	2 046	(1 135)	(846)	65
Solde au 31 mars 2012	(771) \$	4 038 \$	(752) \$	2 515 \$

Note 21. Impôt sur le résultat

	2013	2012
L'impôt sur le résultat se présente comme suit :		
États des résultats consolidés		
Impôt exigible	3 341 \$	5 227 \$
Recouvrement d'impôt différé	(17)	(1 020)
Impôt sur le résultat présenté dans les états des résultats consolidés	3 324 \$	4 207 \$
États des variations des capitaux propres consolidés		
Recouvrement d'impôt différé se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux capitaux propres	(862) \$	(521) \$
Recouvrement d'impôt différé se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global	(1 500)	(3 508)
Recouvrement d'impôt différé se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement au capital émis	(38)	—
Recouvrement d'impôt sur le résultat présenté directement dans les capitaux propres	(2 400) \$	(4 029) \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 21. Impôt sur le résultat (suite)

Le calcul de l'impôt sur le résultat se présente comme suit :

	2013	2012
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,0 % (27,3 % en 2012)	4 460 \$	5 480 \$
Différences permanentes	(228)	(1 046)
Écart de taux d'imposition – filiales américaines	119	237
Autres éléments	(1 027)	(464)
Impôt sur le résultat	3 324 \$	4 207 \$

La baisse du taux d'imposition combiné de la Société prévu par la loi entre l'exercice 2012 et l'exercice 2013 est surtout attribuable à la baisse proportionnelle du taux d'imposition fédéral canadien compte tenu de la date de fin d'exercice de la Société, soit le 31 mars.

L'impôt sur le résultat comprend un montant de 1 026 \$ (200 \$ en 2012) à l'égard de la résolution favorable de questions d'ordre fiscal ainsi qu'une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions d'audit fiscal.

L'impôt différé a trait aux éléments suivants :

	31 mars 2013	31 mars 2012
Passifs d'impôt différé :		
Provisions non déductibles	(972) \$	448 \$
Stocks	(2 877)	(5 281)
Débiteurs	(89)	(115)
Instruments financiers dérivés	19	1 435
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt	2 614	2 133
Immobilisations corporelles	11 872	17 924
Goodwill	(195)	1 972
Prêts des autorités gouvernementales	(98)	142
Avantages d'impôt différé découlant de pertes fiscales	—	(1 587)
Écart externe lié à la filiale	2 151	—
	12 425 \$	17 071 \$

Aux 31 mars 2013 et 2012, il n'y avait aucun report prospectif de pertes opérationnelles ni de différences temporaires pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2013, la Société ne comptait aucune perte autre qu'en capital disponible pour report prospectif (5 421 \$ au 31 mars 2012).

L'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les résultats non distribués des filiales lorsque la Société est en mesure de contrôler le calendrier de versement et qu'il est probable qu'il n'y aura aucun versement dans un avenir prévisible.

Les différences temporaires associées aux investissements dans les filiales pour lesquels un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé sont négligeables (13 918 \$ en 2012). Si ces résultats étaient distribués, le taux de retenue d'impôt à la source s'élèverait à 5 %.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 22. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Description des régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

Total des paiements au comptant

Pour l'exercice 2013, le total des paiements en trésorerie relatifs aux avantages du personnel pour l'exercice 2013, composé des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés, et des paiements en trésorerie directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations définies non capitalisés s'est élevé à 4 104 \$ (3 738 \$ en 2012), alors que les cotisations versées à ses régimes à cotisations définies se sont établies à 1 554 \$ (2 456 \$, y compris 1 578 \$ pour les activités poursuivies, en 2012).

Régimes à prestations définies

La Société mesure la juste valeur de l'actif des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations définies sont évaluées au 31 décembre de chaque exercice et projetées au 31 mars pour tous les régimes, sauf un pour lequel la date d'évaluation est le 31 mars. Les plus récentes évaluations actuarielles aux fins de la capitalisation du régime de retraite agréé pour les employés syndiqués ont été effectuées en date du 31 décembre 2012 et seront déposées au plus tard le 30 septembre 2013 auprès des organismes de réglementation. Les plus récentes évaluations actuarielles aux fins de la capitalisation des régimes de retraite agréés pour les principaux dirigeants ont été effectuées en date du 31 décembre 2011. Les prochaines évaluations actuarielles aux fins de la capitalisation devront être effectuées au 31 décembre 2012 et seront déposées au plus tard le 30 septembre 2013 auprès des organismes de réglementation. Les évaluations actuarielles seront également effectuées pour tous les régimes de retraite agréés en date du 31 décembre 2013.

Le rapprochement de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes avec les montants comptabilisés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

	31 mars 2013		31 mars 2012
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	46 027	\$	38 937 \$
Juste valeur de l'actif des régimes	37 217		30 876
Situation de capitalisation du régime – excédent (déficit)	(8 810)		(8 061)
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	(4 226)		(4 727)
Montant comptabilisé dans les autres passifs non courants	(13 036)	\$	(12 788) \$

Le montant de la charge de retraite qui a été comptabilisé pour ces régimes dans les états des résultats consolidés des exercices clos les 31 mars est comme suit :

	2013		2012
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	1 176	\$	1 013 \$
Coût financier des obligations au titre des prestations définies	2 117		2 102
Rendement attendu de la juste valeur des actifs des régimes	(2 047)		(1 855)
Coûts des services passés	—		190
Total de la charge de retraite comptabilisée dans les états des résultats consolidés	1 246	\$	1 450 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 22. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Régimes à prestations définies (suite)

Le montant total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global pour les exercices clos les 31 mars est comme suit :

	2013		2012	
Perte actuarielle, montant net	(3 106)	\$	(3 628)	\$
Incidence du passif supplémentaire comptabilisé en raison de la limite des actifs et des exigences de financement minimal	—		1 687	
Autres éléments du résultat global	(3 106)	\$	(1 941)	\$

Le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes pour les exercices clos les 31 mars est comme suit :

	2013		2012	
Rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes	3 541	\$	650	\$

La valeur actuelle des obligations au titre de prestations définies aux 31 mars est la suivante :

	2013		2012	
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	43 664	\$	38 817	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 176		1 013	
Coût financier	2 117		2 102	
Cotisations des participants aux régimes	747		768	
Pertes actuarielles	4 600		2 423	
Prestations payées	(2 051)		(1 649)	
Coûts des services passés	—		190	
Obligations au titre de prestations définies à la fin de l'exercice	50 253	\$	43 664	\$

La juste valeur des actifs des régimes aux 31 mars se présente comme suit :

	2013		2012	
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	30 876	\$	27 369	\$
Rendement attendu	2 047		1 855	
Gains actuariels (pertes actuarielles)	1 494		(1 205)	
Cotisations de l'employeur	4 104		3 738	
Cotisations des participants aux régimes	747		768	
Prestations payées	(2 051)		(1 649)	
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	37 217	\$	30 876	\$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 22. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Régimes à prestations définies (suite)

Les actifs des régimes aux 31 mars sont les suivants :

Catégorie d'actifs ¹	2013	2012
Titres de capitaux propres	61 %	62 %
Titres de créance	32 %	34 %
Autres	7 %	4 %
Total	100 %	100 %

¹ Déterminée à la date d'évaluation, soit au 31 mars de chaque exercice.

Principales hypothèses

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes (moyenne pondérée) :

	2013	2012
Obligations au titre des prestations définies aux 31 mars :		
Taux d'actualisation	4,30 %	5,00 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %
Coûts liés aux prestations pour les exercices clos les 31 mars :		
Taux d'actualisation	5,00 %	5,60 %
Rendement attendu à long terme de la juste valeur des actifs des régimes	6,50 %	6,50 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %

L'effet d'une augmentation ou d'une diminution de un pour cent (1 %) de l'une des hypothèses actuarielles suivantes, toutes les autres hypothèses actuarielles demeurant les mêmes par ailleurs, serait comme suit :

Augmentation (Diminution)	Charge de retraite pour l'exercice clos le 31 mars 2013	Obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2013
Augmentation du taux d'actualisation	183 \$	7 729 \$
Diminution du rendement attendu à long terme de la juste valeur des actifs des régimes	315 \$	s. o.
Taux d'augmentation des salaires	(11) \$	(93) \$

Le taux de rendement attendu à long terme de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies a été déterminé en fonction des attentes de rendement à long terme stipulées dans les politiques et procédures en matière de placement des régimes ainsi que de la répartition d'actifs cible de chaque gestionnaire de fonds faisant partie du portefeuille de placement des régimes (titres de capitaux propres, titres de créance et autres).

On estime à 4 658 \$ le total des cotisations qui devraient être versées dans ces régimes au cours de l'exercice 2014.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 22. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Régimes à prestations définies (suite)

Les montants pour l'exercice considéré et pour les exercices antérieurs se présentent comme suit :

	2009	2010	2011	2012	2013
Obligations au titre des prestations définies	28 833 \$	35 044 \$	38 817 \$	43 664 \$	50 253 \$
Juste valeur des actifs des régimes	19 232	24 254	27 369	30 876	37 217
Déficit	(9 601) \$	(10 790) \$	(11 448) \$	(12 788) \$	(13 036) \$
Ajustement lié à l'expérience relatif aux obligations au titre des prestations définies – augmentation (diminution)	s. o.	s. o.	458	(434)	336
Ajustement lié à l'expérience relatif à la juste valeur des actifs des régimes – augmentation (diminution)	s. o.	s. o.	246	(1 205)	1 494

Régimes de retraite à cotisations définies

Les coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies pour les activités poursuivies se présentent comme suit :

	2013	2012
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	1 554 \$	1 578 \$

Note 23. Engagements

Contrats de location de bâtiments

La Société a conclu des contrats pour la location de bâtiments utilisés pour la fabrication et l'administration. Le montant total des engagements au 31 mars 2013 s'élevait à 1 176 \$, à l'exclusion des clauses d'indexation. Les paiements annuels minimaux au titre de la location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 480 \$ en 2014, 224 \$ en 2015, 146 \$ en 2016, 141 \$ en 2017 et 148 \$ en 2018.

Engagements au titre de l'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement

La Société a émis des bons de commande relativement à de la machinerie et de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Au 31 mars 2013, ces bons de commande totalisaient 2 391 \$ (2 843 \$ en 2012) et des dépôts de 234 \$ (292 \$ en 2012) avaient été versés sur de la machinerie et de l'équipement et avaient été comptabilisés au titre des autres actifs courants de la Société (voir la note 12 des états financiers consolidés).

Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser les contreparties pour des coûts engagés et des pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris la législation fiscale) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 23. Engagements (suite)

Garanties (suite)

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une obligation contractuelle et à des violations de déclarations et de garanties, la Société peut consentir à verser des indemnisations au titre de réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits. Au 31 mars 2013, la durée de ces engagements d'indemnisation pouvait se prolonger jusqu'à l'exercice 2024. Aux 31 mars 2013 et 2012, la Société avait comptabilisé une provision de 6 000 \$ qu'elle a classée comme provision à court terme étant donné que la date de règlement n'était pas encore connue.

Note 24. Éventualités

Dans le cadre de son activité normale, la Société est partie à des litiges et à d'autres procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement qui en résulterait n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière ni sur les résultats opérationnels de la Société.

Note 25. Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies

Pour les exercices clos les 31 mars, la variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies se présente comme suit :

	2013	2012
Comptes clients	(4 026) \$	(3 547) \$
Impôts à recevoir	(858)	(784)
Stocks	3 591	(2 461)
Autres actifs à court terme	1 684	(1 169)
Comptes fournisseurs et charges à payer, et autres passifs	(828)	212
Comptes fournisseurs – autres	446	(1 098)
Provisions	(1 711)	259
Facturations progressives	(5 827)	(4 831)
Impôts à payer	(408)	3 957
Incidence des fluctuations du taux de change ¹	(458)	553
	(8 395) \$	(8 909) \$

¹ Reflète l'incidence totale des fluctuations du taux de change au cours de l'exercice correspondant sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales américaines de la Société.

Note 26. Information sectorielle

À la suite de la transaction de vente (voir la note 5 – Activités abandonnées), la Société exerce principalement ses activités dans un seul secteur, soit le secteur de l'Aérospatiale. Par conséquent, l'information sectorielle n'est plus pertinente ni requise.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 26. Information sectorielle (suite)

Informations géographiques

Les informations géographiques à l'égard des activités poursuivies se présentent comme suit :

	2013			2012		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Activités poursuivies						
Ventes	210 140 \$	46 882 \$	257 022 \$	201 841 \$	51 680 \$	253 521 \$
Immobilisations corporelles, montant net	65 827	12 359	78 186	65 999	12 424	78 423
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	26 132	340	26 472	21 227	599	21 826
Goodwill	13 838	5 342	19 180	13 838	5 244	19 082
Ventes à l'exportation ¹	130 860 \$			132 799 \$		

Au cours des exercices clos les 31 mars 2013 et 2012, la Société a réalisé respectivement 64 % et 69 % de ses ventes auprès de clients américains.

¹⁾ Les ventes à l'exportation sont réparties par pays en fonction de l'emplacement des clients.

Note 27. Rémunération des principaux dirigeants

La charge de rémunération des principaux dirigeants se présente comme suit :

	2013	2012
Avantages à court terme et autres avantages	4 069 \$	3 758 \$
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	407	398
Paiements fondés sur des actions	1 092	442
Total de la rémunération versée aux principaux dirigeants	5 568 \$	4 598 \$

Note 28. Instruments financiers

Aux 31 mars 2013 et 2012, la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers de la Société étaient sensiblement les mêmes, à l'exception de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 28. Instruments financiers (suite)

Aux 31 mars 2013 et 2012, le classement des instruments financiers, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur, étaient le suivant :

	31 mars 2013					31 mars 2012				
	Valeur comptable			Juste valeur	Valeur comptable			Juste valeur		
	JVBRN	P&C	Éléments de couverture		Total ¹	JVBRN	P&C		Éléments de couverture	Total ⁽¹⁾
Actifs financiers										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101 256 \$	— \$	— \$	101 256 \$	101 256 \$	62 007 \$	— \$	— \$	62 007 \$	62 007 \$
Comptes clients ²	—	46 550	—	46 550	46 550	—	59 677	—	59 677	59 677
Autres actifs à court terme ³	—	22	—	22	22	—	750	—	750	750
Instruments financiers dérivés	951	—	2 268	3 219	3 219	1 241	—	8 466	9 707	9 707
	102 207 \$	46 572 \$	2 268 \$	151 047 \$	151 047 \$	63 248 \$	60 427 \$	8 466 \$	132 141 \$	132 141 \$

	31 mars 2013					31 mars 2012				
	Valeur comptable			Juste valeur	Valeur comptable			Juste valeur		
	JVBRN	Autre que JVBRN	Éléments de couverture		Total ¹	JVBRN	Autre que JVBRN		Éléments de couverture	Total ⁽¹⁾
Passifs financiers										
Comptes fournisseurs et charges à payer ⁴	— \$	44 302 \$	— \$	44 302 \$	44 302 \$	— \$	56 319 \$	— \$	56 319 \$	56 319 \$
Instruments financiers dérivés	612	—	1 952	2 564	2 564	1 171	—	2 356	3 527	3 527
Dettes à long terme, y compris la tranche à court terme	—	64 275	—	64 275	68 165	—	120 874	—	120 874	123 682
	612 \$	108 577 \$	1 952 \$	111 141 \$	115 031 \$	1 171 \$	177 193 \$	2 356 \$	180 720 \$	183 528 \$

¹⁾ Représente uniquement la valeur comptable des actifs et passifs financiers inclus dans le poste correspondant du bilan.

²⁾ Comprend les créances clients à recevoir.

³⁾ Comprend certains autres débiteurs.

⁴⁾ Comprend les comptes fournisseurs et charges à payer, y compris les intérêts et certaines charges salariales à payer.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, un résultat avant impôt de 269 \$ (70 \$ en 2012) a été comptabilisé sur les instruments financiers classés à la JVBRN, en plus des produits d'intérêt présentés à la note 18 des états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 29. Gestion des risques financiers

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

Risque de marché	Risque de fluctuation de la juste valeur des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est particulièrement exposée aux risques de marché suivants : <ul style="list-style-type: none">• Risque de change• Risque de taux d'intérêt
Risques de crédit et de concentration de crédit	Risque de crédit – Risque qu'une partie à un instrument financier néglige de respecter ses engagements, entraînant une perte financière pour l'autre partie. Risque de concentration de crédit – Risque que la Société fasse affaire avec un nombre limité de clients et d'institutions financières, ce qui pourrait augmenter le risque de crédit tel qu'il est défini ci-dessus.
Risque de liquidité	Risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à des passifs financiers.

Risque de marché

Risque de change

La Société conclut des opérations en devises au Canada et à l'étranger en raison de ses activités aux États-Unis, ce qui l'expose au risque de fluctuation des taux de change. En se basant sur l'exercice clos le 31 mars 2013, les ventes réalisées et les coûts engagés en devises par les établissements de la Société au Canada et aux États-Unis se sont établis comme suit (calculés en fonction du total des ventes et des coûts consolidés de la Société) :

	ÉTABLISSEMENTS CANADIENS		ÉTABLISSEMENTS AMÉRICAINS		TOTAL	
	Ventes	Coûts	Ventes	Coûts	Ventes	Coûts
Dollars américains	62 %	29 %	18 %	20 %	80 %	49 %
Dollars canadiens	20 %	51 %	—	—	20 %	51 %
Pourcentage des ventes et des coûts consolidés	82 %	80 %	18 %	20 %	100 %	100 %

Aux 31 mars, l'ensemble des instruments financiers libellés en dollars américains¹ dans les bilans consolidés de la Société se présente comme suit :

	2013	2012
Actifs financiers à court terme	112 841 \$	88 852 \$
Total des actifs financiers	112 841 \$	88 852 \$
Passifs financiers à court terme	18 586 \$	30 501 \$
Passifs financiers à long terme	22 894	71 299 \$
Total des passifs financiers	41 480 \$	101 800 \$

¹) Compte non tenu des instruments financiers dérivés liés aux contrats de change à terme.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 29. Gestion des risques financiers (suite)

Risque de marché (suite)

Risque de change (suite)

Dans le but d'atténuer le risque lié aux fluctuations des taux de change sur les ventes, la Société a recours à des instruments dérivés pour couvrir ce risque, essentiellement lié au dollar américain, et découlant de ses activités au Canada.

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises connue, essentiellement au cours des deux exercices financiers suivants, des entrées de fonds prévues provenant de ventes libellées en dollars américains réalisées par ses établissements canadiens et se rapportant à des contrats de vente, déduction faite des sorties de fonds prévues, en dollars américains, effectuées par ses établissements canadiens découlant essentiellement de l'achat de matières premières et de certaines autres matières. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices, les entrées ou sorties de fonds nettes prévues, comme il est décrit ci-dessus, liées à certains contrats de vente à long terme particuliers, sur une base très réduite.

Au 31 mars 2013, en conformité à la politique de gestion du risque de change susmentionnée, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 123,5 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,0325 (dollar canadien par rapport au dollar américain, « \$ CA/\$ US ») (145,3 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,0620 \$ CA/\$ US au 31 mars 2012). Au 31 mars 2013, ces contrats viendront à échéance à diverses dates entre avril 2013 et mars 2016, la majorité échéant au cours des deux prochains exercices.

Aux 31 mars 2013 et 2012, la Société était également partie à des contrats de change à terme totalisant 4,7 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,2262 \$ CA/\$ US, tous venant à échéance à l'exercice 2014, pour couvrir le risque de change lié à certains dérivés incorporés.

La sensibilité au taux de change représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme susmentionnés à la date du bilan consolidé. Au 31 mars 2013, une appréciation de 1 % du dollar canadien sur le dollar américain, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait diminué le résultat net consolidé de 149 \$ (167 \$ en 2012) et le résultat global, de 50 \$ (366 \$ en 2012), alors qu'une réduction de 1 % aurait eu l'effet contraire pour des montants sensiblement équivalents.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit bancaire à long terme (voir la note 18 des états financiers consolidés). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêt de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige, en général, de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt.

Au 31 mars 2013, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt, pour un montant nominal de 10 millions de dollars américains, fixant le TIOI américain à 3,91 % et échéant en décembre 2015. Au 31 mars 2012, la Société a conclu trois contrats de swap de taux d'intérêt, pour un montant nominal total de 40 millions de dollars américains. Les ententes, en vertu desquelles le TIOI américain est fixé à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars américains et à 3,91 % pour des montants totalisant 20 millions de dollars américains, viennent à échéance en décembre 2015. En août 2012, à la suite de la transaction de vente (voir la note 5—Activités abandonnées), la Société a racheté, pour un montant de 1 695 \$ américains, deux contrats de swap de taux d'intérêt en cours, pour un montant nominal total de 30 millions de dollars américains.

Au 31 mars 2013, la sensibilité au risque de taux d'intérêt est calculée en fonction du passif à taux variable à la fin de l'exercice. En supposant une augmentation ou diminution de 100 points de base du taux d'intérêt, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, le résultat net consolidé de la Société aurait été réduit ou augmenté de 87 \$ pour l'exercice clos à cette date (143 \$ en 2012). Pour les instruments financiers dérivés (contrats de swap de taux d'intérêt), une variation de la courbe des taux découlant d'une hausse de 100 points de base, au 31 mars 2013, aurait fait augmenter le résultat global de la Société de 191 \$ pour l'exercice clos à cette date (1 014 \$ en 2012), tandis qu'une réduction de 100 points de base l'aurait fait diminuer de 196 \$ (1 052 \$ en 2012).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 29. Gestion des risques financiers (suite)

Risques de crédit et de concentration de crédit

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

Le risque de concentration de crédit tient du fait que la Société a réalisé une proportion importante de ses ventes en 2013 auprès d'un nombre restreint de clients (six), soit environ 69 % (59 % en 2012), et qu'elle a fait affaire avec un petit nombre d'institutions financières. Plus précisément, la Société a deux clients représentant respectivement 24 % et 21 % de ses ventes consolidées (18 % et 14 % en 2012).

Comptes clients

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à cet instrument financier sont limités du fait que la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à des petites entreprises privées en Amérique du Nord et à des organismes non gouvernementaux à l'extérieur de l'Amérique du Nord, qui représentaient environ 7 % des ventes consolidées de la Société en 2013 (5 % en 2012).

Au 31 mars 2013, hormis l'importante radiation d'un compte client au cours de l'exercice 2010 par suite de la faillite d'un client coté en Bourse aux États-Unis, la Société n'a pas effectué, par le passé, de radiation importante de comptes clients, et le délai moyen de recouvrement était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

La qualité de crédit des comptes clients fait l'objet d'une analyse régulière dans l'ensemble des activités décentralisées de la Société.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissaient comme suit pour l'exercice clos le 31 mars 2013 :

	2013
Solde au début de l'exercice	831 \$
Activités abandonnées (note 5)	(251)
Constituées pendant l'exercice	510
Reprises	(510)
Montants radiés	—
Effet de la variation des cours de change	2
Solde à la fin de l'exercice	582 \$

Les comptes clients de la Société, qui sont en souffrance mais qui n'ont pas subi de dépréciation, totalisaient 6 050 \$ au 31 mars 2013 (5 262 \$ en 2012) dont 128 \$ (159 \$ en 2012) étaient en souffrance depuis plus de 90 jours.

Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers dérivés

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 29. Gestion des risques financiers (suite)

Risques de crédit et de concentration de crédit (suite)

Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers dérivés (suite)

Au 31 mars 2013, l'exposition maximale au risque de crédit lié aux instruments financiers était comme suit (voir la note 28 des états financiers consolidés) :

	JVBRN		Éléments de couverture ¹		Prêts et créances (P&C)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101 256	\$	—	\$	—
Comptes clients	—		—		46 550
Autres actifs à court terme	—		—		22
Instruments financiers dérivés	951		2 268		—

¹⁾ Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis aux termes de ses engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, d'investissement et de financement. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

Au 31 mars 2013, l'analyse des échéances des passifs financiers était comme suit et comprend la facilité de crédit de premier rang de la Société négociée et conclue uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine (voir la note 18) :

	Moins de un an		De un an à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
Comptes fournisseurs et charges à payer	44 302	\$	—	\$	—	\$	—	\$	44 302
Comptes fournisseurs – autres	2 378		—		—		—		2 378
Dette à long terme ²	4 090		32 409 ¹		6 493		36 244		79 236
Instruments financiers dérivés	2 564		—		—		—		2 564

¹⁾ Comprend la facilité de crédit bancaire utilisée de 22 352 \$ échéant le 15 mars 2016.

²⁾ Comprend les intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales.

Note 30. Risque lié à la gestion du capital

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent essentiellement dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation, de continuer à fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps utile en fonction des changements du contexte économique et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 30. Risque lié à la gestion du capital (suite)

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires;
- modifier le dividende versé aux actionnaires (cependant, la Société n'a pas l'intention de verser de dividende sur ses actions ordinaires en circulation dans un avenir rapproché).

Dans les secteurs d'activité actuels où la Société conclut des contrats à long terme et engage des dépenses en immobilisations importantes, le montant des flux de trésorerie générés par la Société doit être conforme à son ratio de la dette nette / capitaux propres, et comparable aux normes du secteur. Ce ratio de la dette nette / capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

La dette nette est égale à la dette totale représentant la tranche à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les capitaux propres se composent du capital émis, du surplus d'apport, du cumul des autres éléments du résultat global et des résultats non distribués. Dans certains cas, les capitaux propres peuvent être rajustés par les montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, particulièrement ceux relatifs aux couvertures de flux de trésorerie, selon leur nature et leur importance relative. De plus, dans certains cas, et pour les raisons mentionnées ci-dessus, la dette totale et les capitaux propres de la Société peuvent être ajustés selon le montant des emprunts subordonnés ou non garantis et des éléments hors bilan, le cas échéant.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice dernier, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio de la dette nette / capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable compte tenu du risque couru.

	2013		2012	
Tranche à court terme de la dette à long terme	3 808	\$	10 867	\$
Dette à long terme	59 149		108 249	
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	(101 256)		(62 007)	
	(38 299)	\$	57 109	\$
Capitaux propres	222 653		243 967	
Ratio de la dette nette / capitaux propres	(0,17:1)		0,23:1	

De plus, la Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation et n'a apporté aucune modification à la gestion de son capital depuis le dernier exercice.

Note 31. Reclassement

Certains chiffres des états financiers consolidés au 31 mars 2012 et pour l'exercice clos à cette date ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice clos le 31 mars 2013.



DIRECTION (de gauche à droite)

1. GHISLAIN LEMIEUX

Directeur,
vérification interne et conformité

2. RÉMY LANGELIER

Directeur,
développement des affaires

3. DOMINIC BOLDUC

Directeur,
fiscalité et affaires corporatives

4. RÉAL BÉLANGER

Vice-président exécutif,
chef de la direction financière
et Vice-président,
développement des affaires

5. GILLES LABBÉ

Président et
chef de la direction

6. MARTIN BRASSARD

Vice-président, directeur général,
Trains d'atterrissage

7. STÉPHANE ARSENAULT

Chef de la direction financière adjoint
et Vice-président,
contrôle et technologie de l'information

8. GILBERT GUÉRIN

Directeur corporatif,
ressources humaines

9. MICHEL ROBILLARD

Vice-président,
contrôleur corporatif

TRAINS D'ATTERRISSAGE

LONGUEUIL

755, rue Thurber
Longueuil (Québec)
Canada J4H 3N2
Tél. : 450 679-5454
Télec. : 450 679-4554

KITCHENER

1665 Highland Rd. W.
Kitchener (Ontario)
Canada N2N 3K5
Tél. : 519 576-8910
Télec. : 519 576-5119

CLEVELAND

15900 Foltz
Industrial Parkway
Strongsville (Ohio)
U.S.A. 44149
Tél. : 440 783-5255
Télec. : 440 783-5261

LAVAL

3675, boul. Industriel
Laval (Québec)
Canada H7L 4S3
Tél. : 450 629-3454
Télec. : 450 629-5682

SPRINGFIELD

663 Montgomery Ave.
Springfield (Ohio)
U.S.A. 45506
Tél. : 937 325-1586
Télec. : 937 325-9309

INGÉNIERIE

SAINT-HUBERT

4925, Chemin de la Savane
Saint-Hubert (Québec)
Canada J3Y 9G1
Tél. : 450 646-9432

BOÎTIERS ÉLECTRONIQUES

TORONTO

1480 Birchmount Rd.
Toronto (Ontario)
Canada M1P 2E3
Tél. : 416 757-2366
Télec. : 416 752-4838

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le jeudi 1^{er} août 2013 à 11 heures
Salon Pierre-de-Coubertin
L'hôtel Omni Mont-Royal
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
Canada

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE

SOCIÉTÉ DE FIDUCIE

Computershare du Canada
1500, rue Université, 7^e étage
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Tél. : 514 982-7555 /
1-800-564-6253

AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
800, boul. René Lévesque Ouest,
Bureau 1900
Montréal (Québec)
Canada H3B 1X9
Tél. : 514 875-6060

BOURSE DE VALEURS MOBILIÈRES

Les actions sont cotées
à la Bourse de Toronto
Symbole au téléscripneur : HRX

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Tél. : 450 679-3330
Téléc. : 450 679-3666
ir@herouxdevtek.com

MAISONBRISON COMMUNICATIONS

Tél. : 514 731-0000
info@maisonbrison.com

HÉROUX-DEVTEK INC.

1111, rue Saint-Charles Ouest
Bureau 658, tour Est
Complexe Saint-Charles
Longueuil (Québec)
Canada J4K 5G4
Tél. : 450 679-3330
Téléc. : 450 679-3666
www.herouxdevtek.com

CONCEPTION ET RÉDACTION PAR MAISONBRISON COMMUNICATIONS

*If you wish to receive an English version of this report,
please contact the Corporate Secretary.*



HEROUX DEVTEK 

WWW.HEROUXDEVTEK.COM